

A LA MEMOIRE DES 1 500 000 VICTIMES ARMENIENNES
24 avril 2020 : 105e anniversaire du génocide arménien de 1915
perpétré par le gouvernement Jeune-Turc

105 ans de déni : ça suffit !

VEILLE MEDIA

Lundi 19 Octobre 2020

Retrouvez les informations sur notre site :

<http://www.collectifvan.org>

Rubrique Info Collectif VAN :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

SOMMAIRE

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le Collectif VAN
[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] vous propose une revue de presse des informations parues dans la presse francophone sur les thèmes concernant le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, le génocide arménien, la Shoah, le génocide des Tutsi, les crimes perpétrés au Darfour, la Turquie, l'Union européenne, l'occupation de Chypre, etc... Nous vous suggérons également de prendre le temps de lire ou relire les articles mis en ligne dans la rubrique [Info Collectif VAN](#) et les traductions regroupées dans notre rubrique [Actions VAN](#). Par ailleurs, certains articles en anglais, allemand, turc, etc, ne sont disponibles que dans la newsletter Word que nous générons chaque jour. Pour la recevoir, abonnez-vous à la Veille-Média : c'est gratuit ! Vous recevrez le document du lundi au vendredi dans votre boîte email. Bonne lecture!

L'Azerbaïdjan a violé de manière flagrante la nouvelle trêve humanitaire

19/10/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/lazerbaidjan-viole-de-maniere-flagrante.html>

Une nouvelle violation par l'Azerbaïdjan de la trêve humanitaire entrée en vigueur le 18 octobre à minuit

19/10/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/uune-nouvelle-violation-par.ht ml>

Turquie : RSF condamne l'usage abusif d'une législation de "lèse-majesté"

19/10/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/turquie-rsf-condamne-lusage-a busif-dune.html>

Pour la reconnaissance de l'Artsakh, contre les dictatures et le djihadisme ! Le Drian démission !

19/10/2020 - NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70330

Dans le Haut-Karabakh, l'échec de la trêve rend le secours aux civils «difficile»

Publié le : 19/10/2020 – RFI

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20201019-le-haut-karabakh-l%C3%A9chec-la-tr%C3%AAve-rend-le-secours-civils-difficile>

Conflit au Haut-Karabakh : Lika Zakaryan, la « voix » de Stepanakert

19/10/2020 - [Rémy Ourdan](#) – Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/19/conflit-au-haut-karabakh-lika-zakaryan-la-voix-de-stepanakert_6056576_3210.html

Au Nagorny Karabakh, dans une tranchée à cent mètres de l'ennemi

19/10/2020 – La Croix

<https://www.la-croix.com/Au-Nagorny-Karabakh-tranchee-cent-metres-en-nemi-2020-10-19-1301120224>

"Je suis venu en sachant que je n'irai pas jusqu'au front" : des jeunes Franco-Arméniens ont tout quitté pour aider leur pays dans le conflit au Haut-Karabakh

19/10/2020 – Claude Bruillot - francetvinfo

https://www.francetvinfo.fr/monde/conflit-dans-le-haut-karabakh/je-suis-venu-en-sachant-que-je-n-irai-pas-jusqu-au-front-des-jeunes-franco-armeniens-ont-tout-quitte-pour-aider-leur-pays-dans-le-conflit-au-haut-karabakh_4147745.html

Pourquoi la Russie ne se presse pas d'aider l'Arménie au Karabakh

19/10/2020 - Carnegie.ru - [Moscou](#) - Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/guerre-pourquoi-la-russie-ne-se-presse-pas-daider-larmenie-au-karabakh>

Haut-Karabakh, une mémoire à vif

19/10/2020 - [Guillaume Perrier](#) - AOC

<https://aoc.media/analyse/2020/10/18/trashed-12/>

Haut-Karabakh « En quittant Alep, je pensais éviter les combats »

19/10/2020 - Vadim Kamenka - L'Humanité

<https://www.humanite.fr/haut-karabakh-en-quittant-lep-je-pensais-eviter-les-combats-695042>

Haut-Karabakh : ces mercenaires syriens à la solde d'Erdogan

18/10/2020 - [Guillaume Perrier](#) et Daham Alasaad - Le Point

https://www.lepoint.fr/monde/haut-karabakh-ces-mercenaires-syriens-a-la-solde-d-erdogan-17-10-2020-2396807_24.php

«Erdogan arme les Azéris parce qu'il veut un autre génocide» - Entretien du Premier ministre au Corriere della Sera

18/10/2020 - Premier Ministre de la République d'Arménie

<https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/18/Nikol-Pashinyan-interview-Corriere-della-Sera/>

«Cette guerre est comme un deuxième génocide»

La communauté arménienne a défilé à Genève contre la guerre dans le Haut-Karabakh.

16/10/2020 – Antoine Grosjean – Tribune de Genève

<https://www.tdg.ch/cette-guerre-est-comme-un-deuxieme-genocide-742742525102>

Nikol Pachinian : "La population arménienne du Haut-Karabakh court un danger mortel"

16/10/2020 - Par : Gallagher Fenwick – France 24

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20201016-nikol-pachinian-la-population-arm%C3%A9nienne-du-haut-karabakh-court-un-danger-mortel>

Avec ses ambitions stratégiques en mer Noire, Erdogan nargue l'Europe et la Russie

18/10/2020 - [Antoine Malo](#) - Le JDD

<https://www.lejdd.fr/International/avec-ses-ambitions-strategiques-en-mer-noire-erdogan-nargue-leurope-et-la-russie-3999357>

Dans cette situation, le conflit du Karabakh a une solution: le principe de «Sésession- remède» Entretien du Premier ministre à Libération

16/10/2020 – [Premier Ministre de la République d'Arménie](#)

<https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/16/Nikol-Pashinyan-interview-Liberation/>

Nagorny Karabakh : l'Arménie accuse l'Azerbaïdjan de violer la trêve

18/10/2020 – Par Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/nagorny-karabakh-l-armenie-accuse-l-azerbaïdjan-de-violer-la-treve-20201018>

Haut-Karabakh : l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent d'avoir violé une nouvelle trêve

18/10/2020 - franceinfo

https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/haut-karabakh-l-armenie-et-l-azerbaïdjan-s-accusent-d-avoir-viole-une-nouvelle-treve_4146725.html

Haut-Karabakh: une nouvelle trêve sans effet

Par Régis Genté - Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/international/haut-karabakh-une-nouvelle-treve-sans-effet-20201018>

VIDEO. Haut-Karabakh : Israël fournit bien des drones à l'Azerbaïdjan pour frapper des cibles arméniennes

17/10/2020 - franceinfo

https://mobile.francetvinfo.fr/monde/israel/video-haut-karabakh-israel-fournit-bien-des-drones-a-lazerbaidjan-pour-frapper-des-cibles-armeniennes_4144151.html#xtref=acc_dir&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/israel/video-haut-karabakh-israel-fournit-bien-des-drones-a-lazerbaidjan-pour-frapper-des-cibles-armeniennes_4144151.htm

«Mort pour la liberté d'enseigner»

17/10/2020 – RFI

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201018-%C3%A0-la-une-mort-la-libert%C3%A9-denseigner>

Au Karabakh, soigner en sous-sol, jusqu'à la victoire

15/10/2020 - RTBF

https://www.rtbef.be/info/monde/detail_au-karabakh-soigner-en-sous-sol-jusqu-a-la-victoire?id=10609132

Sous les bombes avec les séparatistes arméniens

17/10/2020 - [Flore Olive](#) - Paris Match

<https://www.parismatch.com/Actu/International/Sous-les-bombes-avec-les-separatistes-armeniens-1707698>

Caucase : l'article à lire pour mieux comprendre le conflit dans le Haut-Karabakh

18/10/2020 - [Anne Brigaudeau](#) France Télévisions

https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/caucase-l-article-a-lire-pour-mieux-comprendre-le-conflit-dans-le-haut-karabakh_4138597.html#xtor=CS1-747

Attentat à Conflans : Les enseignants face au risque de l'autocensure pour se protéger des contestations de cours

17/10/2020 - [Delphine Bancaud](#) – 20 Minutes

<https://www.20minutes.fr/societe/2887455-20201017-attentat-conflans-enseignants-face-risque-autocensure-protger-contestations-cours>

Cinq choses à savoir sur le Nagorny Karabakh pour comprendre le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

PAR **AFP** Mis à jour le 17/10/2020 à 12:06 Publié le 17/10/2020 à 12:05

-

[Var-matin](#)

<https://www.varmatin.com/faits-divers/cinq-choses-a-savoir-sur-le-nagorny-karabakh-pour-comprendre-le-conflit-entre-larmenie-et-lazerbaidjan-583498>

Des Arméniens mobilisés à Gap

17/10/2020 - La Provence

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6149941/des-armeniens-mobilises-a-gap.html>

Strasbourg : les Arméniens bloquent le pont de l'Europe pour manifester contre la guerre au Haut-Karabakh

15/10/2020 - Florence Grandon – France 3

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/strasbourg-armeniens-bloquent-pont-europe-manifester-contre-guerre-haut-karabakh-1884988.html>

La couverture du conflit du Haut-Karabagh

15/10/2020 - [Emmanuelle Daviet](#) - France Culture

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-rendez-vous-de-la-mediatrice/le-rendez-vous-de-la-mediatrice-du-jeudi-15-octobre-2020>

Comment les aventures militaires de la Turquie réduisent les libertés intérieures

18/10/2020 - NAM

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70147

« La Turquie représente une menace systémique » pour le vice-président de la commission européenne

Public Sénat

17/10/2020

<https://www.publicsenat.fr/article/politique/la-turquie-represente-une-menace-systemique-pour-le-vice-president-de-la>

Arménie : le soutien des parlementaires

18/10/2020 à 13h34

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6151004/armenie-le-soutien-des-parlementaires.html>

Miliciens, drones : la tactique militaire bien rodée de la Turquie

17/10/2020 - Daniele Raineri - Courrier International [Il Foglio](#) - Milan

Publié le - 10:38

<https://www.courrierinternational.com/article/combats-miliciens-drones-l-a-tactique-militaire-bien-rodee-de-la-turquie>

L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan d'avoir violé la "trêve humanitaire"

18/10/2020 – Swissinfo.ch

<https://www.swissinfo.ch/fre/toute-l-actu-en-bref/l-arm%C3%A9nie-accuse-l-azerba%C3%AFdjan-d-avoir-viol%C3%A9-la--tr%C3%AAve-humanitaire-/46103018>

Avec ses ambitions stratégiques en mer Noire, Erdogan nargue l'Europe et la Russie

18 /10/2020 - [Antoine Malo](#) – Le JDD

<https://www.lejdd.fr/International/avec-ses-ambitions-strategiques-en-mer-noire-erdogan-nargue-leurope-et-la-russie-3999357>

Au Karabakh, un hôpital militaire sous les bombes

17/10/2020 - RTL

<https://5minutes.rtl.lu/actu/monde/a/1596620.html>

Des Azerbaïdjanais attaquent des Arméniens pacifiques en Israël avec des bâtons et des pierres

17/10/2020 - NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70252

Genève: Marche aux flambeaux en soutien à l'Arménie

16/10/2020 - 20minutes

https://www.20min.ch/fr/story/marche-aux-flambeaux-en-soutien-a-larmenie-323816303261?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1602876496

Niort. 150 manifestants pour l'Arménie

17/10/2020 – La Nouvelle République

<https://www.lanouvellerepublique.fr/niort/niort-150-manifestants-pour-l-armenie>

INTERVIEW D'ANNE HIDALGO - « Je suis favorable à l'autodétermination [...]il faut soutenir l'Arménie »

19/10/2020 - NAM

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70337&utm_source=dlvr.it&utm_medium=facebook

Conflit au Haut-Karabakh : la diaspora arménienne plus mobilisée que jamais

17/10/2020 - Laurence Mildonian - La Provence

<https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/6149531/la-diaspora-unit-ses-forces-pour-larmenie.html>

Haut-Karabakh : « Mes rêves se limitent à essayer de dormir »

19/10/2020 - [Vadim Kamenka](#) – L'Humanité

<https://www.humanite.fr/haut-karabakh-mes-reves-se-limitent-essayer-de-dormir-695039>

Le Haut-Karabakh a paralysé l'A3

16/10/2020 - Jean-François COLIN - Luxemburger Wort

<https://www.wort.lu/fr/luxembourg/le-haut-karabakh-a-paralyse-l-a31-5f8946b6de135b9236deac8f>

La guerre du Karabakh laisse présager un nouvel exode des arméniens de Turquie

15/10/2020 - [Laura-Maï Gaveriaux](#) - Asia Times Financial/ NAM

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70142

Arménie : les people s'engagent sur les réseaux

18/10/2020 - La Provence

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6151001/armenie-les-people-sengagent-sur-les-reseaux.html>

Turkey's Erdogan Is Fueling Aggression Against Armenia

16/10/2020 - David L. Phillips - National Interest

https://nationalinterest.org/blog/buzz/turkey%E2%80%99s-erdogan-fueling-aggression-against-armenia-170763?fbclid=IwAR1ip2WZ-QTaAp68SmrpSzAN14VUx3_cNq7-aXvYpKtNfQ8pbvH6fX4uNCY

Les Chypriotes turcs élisent Ersin Tatar, sur fond de tensions en Méditerranée orientale

18/10/2020 – Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/18/les-chypriotes-turcs-elisent-leur-dirigeant-sur-fond-de-tensions-en-mediterranee-orientale_6056491_3_210.html

Haut-Karabakh : le conseil municipal de Limonest vote pour l'indépendance de l'enclave

16/10/2020 -17/10/2020 – Fatima Bouyablane - France 3

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/haut-karabakh-conseil-municipal-limonest-vote-independance-1884996.html>

Terrorisme. Entre tristesse et colère, la République se rassemble

19/10/2020 - [Thomas Lemahieu](#) - [Diego Chauvet](#) - L'Humanité

<https://www.humanite.fr/terrorisme-entre-tristesse-et-colere-la-republique-se-rassemble-695055?fbclid=IwAR3JHV2OA5ZXUigM-eTgUaG80sy1NtuvJpiqQVsoq9W0bvKzGv9omBuoauE>

A Londres des centaines d'Arméniens dénoncent la partialité de la BBC sur la diffusion des informations du conflit de l'Artsakh

17/10/2020 – NAM

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70231

Bordeaux : les arméniens de Nouvelle-Aquitaine se mobilisent pour le Haut Karabakh

17/10/2020 - Christophe Lucet – Sud Ouest

<https://www.sudouest.fr/2020/10/17/bordeaux-les-armeniens-de-nouvelle-aquitaine-se-mobilisent-pour-le-haut-karabakh-7974219-4803.php>

Le Parlement flamand vote une résolution pour un cessez-le-feu immédiat

17/10/2020 - NAM

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70143

«Dans les régions passées sous le contrôle de Daech, toutes les églises ont été vandalisées»

16/10/2020 - [Paul Sugy](#) - FigaroVox

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/dans-les-regions-passees-sous-le-contrôle-de-daech-toutes-les-eglises-ont-ete-vandalisees-20201016>

Srebrenica : longtemps décrit comme un «héros», un Serbe condamné pour génocide

16/10/2020 - Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/srebrenica-longtemps-decrit-comme-un-heros-un-serbe-condamne-pour-genocide-20201016>

Le conflit sans fin du Haut-Karabakh

Le Soir

16/10/2020 - Magdalena Chodownik – Le Soir

<https://plus.lesoir.be/331961/article/2020-10-16/le-conflit-sans-fin-du-haut-karabakh>

Une vingtaine de députés français pour la reconnaissance de la République du Haut-Karabakh

16/10/2020 – Le Figaro

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/une-vingtaine-de-deputes-francais-pour-la-reconnaissance-de-la-republique-du-haut-karabakh-20201015?fbclid=IwAR1Q6A34oQGsIumeUTIbgm8e7ds-zhEuHR5KeEJLJbntRMnZbpABz4KdbDk>

INFOS COLLECTIF VAN

L'Azerbaïdjan a violé de manière flagrante la nouvelle trêve humanitaire



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – Le Collectif VAN vous présente ci-dessous le Communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie sur la violation de la trêve humanitaire convenue avec l'Azerbaïdjan le 17 octobre, publié le 18 octobre 2020.

Ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie

Communiqué de presse - *18 octobre 2020*

Déclaration du MAE d'Arménie sur la violation de la trêve humanitaire convenue avec l'Azerbaïdjan le 17 octobre

L'armée de défense de la République d'Artsakh a déclaré que les forces armées azerbaïdjanaises avaient une fois de plus violé de manière flagrante la nouvelle trêve humanitaire convenue, et le 18 octobre, à 07h 20, après un tir d'artillerie actif, ont lancé une attaque dans la direction sud afin d'occuper des positions favorables.

C'est la deuxième fois que l'Azerbaïdjan viole l'accord de cessez-le-feu obtenu grâce à la médiation personnelle du chef du pays coprésident du Groupe de

Minsk de l'OSCE, démontrant ainsi à la communauté internationale son caractère perfide, dont nous traitons depuis des décennies.

L'Arménie continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour imposer la paix à l'Azerbaïdjan et instaurer un régime de cessez-le-feu qui comportera des mécanismes précis et efficaces pour le maintenir et le vérifier sur le terrain.

Déclaration du MAE d'Arménie sur l'établissement d'une trêve humanitaire

17 octobre, 2020

La République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan ont pris la décision d'établir une trêve humanitaire le 18 octobre, depuis 00h00 (temps local).

Cette décision a été prise suite à la déclaration, faite le 1er octobre par les présidents représentant les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, République française, Fédération de Russie, États-Unis d'Amérique, à la déclaration faite le 5 octobre par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et à la déclaration conjointe, faite le 10 octobre à Moscou.

<https://www.mfa.am/fr/interviews-articles-and-comments/2020/10/17/cf/10537>

https://www.mfa.am/fr/interviews-articles-and-comments/2020/10/18/cf_n/10538

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/lazerbaidjan-viole-de-maniere-flagrante.html>

Déclaration du MAE d'Arménie sur le rejet par l'Azerbaïdjan de la tentative de médiation du Comité international de la Croix-Rouge

18 octobre, 2020

Une fois que la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan sont parvenues à un accord sur l'établissement d'une trêve humanitaire le 18 octobre 2020, une tentative a été faite pour parvenir à un accord pour retirer les soldats blessés du champ de bataille, par le biais de la médiation du Comité international de la Croix Rouge.

Cependant, cette mesure, entreprise conformément à la lettre et à l'esprit de l'accord du 17 octobre et de l'accord de Moscou du 10 octobre, a été catégoriquement rejetée par Bakou.

Cela atteste du fait que le clan Aliev, étant transformé en un instrument de l'expansionnisme turc dans la région, ne se soucie que de tenir le pouvoir et tout en étant terrifié par la perspective inévitable de rendre compte devant son propre peuple pour avoir déclenché une guerre et causer de nombreuses pertes, tente de reporter l'inévitable moment de la confrontation à la réalité.

<https://www.mfa.am/fr/interviews-articles-and-comments/2020/10/18/rc/10539>

Déclaration du ministère arménien des Affaires étrangères sur une nouvelle violation par l'Azerbaïdjan de la trêve humanitaire



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le Collectif VAN vous présente ici la déclaration du ministère arménien des Affaires

étrangères publiée sur le site de la Représentation Permanente de la République d'Artsakh en France le 18 octobre 2020.

Représentation Permanente de la République d'Artsakh en France

Publié le 18 octobre 2020

Nous condamnons fermement la violation brutale par l'Azerbaïdjan de l'accord de trêve humanitaire entrée en vigueur le 18 octobre à minuit.

Ignorant les efforts de médiation de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE la nuit du 17 au 18 octobre, le premier jour de la trêve humanitaire, dans différentes directions de la ligne de front, les forces turco-azerbaïdjanaises ont violé à trois reprises les accords sur la cessation du feu conduisant à des pertes humaines de part et d'autre. De 00h04 à 02h45 vers le nord et de 02h20 à 02h45 vers le sud, la partie azerbaïdjanaise a soumis à des frappes de missiles et tirs les positions de la Défense de la République d'Artsakh. A 07h20, après des tirs de roquettes, les forces turco-azerbaïdjanaises ont entrepris une tentative d'attaque dans la partie sud du front, en direction du réservoir de Khoudaferine, le long de la frontière commune de la République d'Artsakh et de la République Islamique d'Iran.

Les actions irresponsables et non-constructives de la partie azerbaïdjanaise prouvent ainsi que l'Azerbaïdjan ni la Turquie ne souhaitent ni ne sont capables de respecter leurs engagements dans le cadre des conventions internationales, ni les accords sur une trêve humanitaire conclus par la médiation des Etats coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Une nouvelle fois, l'Azerbaïdjan et la Turquie montrent qu'ils continuent n'envisager les accords sur une trêve humanitaire comme les négociations en général, que dans le cadre d'un règlement exclusivement militaire.

Seule la reconnaissance internationale de la République d'Artsakh peut mettre un terme au comportement déloyal de la Turquie et de l'Azerbaïdjan qui compromet les efforts des médiateurs internationaux et leur réputation.

La reconnaissance de l'indépendance de la République d'Artsakh mettre fin aux tentatives turco-azerbaïdjanaises de règlement militaire du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabagh et donnera l'impulsion nécessaire à la poursuite efficace des efforts de médiation internationale déployés dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Nous réaffirmons notre fidélité au respect réciproque de la trêve humanitaire qui ne se réalisera que lorsque l'Azerbaïdjan sera contraint de respecter ses engagements.

<https://www.facebook.com/ArtsakhFrance/photos/a.2394867197321243/3273762986098322/>

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/uune-nouvelle-violation-par.html>

Turquie : RSF condamne l'usage abusif d'une législation de "lèse-majesté"



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – Le Collectif VAN vous présente ce Communiqué de presse de Reporters sans frontières publié le 19 octobre 2020.

Reporters sans frontières

Communiqué de presse

19 octobre 2020

A la veille de la comparution d'un journaliste accusé d'avoir dénoncé l'usage du délit d'offense au président, Reporters sans frontières (RSF) demande l'abrogation de l'article 299 du Code pénal turc.

Le journaliste **Erk Acarer**, aujourd'hui en exil, sera appelé à comparaître, par contumace, devant la 2e Chambre du tribunal correctionnel d'Istanbul, ce mardi 20 octobre. Le journaliste du quotidien *BirGün* risque quatre ans et huit mois de prison pour avoir dénoncé, dans un éditorial publié en 2016, l'usage abusif de l'article 299 du Code pénal turc et le maintien d'une plainte déposée par le président Recep Tayyip Erdogan contre un jeune manifestant. Ce dernier était lui-même accusé d'offense contre le président Erdogan après avoir dénoncé l'impunité dans le dossier de la mort du jeune Berkin Elvan, tué par la police en marge des manifestations de Gezi.

Editoriaux, articles, livres... Cet article, maintenu au Code pénal en 2005 malgré les réformes pour une adhésion de la Turquie à l'Union européenne et la demande d'abrogation de la [Commission de Venise](#) (Conseil de l'Europe) en 2016, vise particulièrement les journalistes. Depuis l'arrivée de Recep Tayyip Erdogan au pouvoir, en 2014, le représentant de RSF en Turquie a observé pas moins d'une centaine de procès de représentants des médias, dont 61 ont écopé de peines de prison (ferme ou avec sursis) ou d'une amende de 1 200 euros en vertu de ce chef d'accusation.

Les derniers en date, ceux en première instance du journaliste **Mustafa Hoş** et de l'éditorialiste du site *P24* **Ahmet Sever**, se sont déroulés le 15 septembre dernier à Istanbul. Le premier, dans sa biographie d'Erdogan *The Big Boss*, raconte la peine, purgée en 1999 par celui qui n'était pas encore président pour incitation à la haine ; le second, dans le livre *Il fallait que je parle*, fait état des liens entre Erdogan et l'ancien président Abdullah Gül. La suite de leur procès, auquel RSF continuera d'assister en tant qu'observateur, se déroulera le 22 octobre et le 3 décembre prochains.

"Il est temps que les autorités turques abrogent cette "législation de lèse-majesté" répressive et antidémocratique, et se conforment au droit international, déclare le représentant de RSF en Turquie, Erol Onderoglu. L'utilisation abusive de l'article 299, qui a pour objectif d'étouffer toute critique envers Recep Tayyip Erdogan, constitue une grave entrave au droit d'informer et au droit d'accéder à des informations d'intérêt public."

Lors d'une mission menée par des organisations internationales de défense de la liberté de la presse à l'initiative de l'Institut de presse internationale (IPI) du 6 au 9 octobre dernier auprès de différentes instances pour alerter les autorités sur les exactions contre la liberté de la presse, Erol Onderoglu a interpellé les représentants de la Cour constitutionnelle turque sur l'occasion manquée, en 2016, d'abolir l'article 299. La haute instance avait en effet rejeté la demande en

ce sens des tribunaux correctionnels d'Istanbul et d'Izmir, estimant que le seul fait de conserver cet article au Code pénal ne constituait pas une violation de la Constitution.

Les tribunaux turcs ne cessent d'appliquer systématiquement, et de manière abusive, cet outil répressif à l'encontre de reporters, rédacteurs, rédacteurs en chef, éditorialistes ou journalistes écrivains. Ces six dernières années, de grands noms de médias tels **Sedat Ergin** (*Hürriyet*), **Özgür Mumcu** (ex-*Cumhuriyet*), **Can Dündar** (ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, aujourd'hui en exil en Allemagne), **Barış İnce** (*BirGün*) et **Ahmet Altan** (ex-*Taraf*) sont passés sur le banc des accusés.

Certains avaient dénoncé le caractère autoritaire du président, que ce soit de manière directe ou à travers les paroles d'autrui. Ainsi l'éditorialiste du quotidien *Milliyet* **Hasan Cemal** fut-il condamné, en mars 2017, à une peine de près d'un an avec sursis pour, notamment, avoir cité le chef du parti d'opposition (CHP) Kemal Kılıçdaroğlu et sa référence à un "dictateur". D'autres, comme l'ex-rédacteur en chef du quotidien *Cumhuriyet* Can Dündar et l'avocat Abbas Yalçın, ont été poursuivis pour avoir été en relation avec le PKK, parti kurde interdit en Turquie et qualifié de terroriste par, notamment, l'UE. Jugés pour un éditorial datant de 2015 dans lequel était cité l'un des dirigeants de ce parti, ils ont été acquittés en janvier dernier du fait que leur procès n'avait pas eu lieu dans le délai réglementaire de quatre mois. Acquitté également, l'ancien éditorialiste de *Cumhuriyet* **Özgür Mumcu**, poursuivi pour avoir critiqué le fait qu'Erdogan continue d'accuser un manifestant de la région de Hopa décédé des effets du gaz lacrymogène utilisé par les forces de l'ordre.

Dans l'allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, le 2 septembre dernier, le président Erdogan n'a pourtant pas hésité à se targuer d'avancées en matière de liberté d'expression : *"Nous avons renforcé, dans notre législation, le droit à la critique et à l'information, partie composante de la liberté d'expression"*, s'était-il réjoui.

La Turquie occupe le 154e rang sur 180 pays au [Classement mondial de la liberté de la presse 2020](#) établi par RSF.

<https://rsf.org/fr/actualites/turquie-rsf-condamne-lusage-abusif-dune-legislation-de-lese-majeste-0>

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/10/turquie-rsf-condamne-lusage-abusif-dune.html>

GUERRE/ARTSAKH/AZERBAÏDJAN

"Je suis venu en sachant que je n'irai pas jusqu'au front" : des jeunes Franco-Arméniens ont tout quitté

pour aider leur pays dans le conflit au Haut-Karabakh

Dans le corridor de Latchin, la voie d'accès la plus courte entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, de jeunes Arméniens francophones ou binationaux sont venus pour essayer de venir en aide à leur façon à leur pays.

Claude Bruillot, édité par Thomas Destelle franceinfo Radio France

Mis à jour le 19/10/2020 | 10:43

publié le 19/10/2020 | 10:43

Le cessez-le-feu aura duré [à peine quelques heures](#) entre Arméniens et Azerbaïdjanais [dans le Haut-Karabakh](#). Le conflit est entré dans sa quatrième semaine sans véritable répit, et les victimes se comptent par centaines dans les deux camps. Au milieu des soldats de métiers et des volontaires aguerris, de jeunes Franco-Arméniens ont tout quitté pour essayer de leur venir en aide à leur façon.

Sipan Mouradian contrôlent les véhicules civils qui montent entre les camions militaires dans le corridor de Latchin, axe routier vital entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Il y a deux semaines, ce jeune Franco-Arménien de la communauté d'Alfortville, dans le Val-de-Marne, formé au Conservatoire national d'art dramatique, était encore sur les planches quand il a décidé de tout quitter pour aider son peuple. *"Je ne sais pas me battre, explique-t-il. Je suis venu en sachant que je n'irai pas jusqu'au front parce que je ne sais pas tenir une arme et je ne sais pas tuer. C'est une guerre qui n'a pas de nom parce qu'ils se battent, j'ai l'impression, contre des fantômes qui sont au-dessus de leurs têtes."*

"C'est inhumain, ce qui se passe, témoigne le jeune homme. C'est la continuité du génocide arménien, j'ai juste envie de dire ça." À proximité du point de passage entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Ils sont, comme Sipan Mouradian, une demi-douzaine de jeunes arméniens francophones., d'autres viennent des États-Unis ou même de Jérusalem.

Pour lutter contre le froid la nuit, ils dorment à plusieurs dans des voitures ou des tentes au bord de la route qui mène au col. Ils n'ont pas d'arme, mais ils disent qu'en défendant le Haut-Karabakh arménien, ils ont trouvé un sens à leur vie.

Avec de jeunes Franco-Arméniens dans le Haut-Karabakh : écoutez le reportage de Claude Bruillot

https://www.francetvinfo.fr/monde/conflit-dans-le-haut-karabakh/je-suis-venu-en-sachant-que-je-n-irai-pas-jusqu-au-front-des-jeunes-franco-armeniens-ont-tout-quitte-pour-aider-leur-pays-dans-le-conflit-au-haut-karabakh_4147745.html

Dans le Haut-Karabakh, l'échec de la trêve rend le secours aux civils «difficile»

Publié le : 19/10/2020 – RFI

Alors que la seconde trêve, entrée en vigueur dimanche 18 octobre au matin, ne semble que très peu respectée dans le Haut-Karabakh, les associations s'inquiètent de la situation humanitaire autour de ce conflit entré dans sa quatrième semaine et qui a déjà fait plusieurs milliers de morts chez les combattants.

Toute la journée de dimanche, Azerbaïdjanais et Arméniens se sont accusés mutuellement de [violer le cessez-le-feu humanitaire, entrée en vigueur à minuit le matin même](#).

Après une semaine où les forces azerbaïdjanaises ont progressé dans ce que l'on appelle les « [territoires occupés](#) », autour de la province sécessionniste, et même au Haut-Karabakh, celles-ci semblent [ne pas vouloir s'arrêter](#), *rapporte notre correspondant régional à Tbilissi, Régis Genté*.

Dimanche après-midi, le président de l'Azerbaïdjan [Ilham Aliev a annoncé sur son compte Twitter](#) que ses troupes venaient de planter le drapeau national sur le vieux pont de pierre de Khoudaferine, tout près de la frontière iranienne. En même temps, Bakou rendait publiques des images de la ville de Fizouli tournées par des forces spéciales, tout juste entrées dans cette localité du sud du Karabakh, vidée de ses habitants depuis la fin de la guerre de 1988-1994.

Signe toutefois qu'une trêve humanitaire est accordée, à l'occasion d'une rencontre avec des représentants de la Croix-Rouge Internationale, une commission d'État azerbaïdjanaise s'est dite disposée à transférer certains corps de soldats arméniens morts au combat et restés sur la ligne de front.

« Des dizaines de milliers de personnes ont besoin d'une aide urgente »

Mais sur place, la situation humanitaire préoccupe les associations, notamment chez les civils. « *Il y a des dizaines de milliers de personnes qui ont besoin d'une*

aide urgente, explique Martin Schüepp, directeur régional de la Croix-Rouge pour l'Europe et l'Asie. Les besoins humanitaires de ces populations augmentent rapidement : ils ont besoin d'assistance médicale, de produits de première nécessité. Dans les prochaines semaines, nous avons prévu d'aider ces dizaines de milliers de personnes. »

« De la nourriture est en chemin, mais aussi des couvertures. Mais bien sûr, avec l'épidémie de Covid-19, l'hygiène est aussi un problème. Nous fournissons du savon, du désinfectant et des produits d'entretien aux populations touchées, poursuit-il. Dans beaucoup d'endroits, nous apportons aussi une aide financière pour aider les habitants à acheter des articles de base, si les commerces sont encore ouverts là où ils se trouvent. »

«Des dizaines de milliers de civils sont dans le besoin» d'une aide humanitaire urgente dans le Haut-Karabakh

RFI

Alors que les combats se poursuivent, les associations continuent de discuter avec les deux parties pour obtenir cette trêve promise et pouvoir venir au secours des populations civiles sur place, ainsi que pour récupérer « *des corps des soldats tombés au combat* », selon Martin Schüepp.

Nous sommes dans un dialogue bilatéral sur différentes questions humanitaires, comme les secours à apporter aux blessés ou la récupération des corps des soldats tombés au combat. Mais les informations que nous recevons démontrent aussi que les hostilités perdurent. Cela rend bien sûr difficile la mise en place des missions humanitaires, parce que la sécurité nécessaire à l'exercice de ces activités n'est pas assurée. Les zones les plus difficiles d'accès sont celles où les combats ont été les plus intenses, le long de la ligne de front. Nous avons été en mesure d'aider et nous continuons à aider ceux qui sont dans les villes les plus peuplées, comme Stepanakert ou Barda. Nous apportons du soutien, là où nous le pouvons.

La Croix-Rouge «maintient le dialogue» avec les parties dans le Haut-Karabakh, malgré la poursuite des combats, explique Martin Schüepp

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20201019-le-haut-karabakh-l%C3%A9chec-l-a-tr%C3%AAve-rend-le-secours-civils-difficile>

Haut-Karabakh: une nouvelle trêve sans effet

18/10/2020

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement, dimanche, d'avoir violé

un nouveau cessez-le-feu entré en vigueur la veille.

Par Régis Genté

Le Figaro

Tôt ce dimanche matin, Bakou et Erevan s'accusaient déjà d'avoir violé le cessez-le-feu entré en vigueur ce 18 octobre à minuit, heure locale. Comme ce fut le cas, une semaine plus tôt, après la première trêve conclue à Moscou sous la pression du président russe Vladimir Poutine. Un premier cessez-le-feu humanitaire qui n'a jamais été respecté, empêchant la Croix-Rouge d'entreprendre sa mission de récupération des corps des combattants abandonnés sur la «ligne de contact» et l'échange des prisonniers de guerre.

Il a fallu plusieurs jours aux diplomates du groupe de Minsk, coprésidé par la France, la Russie et les États-Unis, pour obtenir que l'Azerbaïdjan et l'Arménie acceptent d'endosser le texte, basé sur les accords de Moscou du samedi précédent. Un texte obtenu à l'arrachée, *«mais qui est exactement le même pour les deux parties, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps»*, souligne un diplomate occidental.

Côté français, une délégation s'est rendue à Erevan et Bakou en milieu de semaine, composée d'Isabelle Dumont, de la cellule diplomatique de l'Élysée, de Frédéric Mondoloni, directeur de l'Europe Continentale au Quai d'Orsay, et de Stéphane Visconti, ambassadeur coprésident du groupe de Minsk. La Russie a pesé lourd pour obtenir ce texte. Une heure et demie avant l'annonce de cette seconde trêve, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, était encore au téléphone avec ses homologues azerbaïdjanais et arménien.

Malgré ces efforts et le poids de Moscou, qui dispose de plusieurs leviers pour influencer les décisions d'Erevan et Bakou, le pessimisme règne au Caucase du Sud quant aux chances de succès de cette nouvelle trêve. [L'Azerbaïdjan, qui estime que ce n'est qu'en mettant la pression militaire sur le Haut-Karabakh](#) qu'elle pourra forcer Erevan à négocier sur l'avenir de sa province perdue en 1994, croit plus que jamais en sa capacité à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés en lançant l'offensive le 27 septembre.

La semaine passée, les forces azerbaïdjanaises ont réussi quelques percées au sud et au nord de la «ligne de contact», reprenant une poignée de positions stratégiques. Ce dimanche après-midi, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliiev

annonçait encore sur son compte twitter que ses troupes venaient de «*planter le drapeau (national) sur le vieux pont de Khoudaferine*», près de la frontière iranienne.

Les forces arméniennes de la république de facto indépendante du Haut-Karabakh et de l'Arménie, résistent elles avec peine, à l'armement sophistiqué dont dispose l'ennemi, dont des centaines de drones «kamikazes», et au soutien technologique et de conseillers que lui apporte la Turquie, selon de nombreuses sources militaires occidentales. «*L'Arménie surprend par sa résilience, alors qu'elle mène une guerre du XX^e siècle contre une armée du XXI^e siècle*», note Richard Giragossian, un expert politique et militaire basé à Erevan.

À VOIR AUSSI - Haut-Karabakh: pourquoi l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'affrontent

<https://www.lefigaro.fr/international/haut-karabakh-une-nouvelle-treve-sans-effet-20201018>

Pourquoi la Russie ne se presse pas d'aider l'Arménie au Karabakh

Courrier International

Carnegie.ru - Moscou

Publié le 19/10/2020 - 10:14

L'Arménie est un allié de la Russie, mais l'Azerbaïdjan n'est pas son ennemi, et c'est la principale difficulté de la phase actuelle du conflit. Seule la présence avérée de combattants islamistes venus de Syrie pourrait pousser la Russie à engager des forces armées contre l'armée azerbaïdjanaise.

D'aucuns s'étonnent que la Russie ne s'empresse pas de voler au secours de l'Arménie dans le Haut-Karabakh, étant pourtant son alliée officielle au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective. Les combats n'ont certes pas encore touché le territoire même de l'Arménie mais ce n'est pas la seule raison, et de loin. Si la Russie n'est pas pressée d'aider son alliée, c'est parce que, autant que l'agressé, l'agresseur a de l'importance.

Bakou n'a jamais pratiqué la rhétorique antirusse

Contrairement à d'autres anciennes Républiques soviétiques impliquées dans des conflits gelés telles que la Géorgie, l'Ukraine ou la Moldavie, l'Azerbaïdjan n'a jamais été un État hostile à la Russie, n'a jamais eu de gouvernement pratiquant une rhétorique antirusse sur la scène internationale. Bakou n'a jamais surjoué la rupture avec la Russie, jamais fait de son émancipation l'enjeu numéro un, ni ne s'est enorgueilli de ses succès en ce sens.

La construction d'un nouvel État s'y est déroulée non pas contre la Russie mais tout naturellement. Le discours anticolonial azerbaïdjanais a toujours été modéré, reconnaissant les côtés positifs et négatifs d'une cohabitation de plus de deux cents ans entre le peuple azéri, les Russes et les autres peuples de l'empire ; la Russie n'y a jamais été désignée comme responsable de tous les maux.

Pour Poutine dans sa dernière phase, arc-bouté sur la mémoire de la guerre tel Brejnev, il est essentiel que l'Azerbaïdjan ne propose pas de lecture alternative de l'héritage de la Seconde Guerre mondiale et du rôle de l'URSS, qu'il honore ses héros, ne leur invente pas d'activités antisoviétiques ou antirusses et qu'il fête la Victoire.

La création de l'État azerbaïdjanais indépendant, l'émancipation et la légitimation de cette ancienne République soviétique a pourtant été rapide. Cela fait bien longtemps qu'on n'y trouve plus de monuments à Lénine ou de rues portant le nom de chefs soviétiques. Car le processus de décommunisation, qui avait pris dans d'autres Républiques un tournant hostile à Moscou (pourtant plus très soviétique elle non plus) et s'était transformé en mutinerie tardive et ostentatoire, s'est déroulé en Azerbaïdjan dans le calme.

Dès les années 1990, presque immédiatement après la chute de l'URSS, deux tiers des résidents russes avaient quitté le pays tandis que les chaînes de télévision russes n'émettaient plus, débarrassant au passage la population locale de l'interprétation russe des événements internationaux. Mais pour le nouvel an, on diffuse ici la comédie soviétique culte *Ironie du sort*, tout comme d'autres films soviétiques et russes au cours de l'année. Les changements toponymiques ont épargné la culture, les monuments à Pouchkine et les rues Essenine - même si ce dernier avait passé son voyage en Azerbaïdjan à chanter les louanges de son amoureuse arménienne.

L'Azerbaïdjan s'oppose fermement à l'islamisme politique

Dès le début, l'Azerbaïdjan a construit une politique étrangère multilatérale, partant de l'idée que les relations avec Moscou n'allaient pas disparaître mais s'affaiblir, et qu'il fallait se rapprocher de l'Occident. Depuis sa création en 1999, l'Azerbaïdjan fait partie du G8,

organisation ayant vocation à réunir les anciennes Républiques soviétiques sans et contre Moscou.

Le pouvoir azerbaïdjanais a accueilli des hôtes tchéchènes hostiles à Moscou, tout en s'opposant fermement à l'islamisme politique ainsi qu'au nationalisme extrémiste, et en canalisant avec plus ou moins de succès l'islamisation de la société. L'Azerbaïdjan a participé à des opérations de l'Otan en envoyant des contingents symboliques. Mais il n'a jamais exprimé officiellement l'intention d'entrer dans l'Alliance comme son voisin turc.

La Russie considère l'émancipation politique de l'Azerbaïdjan comme un fait établi qui ne prête pas à débat. Dans l'espace postsoviétique, l'Azerbaïdjan a montré comment mener une politique étrangère totalement indépendante de la Russie tout en conservant de bonnes relations avec Moscou. Cet exemple témoigne du fait qu'on peut entretenir de bonnes relations avec Moscou sans être nécessairement soumis ou participer à des projets d'intégration. Et que l'indépendance face à Moscou ne s'acquiert pas que par le conflit ou un rapprochement ostentatoire avec ses ennemis.

La Russie aurait de bonnes raisons d'aider l'Arménie, mais elle n'a aucune raison de sanctionner l'Azerbaïdjan. Ni les autorités ni la société russe ne nourrissent d'hostilité et d'indignation suffisantes pour utiliser à la légère et avec satisfaction la force militaire contre l'Azerbaïdjan.

À lire aussi: Arménie. Nikol Pachinian, héros de la "révolution de velours", a désormais les coudées franches

L'Arménie est un important partenaire de la Russie. Mais, depuis le début, le Kremlin se montre prudent et circonspect face au gouvernement actuel. Ce dernier est né d'un renversement du pouvoir par la rue, ce qui constitue une faute politique majeure. En se revendiquant de la démocratie, le gouvernement de Nikol Pachinian n'a peut-être pas l'intention de changer d'orientation politique, mais veut manifestement ouvrir son pays sans consulter systématiquement Moscou.

L'Arménie n'encadre pas la liberté des médias, ce qui a donné lieu à une recrudescence de publications critiques envers la Russie et élogieuses envers l'Occident. Elle ne contrôle pas, voire encourage les actions des ONG occidentales. Pachinian affirme se battre contre un Azerbaïdjan dictatorial. La jeune démocratie apparaît aux yeux de la communauté internationale en victime de l'agression d'une dictature. Il est vrai que

l'Azerbaïdjan est administré par un régime personnifié, autoritaire, et qui se transmet de père en fils.

Seulement, il est délicat de dénoncer cet autoritarisme tout en demandant de l'aide à Poutine. Car le chef du Kremlin est la principale personnification de la dictature dans le monde, et toutes ses actions sont systématiquement présentées comme les attaques d'un dictateur contre la démocratie. Les motivations de la jeune démocratie arménienne dans la lutte contre un régime dictatorial ne sont pas de celles qui pourraient pousser Poutine à s'engager aux côtés de son allié.

L'Arménie ne pourra conserver longtemps les territoires conquis sur l'Azerbaïdjan

La Russie reproche par ailleurs à Erevan d'avoir beaucoup trop tardé à parvenir à un règlement pacifique de son différend territorial avec Bakou. Or le temps joue en défaveur de l'allié Arménien et de la Russie elle-même. Il est clair que la victoire militaire de l'Arménie, petit pays pauvre, face à un Azerbaïdjan peuplé et prospère, relève plus du hasard que de la norme. Elle s'explique par le chaos qui règne dans tout l'espace postsoviétique; mais très bientôt le rapport de forces se rééquilibrera et l'Arménie, qui manque de soutiens dans la région, ne sortira pas gagnante de ce conflit.

La Russie a évoqué avec l'Arménie une résolution du conflit qui supposerait, en échange de la reconnaissance d'une grande partie du Haut-Karabakh, qu'elle se sépare de quelques territoires gagnés dans le conflit. Mais c'est là que le caractère démocratique du pouvoir arménien a été un frein dans l'adoption de ce compromis. Car les dirigeants arméniens redoutent que toute concession sur le Haut-Karabakh ne leur fasse perdre le pouvoir. Chaque gouvernement arménien successif a préféré remettre cette question à plus tard pour rester dans la posture flatteuse du vainqueur opiniâtre.

À lire aussi: Géopolitique. Dans les projets impérialistes de la Turquie, l'Azerbaïdjan ne pèse pas lourd

Il se trouve enfin que la Turquie, qui soutient l'Azerbaïdjan, n'est pas non plus un ennemi de la Russie. Si l'agresseur avait été la Géorgie, soutenue par les États-Unis, tout aurait été beaucoup plus simple. La collaboration avec la Turquie, malgré les dissensions et des accrochages militaires réguliers, permet à la Russie de rester en Syrie en limitant les pertes et de poursuivre son action en Libye.

Ni la Russie ni la Turquie ne veulent de l'Occident dans la région

Mais, surtout, cette collaboration permet de créer un cadre dans lequel des conflits régionaux peuvent être réglés sans l'implication des États-Unis. Pour la Russie, la possibilité d'exclure les États-Unis des conflits régionaux prime sur le fait de voir d'autres puissances locales renforcer leur influence. Or la Turquie a les mêmes préoccupations : elle ne veut pas de l'Occident dans la région et c'est pourquoi elle s'accommode de la participation de la Russie à ces conflits qu'elle juge stratégiques.

Poutine et Erdogan sont réunis par leur résistance commune aux pressions occidentales, et la volonté de leurs deux pays de renforcer leur place sur la scène internationale. Ce levier anti-occidental supprime le levier chrétien sur lequel reposent les espoirs de l'Arménie. Poutine et ceux qui partagent ses idées évoquent volontiers les valeurs chrétiennes, mais leur conservatisme est de nature sociale, non religieuse. Les chrétiens libéraux ou pro-occidentaux sont plus étrangers à Poutine que les musulmans ou les agnostiques conservateurs et anti-occidentaux. Il a plus de points communs avec Erdogan qu'avec le patriarche Bartholomée I^{er} d'Istanbul.

Dans la situation actuelle, un soutien trop affirmé de la Russie pourrait nuire à l'Arménie : ceux pour qui Poutine s'engage, militairement qui plus est, sont mal vus en Occident. Mais il ne s'est pas encore engagé. Cependant, pour le prestige de son statut d'allié, la Russie ne permettra pas que le Haut-Karabakh soit complètement perdu par l'Arménie.

L'annonce de la présence de combattants syriens et d'autres djihadistes transférés par la Turquie au Haut-Karabakh pourrait changer la donne et fournir un prétexte légitime à la Russie pour une intervention armée. En effet, l'intervention russe en Syrie a été justifiée par la nécessité de combattre les terroristes islamistes sur des positions avancées. Or les voilà [à nos portes] dans le Caucase.

Aboutir à un nouvel équilibre

En fonction de la position des armées sur le terrain et des concessions mutuelles de Poutine et d'Erdogan, la guerre pourrait se terminer par un statu quo proche de la situation actuelle, avec des pertes et des acquisitions territoriales symboliques. Elle pourrait aussi aboutir à un nouvel équilibre, suggéré précédemment par la Russie à l'Arménie. Seulement, il n'aura pas été atteint à la table des négociations, mais sur le champ de bataille.

Dans ce cas, des territoires appartenant indiscutablement à l'Azerbaïdjan lui seraient rendus, tandis que d'autres, réellement peuplés d'Arméniens, seraient conservés par l'Arménie en vue de nouvelles négociations pour décider de leur statut. Ce nouvel équilibre ne dispenserait pas l'Arménie de la nécessité d'une alliance avec la Russie, mais pourrait lui donner plus de liberté.

Vers une guerre d'envergure entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan?? Courrier international Alexandre Baounov Lire l'article original SourceCarnegie.ru

Moscou - Carnegie.ru est le site d'information analytique du Centre moscovite de la Fondation Carnegie. Fondée en 1994, cette filiale russe du think tank américain se veut "l'une des sources qui font autorité pour l'information concernant la Russie et[...]"

Alexandre Baounov

[Lire l'article original](#)

<https://www.courrierinternational.com/article/guerre-pourquoi-l-a-russie-ne-se-presse-pas-daider-larmenie-au-karabakh>

Conflit au Haut-Karabakh : Lika Zakaryan, la « voix » de Stepanakert

Le Monde

La journaliste de 26 ans tient sur les réseaux sociaux un journal de sa ville en guerre.

Par Rémy Ourdan Publié aujourd'hui à 11h28

« Je suis née à la fin de la guerre... » Lika Zakaryan soupèse à sa juste valeur, avec un fatalisme teinté d'ironie, l'étrangeté de prononcer cette phrase dans Stepanakert bombardée depuis trois semaines. Etre née au

Haut-Karabakh en 1994, après une dévastatrice guerre de six ans entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui s'était achevée sans accord de paix, c'est grandir en présumant que la guerre peut revenir un jour ou l'autre. Lika corrige : elle ne présumait pas, elle « savai[t] » qu'elle vivait « dans une zone de guerre ».

« *Je suis née à la fin de la guerre...* » Lika Zakaryan soupèse à sa juste valeur, avec un fatalisme teinté d'ironie, l'étrangeté de prononcer cette phrase dans Stepanakert bombardée depuis trois semaines. Etre née au Haut-Karabakh en 1994, après une dévastatrice guerre de six ans entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui s'était achevée sans accord de paix, c'est grandir en présumant que la guerre peut revenir un jour ou l'autre. Lika corrige : elle ne présumait pas, elle « savai[t] » qu'elle vivait « *dans une zone de guerre* ».

La blogueuse de 26 ans, qui a étudié les sciences politiques – avec une spécialisation sur les conflits armés – avant de devenir journaliste, fut toutefois « *prise par surprise* », comme tous les habitants du Haut-Karabakh, par l'attaque azerbaïdjanaise du 27 septembre. Si les accrochages frontaliers sont réguliers, nul ne s'attendait à ce que Bakou lance, avec l'appui de la Turquie, une offensive militaire d'une telle ampleur, avec pour objectif affiché de reconquérir le territoire perdu dans le conflit de 1988-1994. Nul ne s'attendait véritablement, notamment pas les jeunes, à revivre ce qu'avaient vécu leurs parents : le bombardement des villes et la mobilisation générale de tous les hommes sur les lignes de front.

« *J'ai mis deux jours à réaliser que c'était une vraie guerre* », raconte Lika Zakaryan. Le temps de rejoindre les abris souterrains. Le temps pour sa mère de s'installer en permanence à l'hôpital, où elle est infirmière. Le temps pour son frère et pour son amoureux, avec lequel elle formait un tandem rédactrice-cameraman du site d'informations arménien *CivilNet* à Stepanakert, de rejoindre le front. De sa famille, seule sa sœur cadette, encore adolescente, a été mise à l'abri à Erevan ; les autres sont restés au Haut-Karabakh et participent, chacun à sa manière, à l'effort de guerre.

Un « journal de guerre » intimiste

Levon, le cameraman, étant absent, Lika a continué seule à produire articles et photographies pour *CivilNet*. Elle a aussi entamé un « journal de guerre » plus intimiste, racontant des anecdotes de sa vie familiale et du quotidien dans l'abri où elle s'est réfugiée. *CivilNet* a décidé de publier ces textes d'auteure en marge des informations de la journaliste. Relayé sur les réseaux sociaux, son *war diary* a donné à la jeune fille un écho auquel elle ne s'attendait pas. Si nul n'a encore traduit et publié ses récits à l'étranger, elle est désormais interviewée chaque jour par un média qui l'appelle du bout du monde. Comme avant elle une Zlata Filipovic avec son journal intime à Sarajevo, ou un Salam Pax avec son blog à

Bagdad, Lika Zakaryan est devenue, de manière inattendue, une « voix » de Stepanakert en guerre.

« Je raconte les êtres humains et les petits détails de leur vie, de ma vie », sourit Lika. Un jour, il est question du sauvetage de deux poissons rouges offerts à Levon pour son anniversaire, une semaine avant la guerre, abandonnés un temps au bureau et retrouvés inertes dans leur aquarium, avant qu'ils reprennent vie et soient désormais nourris et choyés dans un abri souterrain. Un autre jour, il est question de sa visite à Hovig, un Syrien arménien qui tient avec sa femme le Samra, le seul café ouvert de Stepanakert, et sur l'ironie pour ce couple d'avoir fui la guerre à Alep, il y a huit ans, pour se réfugier au Haut-Karabakh.

« Mourir pour quelques tranchées »

Son téléphone sonne, elle décroche immédiatement. « Pardon, mais ces jours-ci, si on ne décroche pas, tout le monde s'appelle dans votre entourage, et pense que vous êtes morte. » Elle sourit. C'est son père qui veut savoir, la nuit venant de tomber, si elle va bientôt rejoindre l'abri.

Ses parents demandent chaque matin à Lika de rejoindre sa sœur, à Erevan. Les premiers jours de guerre, le père préparait son sac à la hâte sans lui demander son avis, espérant la faire partir juste après un bombardement, sans trop réfléchir. « A chaque fois, j'ai refusé. Non seulement je me sens un peu utile à publier ces histoires de Stepanakert, mais comment pourrais-je partir alors que mon frère et mon amoureux combattent au front ? Ce serait comme si je les abandonnais... »

Lika pense avec émotion à tous ces hommes partis défendre le Haut-Karabakh en première ligne. « Très peu sont des soldats, et à vrai dire ce ne sont même pas des hommes encore : ce sont des gamins de 18 ans. » Très patriote, elle n'en pense pas moins qu'« il faut que la guerre s'arrête » et que « les deux pays se parlent, même si les négociations prennent des mois, des années ». Elle reprend sa respiration, comme si elle avait le vertige, ou comme si l'idée de cette guerre était un peu une noyade. « Là, ils sont en train de mourir pour quoi ? Pour quelques tranchées, quelques kilomètres ? Cette guerre ne change rien au problème de fond. Il faut juste arrêter de se tirer dessus et de perdre nos jeunes. C'est tellement triste de mourir ainsi, pour rien. »

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/19/conflit-au-haut-karabakh-lika-zakaryan-la-voix-de-stepanakert_6056576_3210.html

L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan d'avoir violé la "trêve humanitaire"

Swissinfo.ch

18 octobre 2020 - 02:55

(Keystone-ATS)

Une semaine après un premier cessez-le-feu, conclu mais jamais respecté, entre Azerbaïdjan et Arménie au Nagorny Karabakh, une nouvelle "trêve humanitaire" est entrée en vigueur samedi à minuit heure locale. Erevan a accusé Bakou de l'avoir aussitôt violée.

"La République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan sont convenues d'une trêve humanitaire à partir du 18 octobre à 00h00 heure locale", a déclaré samedi soir le ministère arménien des Affaires étrangères. Le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères a confirmé, dans une déclaration identique.

Mais seulement quelques heures plus tard, la porte-parole du ministère arménien de la Défense, Shushan Stepanyan, a affirmé sur Twitter: "L'ennemi a effectué des tirs d'artillerie en direction du nord entre 00h04 et 02h45 (22h04 et 00h45 en Suisse) et a lancé des roquettes vers le sud entre 02h20 et 02h45". L'Azerbaïdjan n'a pas immédiatement réagi.

La reprise des combats il y a trois semaines a fait des centaines de morts. Après une première tentative ratée de cessez-le-feu sous l'égide de Moscou, le conflit a connu une nouvelle escalade samedi.

L'Azerbaïdjan a juré de "venger" la mort de treize civils, dont des enfants, ayant péri la nuit précédente dans un bombardement nocturne de Gandja, deuxième ville du pays. De nombreuses maisons ont été détruites par un pilonnage vers 03h00 locales (01h00 en Suisse) qui a aussi fait plus de 45 blessés, selon le procureur général.

"Crimes de guerre"

L'annonce intervient alors que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est entretenu au téléphone dans la soirée avec ses

homologues arménien et azerbaïdjanais. Il a insisté sur "la nécessité d'un respect strict" du cessez-le-feu conclu samedi dernier à Moscou, selon le ministère russe des Affaires étrangères.

Le président français Emmanuel Macron a salué cette trêve, conclue "à l'issue d'une médiation française conduite au cours des derniers jours et des dernières heures en coordination avec les co-présidents du groupe de Minsk" (France, Russie, Etats-Unis). Ce cessez-le-feu "doit être inconditionnel et strictement respecté par les deux parties", a ajouté l'Elysée.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a qualifié son ennemi séparatiste du Nagorny Karabakh et son parrain, l'Arménie, tour à tour de "chiens" et de "fascistes". Son allié turc a accusé l'Arménie de "crimes de guerre". L'UE a quant à elle "déploré" ces frappes, et appelé une fois encore "toutes les parties à cesser de viser les civils".

La ville de Gandja, environ 300'000 habitants, a été frappée à plusieurs reprises depuis le début du conflit, notamment dimanche lorsqu'un missile avait déjà fait dix morts.

"Cibles légitimes" à Gandja

Les séparatistes arméniens ont relevé samedi pour leur part que Gandja abrite "des cibles légitimes": base aérienne, état-major d'une brigade motorisée, forces spéciales, centre des opérations de la défense azerbaïdjanaise, dépôts de carburant et usines de munitions.

Ils ont accusé aussi l'Azerbaïdjan d'avoir attaqué durant la nuit des infrastructures civiles du Nagorny Karabakh, nécessitant une riposte. Stepanakert a en effet été secoué par des explosions, selon l'AFP. Une frappe a détruit notamment une partie du toit d'un centre commercial et, plus loin, les vitres de commerces et d'un immeuble d'habitation ont volé en éclats.

"Bêtes sauvages"

Sur le front, les combats ont continué aussi. Ilham Aliev a annoncé samedi la prise de nouveaux territoires, notamment Fizouli "ville occupée depuis trente ans par des bêtes sauvages". Cette zone forme l'un des sept districts azerbaïdjanais dont les séparatistes ont pris le contrôle dans les années 1990 pour constituer un glacis de protection autour du territoire à proprement parler du Karabakh.

Ces bombardements, ainsi que les combats sur la ligne de front, témoignent de l'impuissance depuis trois semaines de la communauté internationale. Depuis une semaine, un accord de trêve humanitaire négocié sous l'égide de Moscou n'a jamais été appliqué. Washington et Paris ont de nouveau insisté vendredi soir sur la nécessité d'arrêter les hostilités.

Centaines de morts

L'Azerbaïdjan a obtenu des gains territoriaux ces trois dernières semaines sans pour autant remporter de bataille décisive. Bakou n'a pas jusqu'ici révélé le coût du conflit, ne publiant aucun bilan militaire, matériel ou humain.

Les séparatistes affirment avoir tué des milliers d'hommes, reconnaissent avoir dû reculer, mais assurent "contrôler la situation". Officiellement, ils ont perdu environ 700 hommes et la moitié des 140'000 habitants ont été déplacés.

<https://www.swissinfo.ch/fre/toute-l-actu-en-bref/l-arm%C3%A9nie-accuse-l-azerba%C3%AFdjan-d-avoir-viol%C3%A9-la--tr%C3%Aave-humanitaire-/46103018>

Haut-Karabakh : ces mercenaires syriens à la solde d'Erdogan

Des hommes d'Ankara recrutent des mercenaires dans le nord de la Syrie pour les envoyer combattre les Arméniens.

Par [Guillaume Perrier](#) et Daham Alasaad

Modifié le 18/10/2020 à 11:00 - Publié le 17/10/2020 à 09:30 | Le Point

Selfie. Les Syriens prêtant actuellement main-forte aux Azerbaïdjanais sont d'anciens « rebelles » anti-Assad. (Ici, à Idlib, en Syrie, en février dernier.)

« *Malgré la trêve décrétée après deux semaines de combats, les obus ont continué à pleuvoir* », raconte Ibrahim, au téléphone, depuis la ville de Horadiz, au sud de la région disputée du Haut-Karabakh. « *Mustafa Abdelkader a été tué dans la soirée par un tir* », précise-t-il. Il était comme lui un Syrien de la région d'Idlib qui combattait avec la brigade Sultan Mourad, faction islamiste syrienne liée à la [Turquie](#). Il était devenu l'un de ces mercenaires syriens, ex-« rebelles » anti-Assad, qui se sont mis depuis 2016 au service des ambitions expansionnistes du président turc [Recep Tayyip Erdogan](#).

Après la Tripolitaine, en Libye, où ils avaient débarqué en janvier auprès des forces loyales au gouvernement provisoire de Fayez al-Sarraj menacées par la rébellion de Khalifa Haftar, les mercenaires ont été déployés dans les montagnes du Sud-Caucase, en première ligne face aux Arméniens, dans un conflit dont les enjeux leur échappent. Malgré les dénégations de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, un bon millier de miliciens plus ou moins aguerris auraient été mobilisés et acheminés vers Bakou. Des témoignages de combattants, les récits de leurs proches et des preuves visuelles de leur présence le confirment. Les corps de ceux qui ont été tués reviennent au pays, où ils sont enterrés en catimini. "Le 4 octobre, des funérailles ont été organisées pour une quarantaine d'entre eux au nord d'Alep", a indiqué la chercheuse israélienne Elizabeth Tsurkov, spécialiste de ces mouvements au Center for Global Policy de Washington.

1 000 miliciens au moins ont été mobilisés et acheminés vers Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan.

"Djihadistes". Ibrahim, père de famille de 24 ans, a débarqué dès le 25 septembre, deux jours avant le début des hostilités. "Beaucoup de jeunes Syriens sont morts. On a eu plus de 60 martyrs [tués] et plus de 100 blessés", affirme-t-il. Lui-même a été grièvement blessé à la jambe, le 9 octobre, par l'explosion d'une mine qui en a tué deux autres. De son lit d'hôpital, il nous envoie une photo de sa jambe bandée. Six jours plus tôt, il était terré au fond d'une tranchée, sur le front sud du Haut-Karabakh. Son groupe, qui tentait de remonter vers la ville de Hadrout, était alors pilonné. "Je vous parle d'un abri souterrain, c'est peut-être la dernière fois, les avions nous bombardent. Je ne sais pas ce qu'on est venus faire là", soufflait-il à l'autre bout du téléphone, sa voix couverte régulièrement par le bruit des avions de chasse.

Dès la mi-septembre, la Turquie a recruté dans les régions qu'elle contrôle au nord de la Syrie. Les groupes armés qu'elle finance servent de bureau d'enregistrement. La brigade Sultan Mourad et la division al-Hamza, faction islamiste elle aussi associée à Ankara, sont les principaux

fournisseurs. "Un de nos officiers nous a demandé qui voulait s'engager en Azerbaïdjan. Beaucoup ont refusé après ce qui s'est passé en Libye. Moi, j'ai levé la main, nous explique Ibrahim. Avec l'argent gagné, je pourrai sortir ma famille de ce camp de réfugiés où elle se trouve avant que l'hiver arrive. Et je sais combattre dans les montagnes. Ils ont pris mes coordonnées et, deux jours plus tard, ils m'ont dit de me préparer." Avec un contrat de trois mois et une solde mensuelle de 8 000 livres turques (860 euros), il quittait la Syrie le 24 septembre par le poste-frontière de Kilis. Depuis la ville turque de Gaziantep, où ils sont regroupés par l'armée, équipés, briefés, les combattants sont acheminés par avion vers Bakou, via Istanbul ou Ankara. Puis répartis le long de la ligne de contact. Certains ont été identifiés sur les réseaux sociaux, en uniforme de garde-frontière azerbaïdjanais. D'autres sont sur des postes avancés de l'armée de Bakou.

Trafic. L'Arménie a dénoncé la mobilisation de "djihadistes" par Ankara. Le 1er octobre, le président Emmanuel Macron a lui aussi employé ce terme. "Nous disposons d'informations aujourd'hui de manière certaine qui indiquent que des combattants syriens de groupes djihadistes ont [transité] par Gaziantep pour rejoindre le théâtre d'opérations du Haut-Karabakh. C'est un fait très grave, nouveau, qui change la donne" , a-t-il déclaré. Les Syriens qui combattent avec l'Azerbaïdjan, pays laïque à majorité chiite, n'ont pourtant aucune ambition d'y fonder un califat ou d'y appliquer la charia. D'après leurs témoignages, l'argent de la Turquie est leur seule motivation. Hamid, 40 ans, haut gradé de la division al-Hamza à Hawar Kilis en Syrie, affirme avoir envoyé une vingtaine d'hommes en Azerbaïdjan depuis le 18 septembre. Tous ont été attirés par la solde promise, dont le montant varie entre 8 000 et 16 000 livres turques (1 720 euros). "Plusieurs milliers d'hommes se sont portés volontaires en quelques jours", affirme-t-il. Il n'y a pas de pénurie de chair à canon en Syrie.

Mohammed, 29 ans, joint par téléphone sur le front, n'a pas hésité une seconde : "Je n'avais pas été appelé pour aller en Libye. Je n'ai pas voulu laisser passer cette chance-là." Environ 200 combattants de l'Armée de l'islam (Jaych al-Islam), groupe armé qui a refusé de participer aux opérations, se sont enrôlés sans en référer à leur commandement." Les recruteurs ont souvent fait croire que leur mission serait de garder des lieux stratégiques ou qu'ils serviraient de force d'interposition." Ces recruteurs, "de plus en plus nombreux" selon Hamid, n'ont pas de mal à convaincre au sein des milices pro-turques du Nord syrien et parmi les civils et les déplacés. "Ils sélectionnent les plus forts et ceux qui sont en

bonne santé, des jeunes, parfois mineurs", poursuit-il. Un intense trafic s'est mis en place. Mohammed, un recruteur âgé de 34 ans, qui affirme agir au nom du commandant de la division al-Hamza, Seif Abou Bakr, propose quatre mois de contrat à 1 500 dollars, fait sa publicité sur WhatsApp ou Telegram. Il a déjà fait signer une centaine de volontaires et touchera une commission pour chacun d'eux. Des compagnies de sécurité privées turques impliquées en Libye auraient elles aussi recruté.

Bachi-bouzouks. Plusieurs factions de la nébuleuse pro-turque regroupée au sein de l'Armée nationale syrienne (ANS) se sont opposées à l'aventure. L'utilisation par la Turquie de combattants syriens pour ses opérations extérieures est souvent perçue comme une trahison de l'insurrection syrienne, alors que la région d'Idlib se trouve de plus en plus isolée et vidée de ses forces. Les imams de la région, nommés et contrôlés par Ankara, ont bien lancé des appels au "djihad" dans leur prêche du vendredi, pour justifier religieusement leur sacrifice. L'expérience libyenne a en outre laissé des traces. Pour stopper l'avancée des troupes du maréchal Haftar et sécuriser Tripoli, la Turquie est intervenue en janvier, avec l'aide de 3 000 à 5 000 mercenaires syriens. Plusieurs dizaines d'entre eux y sont morts. Hamid, le commandant d'al-Hamza, est parti avec 200 hommes. La moitié d'entre eux sont revenus dans un cercueil ou estropiés. Les troupes grondent aussi car les soldes, d'environ 1 800 euros par mois à l'époque, et les dédommagements promis aux blessés et aux familles des "martyrs" tardent à être payés.

Mais ces guerriers à la solde d'Erdogan n'ont guère le choix : ils sont, financièrement et stratégiquement sous la coupe du pouvoir turc. Ce sont les dignes successeurs des bachi-bouzouks, ces cavaliers mercenaires qui semaient la terreur pour le compte de l'Empire ottoman. Les factions islamistes affiliées à l'ANS, dont certaines faisaient partie de l'ex-Armée syrienne libre, ont abandonné depuis longtemps la lutte contre le régime de Bachar el-Assad ou contre les groupes djihadistes. Elles ont servi de point d'appui pour la Turquie dans ses invasions du nord de la Syrie de 2016 à 2019. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, publié en septembre, documente la manière dont ces milices ont pu "commettre des crimes de guerre tels que des prises d'otages, des traitements cruels et des actes de torture, des exécutions sommaires, des viols, à Afrin et dans les villages alentour". À Ras-al-Ayn, l'an dernier, ils ont bombardé des civils pour les pousser à fuir et ont assassiné la politicienne kurde Hevrin Khalaf, près de Tall Abyad. La commission d'enquête indépendante onusienne sur la Syrie réclame aux

combattants pro-Turquie qu'ils mettent fin aux pillages systématiques de propriétés appartenant à des civils, de bâtiments religieux, de lieux de culte ou de sites archéologiques. Mais comme le note Hamid : combattre, piller et tuer, c'est à cela que ses hommes ont été formés.

https://www.lepoint.fr/monde/haut-karabakh-ces-mercenaires-syriens-a-l-a-solde-d-erdogan-17-10-2020-2396807_24.php

«Erdogan arme les Azéris parce qu'il veut un autre génocide» - Entretien du Premier ministre au Corriere della Sera

Premier Ministre de la République d'Arménie

18.10.2020

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé une interview au Corriere della Sera, l'un des plus grands journaux italiens. Ci-dessous, un article du Corriere della Sera basé sur l'interview du Premier ministre Pashinyan.

Pashinyan souligne: "Erdogan arme les Azéris parce qu'il veut un autre génocide." Puis il poursuit: "Il a envoyé des djihadistes syriens ici pour se battre, nous avons des preuves. "

«Des Turcs à Vienne? Cela pourrait se reproduire. Alors que le cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan, obtenu grâce à la médiation de Moscou, marque le temps avec «du bruit», le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan utilise une hyperbole, mais va immédiatement au but. L'ancien journaliste et figure charismatique de l'opposition a été élu Premier ministre il y a deux ans après des manifestations de rue.

Pashinyan vient de rentrer de la ligne de front, où il a rendu visite aux soldats arméniens. Les combats à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne se sont pas arrêtés depuis le 27 septembre, les sirènes des raids aériens retentissant constamment dans le ciel de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. Un accord de cessez-le-feu très fragile a été conclu il y a une semaine, mais cela n'a pas arrêté les bombardements, et les drones, ni la rhétorique militaire.

Du côté arménien, plus de 660 personnes ont été tuées parmi les militaires et les civils.

Corriere della Sera - Bakou vous accuse d'avoir à nouveau attaqué Ganja, vous accusez les Azerbaïdjanais d'avoir bombardé Stepanakert et les villages voisins. Les deux parties continuent de parler de crimes contre l'humanité. Où est la vérité?

Premier ministre Nikol Pashinyan- La Turquie poursuit la même stratégie dans le Caucase du Sud que dans la Méditerranée contre la Grèce et Chypre ou en Libye, en Syrie et en Irak. C'est une politique expansionniste. Lors des pourparlers de cessez-le-feu, le président turc Erdogan a déclaré qu'il ne voulait pas que l'Azerbaïdjan mette fin aux hostilités. Ce conflit n'aurait pas commencé sans l'intervention directe de la Turquie. C'est la Turquie qui a encouragé l'Azerbaïdjan à attaquer l'Artsakh. Les troupes turques assistent aux attaques. Mais pas seulement ça. Les Azerbaïdjanais utilisent des militants djihadistes importés de Syrie. Ce sont des terroristes envoyés par les Turcs.

Corriere della Sera- Avez-vous des preuves de l'utilisation de ces combattants?

Premier ministre Nikol Pashinyan- Oui, nous avons des vidéos de propagande de djihadistes géolocalisés sur les territoires des hostilités. Il y a aussi des cadavres de certains d'entre eux. Cela ne fait aucun doute. Toutes les preuves ont déjà été publiées. Les vidéos ont été traitées et analysées grâce à un logiciel spécial et les spécialistes concernés ont découvert où elles avaient été filmées. Il a été établi qu'ils ont été transférés sur la ligne de front pendant les combats. Les terroristes syriens eux-mêmes ont tourné ces vidéos, après quoi ils les ont publiées sur Internet.

Cette preuve est officiellement reconnue par la Russie, la France et d'autres pays. Et l'objectif est clair: les Turcs veulent un autre génocide du peuple arménien. Je me demande ainsi qu'à la communauté internationale: quel type de cessez-le-feu pouvons-nous signer avec ces terroristes? Nous avons été attaqués et nous devons nous défendre comme tout peuple menacé d'extermination.

Corriere della Sera- Quelles mesures l'Union européenne devrait-elle prendre pour mettre fin au conflit?

Premier ministre Nikol Pashinyan- Il n'y a qu'une seule façon de mettre fin aux hostilités: la reconnaissance internationale de l'Artsakh sur la base du principe de «sécession remède ». Il n'y a pas d'autre option. Sinon, tous les Arméniens des territoires contrôlés par l'Azerbaïdjan subiront un nettoyage ethnique, parce que les Arméniens sont le dernier obstacle pour les Turcs sur leur chemin d'expansion vers le nord, l'est et le sud.

Corriere della Sera- En Italie, un groupe d'intellectuels, d'athlètes et d'hommes politiques a signé une déclaration de solidarité avec l'Arménie. Est-ce suffisant?

Premier ministre Nikol Pashinyan- Plusieurs journalistes étrangers sont venus ici, mais nous n'avons pas vu de représentants de missions diplomatiques étrangères. J'attends de l'Italie qu'elle reconnaisse que la Turquie a transféré des mercenaires et des troupes en Azerbaïdjan. Mais pas seulement ça. La communauté internationale et l'Italie doivent prendre en compte que la population du Haut-Karabakh est victime d'une grave crise humanitaire, car si les troupes azerbaïdjanaises reviennent dans la région, pas un seul Arménien ne sera sauvé.

<https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/18/Nikol-Pashinyan-interview-Corriere-della-Sera/>

Nikol Pachinian : "La population arménienne du Haut-Karabakh court un danger mortel"

16/10/2020 - Par : Gallagher Fenwick – France 24

France 24 s'est entretenu avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian au sujet du conflit dans la région contestée du Haut-Karabakh. Il accuse la Turquie d'avoir incité à l'actuelle campagne militaire et dénonce un "nettoyage ethnique" envers le peuple de l'enclave. L'indépendance de la région est urgente pour le Premier ministre, qui estime que "la seule solution est la reconnaissance par la communauté internationale du droit à l'autodétermination" du Haut-Karabakh.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20201016-nikol-pachinian-la-population-arm%C3%A9nienne-du-haut-karabakh-court-un-danger-mortel>

Premier ministre : sur les lieux de Stepanakert, touchés par les bombes, on ne voit apparaître aucun infrastructure militaire, ni, même aucun militaire.

Premier Ministre de la République d'Arménie

17.10.2020

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé une interview à France-24. Nous la présentons ci-dessous:

France-24 - Merci, monsieur le Premier ministre, d'avoir accepté de donner une entrevue. Nous savons que c'est une période très troublée pour votre région. J'aimerais attirer votre attention sur une carte qui est largement circulée sur les plateformes internationales. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec cette carte. Là, l'Arménie est à gauche et l'Azerbaïdjan est à droite et au centre ce qui est peint en rouge dans le territoire azerbaïdjanais, c'est l'Haut-Karabakh - la région qui a annoncé son indépendance au début des années 90. Aucun membre de l'ONU n'a reconnu son indépendance, ni même votre pays.

Récemment, vous avez pris une approche extrêmement dure pour résoudre le problème. En particulier, vous vous êtes rendus au Haut-Karabakh et vous avez déclaré que l'Artsakh est l'Arménie. Ici, je dois répéter à nouveau, Monsieur le Premier ministre, qu'aucun des États membres de l'ONU n'est pas d'accord avec cette déclaration.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, malheureusement, je ne vois pas la carte que vous avez montrée, je ne peux pas la commenter. Quant à la déclaration que vous avez citée, il est très important de connaître l'histoire de la question du Haut-Karabakh, car vous avez-vous même parler qu'il s'agit d'un territoire contesté. Malheureusement, jusqu'à présent les médias internationaux présentent la question du Haut-Karabakh comme un conflit territorial. Et la raison en est que l'histoire de l'origine de la question du Haut-Karabakh a été oubliée.

En 1988, pendant l'époque soviétique de reconstruction et de démocratisation, la population du Karabakh, en profitant des réformes de Gorbatchev, a décidé de restaurer ses droits. Et ces droits ont été violés lors de la formation de l'Union soviétique, lorsque, par la décision arbitraire de Staline, le Haut-Karabakh, avec une population arménienne à 80%, a été rattaché à l'Azerbaïdjan soviétique, au lieu d'être inclus dans l'Arménie soviétique. Et en 1988, le parlement de la région autonome du Haut-Karabakh a pris la résolution d'unir à l'Arménie, c'était un processus absolument pacifique. Je voudrais souligner qu'à cette époque, ce mouvement était considéré comme un mouvement de démocratisation de l'Union soviétique, beaucoup en Europe ont dit que c'était à la suite du processus engagé par le mouvement du Karabakh que le mur de Berlin s'est effondré. Et l'Azerbaïdjan soviétique a répondu à cette décision politique pacifique par la violence, avec le meurtre d'Arméniens dans les villes de Sumgait et Bakou. Et c'est ainsi que le conflit a éclaté.

Quant à la période de l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque l'Azerbaïdjan soviétique a proclamé son indépendance de l'Union soviétique, la région autonome du Haut-Karabakh, en profitant de la législation soviétique, que si la république soviétique accède à l'indépendance, l'union autonome en son sein peut décider de son statut et de déclarer son indépendance. Quant au fait que jusqu'ici personne n'a reconnu l'indépendance du Karabakh, c'est pourquoi la

lutte du peuple du Karabakh, le peuple arménien, se poursuit, afin que le peuple du Haut-Karabakh ait la possibilité d'appliquer son droit à l'autodétermination.

Et pourquoi l'Artsakh, le Haut-Karabakh, c'est l'Arménie? Si vous êtes au Karabakh aujourd'hui, vous y verrez des églises arméniennes des 4ème, 5ème, 7ème, 10ème, 13ème siècles. La première école arménienne a été créée sur le territoire du Haut-Karabakh. De plus, 80% de la population du Haut-Karabakh ont toujours été des Arméniens. Et l'Arménie signifie le pays des Arméniens. Le Haut-Karabakh a été un pays d'Arméniens tout au long de son histoire. Et je tiens à souligner que, oui, ce n'est pas un conflit territorial, c'est une question d'application des droits de l'homme, parce que, comme je l'ai déjà dit, les Arméniens du Haut-Karabakh sont en danger existentiel. En 1988, il y avait ce danger existentiel.

France 24 - Monsieur le Premier ministre, vous avez évoqué le droit du peuple du Haut-Karabakh à l'autodétermination. Je voudrais évoquer les réglementations existantes dans le cadre du droit international. En particulier, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un certain nombre de résolutions concernant le Haut-Karabakh et vous savez, Monsieur le Premier ministre, on déclare que ces territoires ont été occupés.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Qui a occupé ces territoires? Si vous regardez attentivement ces déclarations ...

France 24 - Par exemple, la résolution 62243 fait état des territoires occupés de l'Azerbaïdjan, évidemment l'Azerbaïdjan n'occupe pas ses propres territoires.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Je vais continuer ma phrase. En fait, les Arméniens du Haut-Karabakh se trouvaient en danger existentiel. Avant de débiter le mouvement, ce danger existentiel rampait dans le sens où la politique de l'Azerbaïdjan était dirigée contre l'identité arménienne. Et avant que le mouvement commence, ce danger existentiel était déjà devenu une menace directe, car on a utilisé la force contre les Arméniens du Haut-Karabakh. Et pendant la période de la proclamation d'indépendance, des opérations militaires complètes ont été lancées contre le Haut-Karabakh. Des villes, des villages, des colonies ont été bombardés, les gens n'ont pas eu la possibilité de vivre dans leurs appartements pendant environ 2 ans. Et comme aucune force internationale n'arrêtait pas ce processus, le peuple du Haut-Karabakh a organisé d'autodéfense.

Si vous regardez de près les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, vous verrez qu'ils ont clairement indiqué que l'Azerbaïdjan a violé l'accord de cessez-le-feu, à la suite de quoi il a perdu des territoires. Ces territoires ont été perdus grâce aux efforts des forces d'autodéfense du Haut-Karabakh et des forces arméniennes locales. Aujourd'hui aussi, l'Azerbaïdjan ne respecte pas le cessez-le-feu et cela peut avoir de lourdes conséquences pour toute la région dans son ensemble, y compris l'Azerbaïdjan.

France 24 - Monsieur le Premier ministre, il nous reste peu de temps. Je voudrais évoquer la rhétorique que vous avez employé concernant la Turquie. Vous dites que la Turquie soutient l'Azerbaïdjan avec de moyens militaire et diplomatique. Vous dites que la Turquie est impliquée dans un politique génocidaires contre le peuple arménien. Le soutien de vos partenaires internationaux, en particulier de la Russie, n'est pas si grand. Selon vous le monde ne comprend pas le problème ou on ne s'occupe pas?

Premier ministre Nikol Pashinyan - Tout d'abord, il faut rappeler que de nombreux pays, y compris les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, ont déjà reconnu que la Turquie était impliquée dans les hostilités et que la Turquie avait encouragé ces hostilités.

Ensuite, de nombreux représentants de la communauté internationale, des pays, des États dont la Russie, l'Iran, la France et d'autres pays - ont reconnu que la Turquie avait transféré des mercenaires de Syrie vers l'Azerbaïdjan pour combattre dans l'Haut-Karabakh. Et, en fait, je dis que, oui, la Turquie est retournée au Caucase du Sud 100 ans plus tard pour poursuivre sa politique génocidaire envers les Arméniens. Mais elle a un objectif pragmatique très concret, car les Arméniens du Caucase du Sud sont le dernier obstacle sur le chemin de la Turquie pour poursuivre sa politique expansionniste au nord, à l'est et au sud-est. Et tout cela doit être analyser dans le contexte de la politique que la Turquie mène en Méditerranée, en Syrie, en Irak, dans ses relations avec la Grèce, dans ses relations avec Chypre, et le monde doit y faire face. J'ai dit que si ce fait n'était pas correctement évalué, l'Europe devrait attendre la Turquie près de Vienne.

France 24 - Monsieur le Premier ministre, nous avons peu de temps, mais j'aimerais vous poser une dernière question. Répondant à une question récente sur le meurtre de civils, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a accusé l'Arménie d'avoir déployé du matériel militaire à proximité immédiate des colonies civiles, ce qui, à son avis, a fait de nombreuses victimes civiles. Votre commentaire, monsieur le premier ministre.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Vous savez, une vidéo a récemment été publiée sur le bombardement de la capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, et les médias internationaux ont filmé ces scènes. Et j'ai remarqué que sur les lieux de Stepanakert, touchés par les bombes, on ne voit apparaître aucun infrastructure militaire, ni, même aucun militaire. Cela se fait dans le cadre d'une politique génocidaire. Aliev, comme l'Azerbaïdjan auparavant, a aujourd'hui la tâche de génocide des Arméniens du Haut-Karabakh et de faire un nettoyage ethnique.

Et les médias internationaux peuvent prouver que ce qui suit se passe à Stepanakert: es maisons des gens sont complètement détruites afin qu'elles ne puissent plus y vivre à l'avenir. Et c'est pourquoi nous disons que les Arméniens du Haut-Karabakh sont en danger existentiel, la solution à ce problème en est

une: la communauté internationale doit reconnaître le droit du Haut-Karabakh à l'autodétermination dans le cadre du principe de «sécession- remed ». Parce que le Haut-Karabakh, les Arméniens du Haut-Karabakh ne peuvent pas exister sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. La communauté internationale doit reconnaître l'indépendance du Haut-Karabakh. Et je suis heureux, que ce processus ait commencé en Europe au niveau de l'autonomie locale et des conseils municipaux. Et nous espérons que ce processus sera répandu.

France 24 - Monsieur le premier ministre, la dernière question. Vous jouissez d'une autorité sans précédent dans votre pays. La communauté internationale a montré une très bonne attitude envers votre gouvernement.

Plus récemment, en 2018, à la suite d'un processus de paix connu sous le nom de révolution de velours, vous êtes arrivé au pouvoir. Pourquoi ne pas utiliser votre autorité pour mener des négociations constructives, qui, comme vous le savez, impliquent un compromis - des concessions territoriales, ce qui est une bien meilleure option que les morts et les destructions que nous voyons aujourd'hui, dont nous sommes témoins depuis des décennies pendant ce conflit azerbaïdjanais ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - J'ai essayé de le faire, j'ai proposé un compromis, mais au cours de ces processus de négociation, il devient évident que l'Azerbaïdjan et aujourd'hui la Turquie, ne veut pas laisser sa politique de génocide. Et encore une fois, cela signifierait que vous devez dépenser pour ces processus. Parce que l'Azerbaïdjan, désormais également avec le soutien des terroristes turcs, s'est donné pour tâche de commettre le génocide des Arméniens du Haut-Karabakh.

France 24 - Pouvez-vous nous présenter plus concrètement, Monsieur le Premier Ministre, quelles concessions êtes-vous prêt à faire? Je vous demanderais de parler de la soi-disant zone tampon dans ce contexte.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Bien sûr, je peux être plus concret. Lorsque je suis devenu Premier ministre, j'ai proposé pour la première fois la formule suivante. Vous savez, on parle toujours de concessions. Il faut d'abord avoir un concept: comment résoudre le problème? Si quelqu'un pense que la partie arménienne devrait faire des concessions unilatérales, il parle de la capitulation de la partie arménienne. Ce n'est pas un règlement. J'ai proposé que nous comprenions d'abord la formule de la solution au niveau conceptuel. Et j'ai dit que toute solution au conflit du Haut-Karabakh doit être acceptable pour le peuple arménien, pour le peuple du Haut-Karabakh, pour le peuple azerbaïdjanais. Et je suis le premier leader impliqué dans le processus de négociation à dire que toute solution doit être acceptable pour l'autre partie. Cependant, l'Azerbaïdjan continue sa position, affirmant que la solution du problème ne devrait être acceptable que pour le peuple azerbaïdjanais, ce qui signifie en fait que le Haut-Karabakh doit être nettoyé des Arméniens par du nettoyage ethnique.

France 24 - Merci, Monsieur le Premier Ministre, nous aimerions vous poser d'autres questions. Mais, malheureusement, le temps ne le permet pas.

Premier ministre Nikol Pashinyan - Merci.

<https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/17/Nikol-Pashinyan-interview-France24/>

Caucase : l'article à lire pour mieux comprendre le conflit dans le Haut-Karabakh

Depuis fin septembre, de nouveaux combats opposent Azerbaïdjanais et séparatistes du Haut-Karabakh. Cette région montagneuse du Caucase, peuplée d'Arméniens, a proclamé en 1991 son indépendance, qui n'est pas reconnue par la communauté internationale.

[Anne Brigaudeau](#) France Télévisions

Mis à jour le 18/10/2020 | 13:40

publié le 17/10/2020 | 09:42

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont accusés, dimanche 18 octobre, d'avoir violé une nouvelle "*trêve humanitaire*" entrée en vigueur à minuit heure locale dans le Haut-Karabakh, une semaine après un [premier cessez-le-feu](#) conclu mais jamais respecté.

Les combats se poursuivent sur ce territoire de 86 000 kilomètres carrés où l'on compte déjà des centaines de morts, sans compter les centaines de milliers de personnes affectées par le conflit. Les forces azerbaïdjanaises tentent de reconquérir depuis le 27 septembre cette région peuplée d'Arméniens et qui a fait sécession il y a une trentaine d'années, entraînant une guerre et faisant 30 000 morts.

Certes, le cessez-le-feu instauré en 1994 entre cette république autoproclamée, peuplée essentiellement d'Arméniens, et l'Azerbaïdjan, dont elle avait fait sécession, était rompu régulièrement depuis un quart de siècle. Mais pourquoi la guerre a-t-elle repris avec une telle virulence fin septembre ? Franceinfo démêle cet écheveau compliqué.

C'est où, le Haut-Karabakh ?

Vu du ciel, il faut zoomer en Asie, plus précisément entre mer Noire et mer Caspienne, pour apercevoir cette région montagneuse du Caucase enclavée en

Azerbaïdjan. C'est la petite tache rouge entourée d'orange sur cette carte de l'émission d'Arte "[Le Dessous des cartes](#)".

Le Haut-Karabakh (qui se dit en russe Nagorny Karabakh) s'étend sur 4 400 km², soit environ la superficie de la Haute-Savoie. Selon l'AFP, il compte quelque 150 000 habitants, avec une population à 99% arménienne par la langue, la culture et la religion chrétienne.

L'Azerbaïdjan, dont la capitale est Bakou, a pour langue officielle l'azéri, une langue turque, et compte quelque 10 millions d'habitants. C'est un Etat laïque à la population majoritairement musulmane, plus précisément chiite, avec une minorité sunnite.

S'agit-il d'une région ou d'un Etat ?

Voilà typiquement la question qui fâche. Pour la comprendre, il faut rembobiner l'histoire. La révolution russe, en 1917, débouche sur la création de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), dont la République d'Azerbaïdjan, tout comme celle d'Arménie, vont faire partie.

Mais en 1921, Joseph Staline, alors commissaire aux nationalités de l'Union soviétique, décide de donner la région du Haut-Karabakh, peuplée d'Arméniens, à la République d'Azerbaïdjan. Il s'agit de *"diviser pour mieux régner"*, et également de *"donner un gage d'amitié vis-à-vis de l'Azerbaïdjan turcophone qui, à cette époque, commence déjà à produire beaucoup de pétrole"*, commente le chercheur et journaliste Tigrane Yégavian dans la vidéo ci-dessous. La région bénéficie cependant d'un statut d'autonomie au sein de la République d'Azerbaïdjan.

En 1991, l'URSS éclate. La même année, l'enclave du Haut-Karabakh proclame son indépendance par la voix de ses députés, puis par celle de ses habitants, consultés par référendum. Ce séparatisme est jugé intolérable par la République d'Azerbaïdjan, qui envoie des troupes.

Les combats vont faire plus de 30 000 morts et des centaines de milliers de déplacés, rappelle [Le Figaro](#), mais les indépendantistes arméniens chassent l'armée azerbaïdjanaise et prennent le contrôle de l'enclave, ainsi que de la zone lui permettant d'être frontalière avec l'Arménie. Après intervention du Conseil de sécurité des Nations unies, un cessez-le-feu est enfin obtenu en 1994. Depuis, le Haut-Karabakh a changé de nom pour s'appeler République d'Artsakh, mais cet Etat autoproclamé depuis trente ans n'est reconnu par aucun pays, pas même par l'Arménie.

"Il y a deux principes du droit international en conflit", résume Baymar Balci, chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, contacté par franceinfo. "D'un côté, le droit des peuples à l'autodétermination, réclamé par l'Arménie et les habitants du Haut-Karabakh, et, de l'autre, le respect de

l'intangibilité des frontières, brandi par l'Azerbaïdjan. Pour ce dernier, l'autonomie se discute, l'indépendance, non."

Pourquoi la guerre a-t-elle recommencé ?

Elle a repris le 27 septembre, avec les affrontements les plus sanglants depuis un quart de siècle. Certes, la fragile ligne de cessez-le-feu définie en 1994 (et visible sur la carte ci-dessous) a été régulièrement violée depuis des années *"avec des soldats arméniens et azerbaïdjanais qui se surveillent constamment et se tirent dessus quasi quotidiennement"*, expliquions nous dans [cet article](#). Mais pour les observateurs, les signes d'une tension accentuée se multiplient depuis des mois.

Entamées depuis 1994 sous l'égide du [groupe de Minsk](#) (regroupant une quinzaine de pays et coprésidé par la France, les Etats-Unis et la Russie), les négociations entre Azerbaïdjan et Arménie sont *"quelque peu paralysées"*, prévenait déjà l'ambassadeur pour le partenariat oriental de l'Union européenne et de la mer Noire, Stéphane Visconti, lors d'une [audition](#) par la commission des Affaires étrangères du Sénat le 8 janvier 2020. Egalement coprésident français du groupe de Minsk, il notait aussi, sans être entendu à l'époque, que les deux acteurs (l'Azerbaïdjan d'un côté, l'Arménie alliée au Haut-Karabakh de l'autre) *"campent sur des positions qui ont rarement été aussi maximalistes, chacun considérant que le temps joue pour lui et renforce ses cartes"*.

A cette résurgence d'une rhétorique belliqueuse, sur laquelle se greffe, du côté arménien, la mémoire vive du [génocide](#) perpétré par les Turcs en 1915, s'ajoutent, à Bakou, des raisons conjoncturelles. *"Il y a une crise économique interne en Azerbaïdjan car il y a une crise du pétrole"*, note Clément Therme, chercheur au Centre de recherches internationales de Sciences Po (Ceri) et spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase. Le président Ilham Aliev est en effet confronté à la chute des prix des hydrocarbures sur fond de crise liée à la [pandémie](#). Or les revenus florissants du pétrole aidaient à faire passer la pilule amère d'un régime [autoritaire](#) et clanique (Ilham Aliev, au pouvoir depuis 2003, a succédé à son père). *"C'est avec cette mobilisation patriotique que les autorités de Bakou ont voulu répondre à leur population"*, estime aussi un expert cité par [Le Figaro](#) (article abonnés). Il s'agissait enfin, pour ce pays pourtant sur-armé, de faire oublier ses revers en juillet dernier dans des accrochages avec la République d'Arménie. Un bombardement arménien avait alors tué un général azerbaïdjanais, comme le rapportait [Le Monde](#) (article abonnés).

Quelle est la situation sur place ?

Depuis le début des combats, la loi martiale est décrétée en Azerbaïdjan comme en Arménie. Du côté arménien, le Premier ministre, [Nikol Pachinian](#), ainsi que le dirigeant du Haut-Karabakh, Araïk Aroutiounian, ont également décrété *"la*

"mobilisation générale" en s'adressant, par cet appel, à tous les hommes en âge de combattre.

Mercredi 14 octobre, selon l'AFP, les affrontements ont déjà fait au moins 620 morts, d'après des bilans partiels qui pourraient être bien plus lourds, l'Azerbaïdjan ne communiquant pas les décès parmi ses troupes. Toujours selon l'AFP, l'Azerbaïdjan semble avoir conquis quelques territoires, sans avoir gagné un avantage significatif sur les séparatistes qui tiennent les montagnes.

Dans la région du Haut-Karabakh, une bonne partie de la population civile a été évacuée, mais celle qui est restée sur place se terre dans des abris. *"A Stepanakert [la capitale du Haut-Karabakh pour les indépendantistes], c'est difficile pour la population civile. Les habitants ont des abris de fortune, mais pas de vrais bunkers pour les protéger"*, témoigne la journaliste de France 2 Maryse Burgot dans ce reportage réalisé début octobre.

"Je n'ai pas vu d'enfants, parce qu'ils ont été évacués vers Erevan [la capitale de la République d'Arménie], mais il y a encore beaucoup de femmes qui sont restées auprès de leur mari ou de leurs fils", explique-t-elle à franceinfo (elle raconte aussi, sur [Instagram](#), un moment particulièrement émouvant qu'elle a vécu en marge de ce reportage). Enfin, après près de trois semaines de combats, les conséquences humanitaires s'annoncent déjà graves : *"Des centaines de milliers de personnes sont affectées dans la région"*, selon le Comité international de la Croix-Rouge.

Quel rôle joue la Turquie ?

Ankara, qui s'est dit prête, dès le 28 septembre, à soutenir Bakou *"par tous les moyens"*, est soupçonnée depuis longtemps d'attiser les braises. Ses initiatives *"créent des interrogations"*, [s'étonnait](#), dès janvier, l'ambassadeur Stéphane Visconti, dans un euphémisme diplomatique. Pour Gaïdz Minassian, spécialiste de la région et expert associé au Ceri, les Turcs sont venus *"renverser la table"* pour s'inviter à la table des négociations.

Ce nouveau front s'inscrit dans la droite ligne des *"aventures lancées par la Turquie en Syrie, puis en Libye"*, estime de son côté une autre chercheuse, Taline Ter Minassian, spécialiste des Etats post-soviétiques et enseignante à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), jointe par franceinfo. *"Le resserrement (...) des liens (...) entre la Turquie et l'Azerbaïdjan est à mettre au crédit des récentes visées expansionnistes du président Erdogan qui, sur tous les fronts, de la Syrie à la Libye, semble poursuivre les chimères du défunt Empire ottoman"*, précise-t-elle dans le magazine en ligne [The Conversation](#).

Cet appui turc à l'Azerbaïdjan passe notamment par *"un soutien militaire important, même si 68% des matériels utilisés par Bakou sont d'origine russe"*, remarque [Le Figaro](#) (article abonnés). Outre les armements, la Turquie a aussi

été accusée d'envoyer des miliciens syriens pour aider l'Azerbaïdjan, ce qu'elle dément. Si le président Emmanuel Macron a qualifié ces hommes de *"jihadistes"*, il s'agit plutôt de *"mercenaires"*, rectifie le journaliste de [France 24](#) et spécialiste des mouvements jihadistes Wassim Nasr.

Comment la Russie réagit-elle ?

Il est probable que Moscou n'apprécie guère cette incursion turque dans son pré carré, qui vient contrecarrer son rôle de médiateur entre les deux anciennes républiques soviétiques. Un rôle de médiateur d'ailleurs difficile : la trêve récente négociée sous son égide n'a jamais été respectée. Mais les Russes sont pragmatiques, note Clément Therme.

La Russie veut éviter, surtout, un degré de tension tel qu'elle soit contrainte de faire jouer l'alliance militaire avec l'Arménie, où elle dispose d'ailleurs de deux bases militaires. Les deux pays, relève [le Sénat](#), sont en effet liés par un traité de défense qui oblige Moscou à défendre l'Arménie si elle est attaquée (dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective, qui se veut le pendant de l'Otan).

Et quelle est la position de l'Iran voisin ?

Une autre puissance régionale est plutôt discrète, mais néanmoins inquiète, avec des intérêts à rebours de ceux de la Turquie. Dans ce jeu d'échecs compliqué, l'Iran chiite soutiendrait en effet davantage l'Arménie chrétienne, avec laquelle il a de forts liens économiques et historiques, que les Azerbaïdjanais, pourtant majoritairement chiites.

Mais pour Téhéran, qui essaie, comme Moscou, de ménager les deux parties, le dossier est délicat *"car il y a une forte minorité azérie présente en Iran"* qui peut être sensible aux secousses voisines, explique en substance Clément Therme.

Dernier point qui fâche Téhéran : les ventes d'armes israéliennes à Bakou. Selon [Le Monde](#) (article abonnés), il existe *"un faisceau de preuves parcellaires indiquant qu'Israël a pu livrer récemment du matériel militaire à Bakou, et que les forces azerbaïdjanaises ont pu user de drones israéliens dans leurs opérations dans le territoire séparatiste caucasien"*. Pour Israël, note encore le journal, Bakou est *"un partenaire stratégique"*, mais surtout *"un poste d'observation pour le renseignement israélien, à la frontière avec le grand rival régional iranien"*.

Quelle sortie de crise est envisageable ?

Difficile à dire, alors que l'heure semble plutôt à l'escalade. Théoriquement, la balle est dans le camp du groupe de Minsk, où règne une bonne entente entre les coprésidents français, américain et russe, selon les dires de l'ambassadeur

[Stéphane Visconti](#) en janvier, devant les sénateurs. Les trois pays ont d'ailleurs appelé, en vain, les belligérants au cessez-le-feu.

Mais un nouvel acteur s'est invité pour réclamer avec insistance une place privilégiée dans la discussion : la Turquie, qui dénonce déjà depuis longtemps *"un club chrétien"* et *"peu impartial"*, selon Stéphane Visconti. Ankara a donc proposé, mercredi 14 octobre, des *"pourparlers à quatre"* avec la Russie et les deux parties prenantes (séparatistes arméniens et Azerbaïdjanais). Une manière d'évincer Français et Américains et d'acter l'impuissance du groupe de Minsk, médiateur historique du conflit depuis trente ans. A moins de trois semaines de l'[élection présidentielle](#) aux Etats-Unis, il n'est pas sûr que les Américains réagissent pour s'investir dans le (lointain) conflit du Haut-Karabakh. Russie et Turquie deviendraient donc les seuls arbitres du conflit.

Parallèlement, partout dans le monde, les communautés arméniennes donnent de la voix pour dénoncer les exigences de cette Turquie qui refuse toujours de reconnaître le génocide perpétré il y a un siècle. Et elle se mobilise [en France](#) pour obtenir la reconnaissance de la république autoproclamée du Haut-Karabakh sous le nom de République d'Artsakh. Un appel rejeté mardi 13 octobre par le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, au nom de la nécessaire *"impartialité"* de la France en tant que *"médiateur"*.

Ouh là, ça a l'air compliqué ! Vous me faites un résumé ?

Dans le Caucase, la région du Haut-Karabakh, peuplée d'Arméniens, mais faisant partie de l'Azerbaïdjan, a proclamé son indépendance en 1991, lors de l'effondrement de l'URSS. Ce séparatisme a été jugé intolérable par la République d'Azerbaïdjan, qui a envoyé l'armée, mais s'est heurtée à la résistance des habitants du Haut-Karabakh, soutenus par l'Arménie voisine. Le conflit a fait 30 000 morts et des centaines de milliers de déplacés, mais la région est devenue indépendante de fait, sans être reconnue par la communauté internationale. En 1994, un cessez-le-feu a défini une ligne de démarcation entre les deux zones.

Malgré des combats qui éclataient régulièrement, la situation semblait plus ou moins stabilisée depuis. Mais la tension est remontée depuis le début de l'année 2020, sous l'effet de multiples facteurs (crise économique, montée des nationalismes, exigences croissantes de la Turquie...). Un dernier bilan fait état de plus de 600 morts depuis le début des combats fin septembre. La sortie de crise n'a rien d'évident. Elle passera par la reprise des négociations entre protagonistes et médiateurs internationaux, mais Ankara exige de jouer un plus grand rôle dans ce "pré carré russe", selon les spécialistes. Quant aux Etats-Unis, il est peu vraisemblable qu'ils se mêlent de ce conflit lointain, à quelques semaines de l'[élection présidentielle](#).

https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/caucase-l-article-a-lire-pour-mieux-comprendre-le-conflit-dans-le-haut-karabakh_4138597.html#xtor=CS1-747

Dans cette situation, le conflit du Karabakh a une solution: le principe de «Sésession- remède»

Entretien du Premier ministre à Libération

[Premier Ministre de la République d'Arménie](#)

16.10.2020

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a accordé un entretien au journal français Libération, dont la traduction est présentée ci-dessous.

Libération – M. Premier ministre, pourquoi le cessez-le-feu n'a-t-il pas fonctionné ?

Premier ministre Nikol Pashinyan – L'Azerbaïdjan a refusé le cessez-le-feu, même si ce statut a été adopté conjointement avec l'Arménie. C'était évident que la Turquie n'autoriserait pas l'Azerbaïdjan à maintenir et respecter l'accord. Durant les négociations, le président de la Turquie a déclaré qu'ils ne souhaitaient pas que l'Azerbaïdjan arrête les combats. Sans l'intervention turque, ce conflit n'aurait pas débuté. C'est la Turquie qui a encouragé l'Azerbaïdjan à attaquer. Les unités turques ont participé et participent aux attaques. Le commandement est constitué de militaires turcs haut gradés. C'est la Turquie qui a transporté des mercenaires et des terroristes venus de Syrie jusqu'à la zone du conflit au Haut-Karabakh et les a engagés pour les offensives. Ce n'est pas une coïncidence. Tout cela doit être appréhendé dans un contexte où la Turquie s'implante autour de la Méditerranée, en Syrie, en Irak, en Libye, et d'une certaine manière, en Grèce et à Chypre. C'est une politique impérialiste. La Turquie est essentiellement revenue dans le sud du Caucase pour continuer sa stratégie de génocide des Arméniens. Cela vise à remplir un objectif spécifique puisque les Arméniens sont le dernier rempart dans le sud du Caucase sur la route de la Turquie pour une expansion continue vers le sud et l'est.

Libération – La porte-parole de votre ministère de la Défense, Shushan Stepanian, a déclaré le 9 octobre 2020 que l'armée du Haut-Karabakh avait «suffisamment de cibles militaires près de la ligne de front». Pourquoi attaquer Ganja, en Azerbaïdjan, pendant le cessez-le-feu, au risque de cibler aussi des civils ?

Premier ministre Nikol Pashinyan – Vous dites «pendant le cessez-le-feu», mais il n'y a jamais eu de cessez-le-feu. Au contraire, Stepanakert et les autres villages ont été bombardés deux fois plus qu'avant à partir du moment où la trêve a été négociée. De toute manière, même après les discours des pays

membres du groupe de Minsk, il était impossible d'arrêter les tirs de roquette sur les bâtiments civils, les maisons, les villes. L'armée du Haut-Karabakh a donc décidé de répondre. A suite de quoi les bombardements sur Stepanakert se sont arrêtés. En tout cas, dans les quelques jours qui ont suivi.

Libération – Est-ce que c'est pour cela que vous avez encore appelé récemment les volontaires à rejoindre le front?

Premier ministre Nikol Pashinyan – Oui. Ce n'est pas qu'une guerre politique. C'est une tentative de génocide du peuple arménien. Nous devons nous défendre nous-mêmes, comme toute nation qui est menacée d'extermination. En particulier maintenant, nous voyons qu'il n'y a qu'une issue au conflit: le principe de «Sésession- remède». Il n'y a pas d'autre possibilité. Sinon les Arméniens devront faire face à un nettoyage ethnique dans les zones contrôlées par l'Azerbaïdjan.

Libération – Qu'attendez-vous de la Russie ?

Premier ministre Nikol Pashinyan – La Russie est le partenaire stratégique de l'Arménie. C'est aussi un des pays membres de l'Organisation du traité de sécurité collective, et du groupe de Minsk de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Nous espérons que la Russie va prendre des mesures plus efficaces et concrets pour arrêter cette offensive azerbaïdjanaise et turque. Je pense que les autres pays membres du groupe de Minsk et de la communauté internationale devraient aider la Russie à atteindre cet objectif.

Libération – Et qu'attendez-vous de la France ?

Premier ministre Nikol Pashinyan - La même chose que de la Russie, même si la Russie a plus d'outils et d'influence dans la région. La France devrait fournir les mêmes efforts et encourager la Russie dans cette stratégie.

Libération – Trente ans après le début du conflit, l'Arménie accepterait-elle une négociation, et à quelles conditions ?

Premier ministre Nikol Pashinyan – Nous sommes parvenus à cet accord à Moscou. Cela montre parfaitement que nous sommes prêts à négocier. Si c'était seulement la question du Haut-Karabakh, les négociations auraient déjà commencé avec la médiation d'un ou plusieurs membres du groupe de Minsk. Mais c'est la Turquie qui empêche les négociations, et poursuit son objectif d'établir son influence dans la région.

<https://www.primeminister.am/fr/interviews-and-press-conferences/item/2020/10/16/Nikol-Pashinyan-interview-Liberation/>

La couverture du conflit du Haut-Karabagh

France Culture

Le 15/10/2020

À retrouver dans l'émission

[Le Rendez-vous de la médiatrice](#) par [Emmanuelle Daviet](#)

Le traitement éditorial du conflit du Haut-Karabagh suscite l'intérêt des auditeurs. Pour leur répondre, Emmanuelle Daviet reçoit Arnaud Bousquet, directeur de la rédaction de France Culture dans le rendez-vous de la médiatrice.

Emmanuelle Daviet : *« Comment les journalistes peuvent-ils parler d'armée séparatiste en parlant de l'Armée nationale d'Arménie et celle de la République du Haut Karabagh. Cette notion de « séparatisme » me semble reléguer le combat des arméniens du Haut-Karabagh à un caprice de provinciaux gâtés, et l'utilisation systématique du terme « séparatisme » sur France Culture me semble correspondre à un discours politiquement correct ne voulant fâcher personne mais n'expliquant rien aux auditeurs. »*

Que peut-on répondre à cet auditeur ?

Arnaud Bousquet : *Que sur l'intention, l'idée n'est sûrement pas pour nous d'adopter une quelconque ligne « politiquement correct »... Et ça va mieux en le disant... donc merci à cet auditeur de l'avoir suggéré... Et puis lui dire aussi que sur le fond, il a raison... Le mot « séparatisme » n'est pas celui qu'il convient d'utiliser... Il est même carrément inapproprié puisqu'il pourrait induire une sorte de parallèle un peu ambigu avec la situation dans l'Est de l'Ukraine. Et en effet, l'emploi de l'expression séparatisme – d'une certaine façon et même involontairement – minore le combat des arméniens du Haut-Karabagh. Pour être plus précis, il faudrait plutôt parler de « République auto-proclamée ». Mais je crois c'est aussi important de noter que depuis 1991 et la disparition de l'Union Soviétique, la République du Haut-Karabagh n'est toujours reconnue par aucun des états membre de l'Organisation des Nations Unies...*

Emmanuelle Daviet : Mais donc pourquoi ce terme de république séparatiste a-t-il été employé sur l'antenne de France Culture ?

Arnaud Bousquet : *Alors puisque ça n'est pas, comme je vous l'ai dit – et j'espère que ça rassurera l'auditeur qui vous a écrit – puisque ça n'est pas pour faire dans le politiquement correct, s'il vous arrive d'entendre ce terme de « république séparatiste », c'est peut-être parce que l'Agence France Presse (AFP) l'utilise dans ses dépêches. Et que par facilité, il puisse être repris tel quel par un présentateur de journal, un chroniqueur (même si –j'ai vérifié- il n'a par exemple jamais été employé dans la Revue de Presse Internationale, sur France*

Culture, juste après le journal de 7h30)... Donc ce n'est évidemment pas une excuse... mais c'est une explication... Et en aucun cas, en aucun cas, un jugement de valeur de notre part...

Emmanuelle Daviet : Autre message: « Le caractère binaire pour ne pas dire manichéen de la présentation de ce conflit est construit avec facilité. Je trouve le traitement déséquilibré et trop clairement favorable à la partie arménienne, voire outrancièrement favorable à l'Arménie. »

Ce point de vue vous paraît-il justifié ?

Arnaud Bousquet : *C'est l'une des difficultés de la couverture de ce conflit. Difficulté bêtement matérielle, administrative... C'est un fait : pour les journalistes occidentaux, il est extrêmement compliqué de se rendre sur place, sur cette zone de guerre, en entrant par l'Azerbaïdjan. C'est la réalité depuis des semaines et encore à l'heure où nous nous parlons... Notre reporter Claude BRUILLLOT, qui se trouve dans la zone depuis une quinzaine de jours maintenant, n'a pas eu le choix. Pour accéder à ce secteur, il a dû transiter par Erevan, la capitale de l'Arménie. Depuis Moscou, avion jusqu'à Erevan et ensuite le Haut-Karabagh... Ensuite, là encore, disons les choses honnêtement mais clairement... même si l'Azerbaïdjan justifie son offensive militaire par la volonté de restaurer son intégrité territoriale mise à mal depuis 1994... selon les informations dont nous disposons, actuellement, les aspects les plus avérés des violations des règles internationales viennent plutôt du côté de l'Azerbaïdjan, avec une intervention turque contraire à ces mêmes règles internationales : des bombardements à l'aveugle sur des zones civiles, et la présence de miliciens syriens sur place envoyés par Ankara. C'est aussi tout cela que nos reportages et nos analyses font entendre.*

Une fois que je vous ai dit ça, il nous semble indispensable de faire entendre le point de vue de Bakou. Ce que nous faisons. Par exemple en diffusant sur France Culture dans l'un de nos journaux de 18h en diffusant un entretien avec l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Autre exemple, dans sa Revue de Presse Internationale du 29 septembre, Camille MAGNARD a cité des médias aussi bien arméniens qu'azerbaïdjanais, russes et turcs. Par ailleurs, je reviens à mon point de départ : Radio France tente encore, toujours, en ce moment d'envoyer un reporter sur place côté azerbaïdjanais...

Emmanuelle Daviet : « Vous serait-il possible de parler davantage de ces événements ? » demande un auditeur.

Concrètement comment couvrez-vous ce conflit ?

Arnaud Bousquet : *Donc, pour revenir sur nos conditions de couvertures, Radio France, et sa rédaction internationale ont dépêché sur place dès la fin septembre, notre correspondant permanent à Moscou, Claude Bruillot. Qui est*

un grand reporter plus qu'expérimenté... c'était l'un des premiers à rejoindre Kaboul après les attentats du 11 septembre 2001... Claude Bruillot est l'un des seuls journalistes français à avoir pu accéder au Haut-Karabagh. Il a rendu compte depuis la capitale, Stepenakert, des bombardements et de la situation des civils. Vous allez me dire, il fait juste son métier, mais je vous assure qu'il l'accomplit avec beaucoup beaucoup de courage, dans des conditions effrayantes... Sans donner de détails et pour avoir personnellement échangé avec lui ces derniers jours, Claude – nommons les choses- prend des risques physiques depuis deux semaines pour nous informer, pour témoigner, au plus près de la population... Ses reportages ont été diffusés dans toutes les éditions de France Culture – matinales, journal de 12h30, 18h et 22h. Et pour les aspects plus diplomatiques de ce conflit, ils sont également traités par nos correspondants depuis Bruxelles, Istanbul ou Moscou...

Alors évidemment il serait toujours possible de parler davantage du Haut-Karabagh, comme d'ailleurs des autres conflits en cours à travers le monde. Mais je voudrais rappeler que l'antenne de France Culture (c'est-à-dire aussi bien les journaux que les chroniques et les émissions) accorde une place prépondérante, j'allais dire prioritaire, à l'actualité internationale, plus que toute autre chaîne de Radio France...

Que nous sommes présents le plus régulièrement possible sur le suivi de ce conflit depuis le mois de septembre, et même déjà depuis le début de l'été, puisque Camille Magnard en avait fait le sujet principal de sa Revue de Presse Internationale le 15 juillet. Et nous continuerons de l'être dans les prochaines semaines. Et ce évidemment dans les journaux de France Culture, la Revue de Presse, les émissions, les chroniques... pour ne citer qu'elles... le Journal des Idées avec Jacques Munier et les Enjeux Internationaux avec Julie Gacon, entre 6h30 et 7h... C'est de bonne heure... mais justement, c'est l'occasion rêvée de découvrir la nouvelle application Radio France pour écouter ou podcaster l'ensemble de ces rendez-vous 24h/24...

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-rendez-vous-de-la-mediatrice/le-rendez-vous-de-la-mediatrice-du-jeudi-15-octobre-2020>

Le conflit sans fin du Haut-Karabakh

Le Soir

La dislocation de l'Union soviétique il y a trente ans a créé une situation conflictuelle entre Azéris et Arméniens. Ce quasi-Etat n'a jamais été reconnu officiellement et les combats ont repris début octobre.

Par MAGDALENA CHODOWNIK

Mis en ligne le 16/10/2020 à 13:35

Les combats qui se déroulent depuis plus de deux semaines au Haut-Karabakh entre Azéris et Arméniens ont déjà fait au moins 400 victimes et des dizaines de milliers de déplacés. L'exacerbation du conflit a atteint un nouveau sommet de violence depuis 30 ans. La tension et l'hostilité, relativement contenues ces dernières années, ont de nouveau éclaté.

Cette guerre est, d'une part, le fruit de conflits non résolus, de crimes non réglés et de la fierté ; et, d'autre part, de crises politiques et économiques. Aujourd'hui, les enfants doivent régler les dettes impayées de leurs parents et sont envoyés au front pour poursuivre une guerre que leur ont léguée leurs ancêtres.

Article réservé aux abonnés

<https://plus.lesoir.be/331961/article/2020-10-16/le-conflit-sans-fin-du-haut-karabakh>

Haut-Karabakh « En quittant Alep, je pensais éviter les combats »

L'Humanité

Lundi 19 Octobre 2020

Vadim Kamenka

Cet Arménien a quitté la Syrie en 2012, pour fuir le conflit. Dans son café, Hovig Asmaryan offre refuge et repas aux habitants.

Hovig Asmaryan Agriculteur et fondateur du café Samra

Une oasis de tranquillité en plein centre de Stepanakert, le café Samra apparaît irréel. Son magnifique jardin avec son oranger participe à rendre le lieu si particulier, alors que les explosions se poursuivent. Son propriétaire, Hovig Asmaryan, barbe grise, cheveux coiffés en arrière, vous reçoit avec un large sourire. « Avec ma femme, Isabelle, on essaye d'apporter un peu de réconfort aux gens. Du thé, de la soupe, un café, un refuge, un

peu de quiétude dans une journée qui semble en réunir des centaines », nous indique-t-il.

Cet article est réservé aux abonnés

<https://www.humanite.fr/haut-karabakh-en-quittant-alep-je-pensais-eviter-les-combats-695042>

Sous les bombes avec les séparatistes arméniens

Paris Match | Publié le 17/10/2020 à 06h50

De notre envoyée spéciale à Stepanakert [Flore Olive](#)

L'Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie, et l'Arménie se disputent à nouveau le Haut-Karabakh.

Ce soir-là, il célèbre son anniversaire. Pour ses 54 ans, Arthur avait réuni une quinzaine d'amis dans son appartement, au premier étage d'un immeuble du [centre-ville de Stepanakert](#). Une fête sans sa femme et ses deux filles, réfugiées à Erevan, mais une fête quand même, pour oublier, le temps de trinquer, que la guerre est en train de se rapprocher. Il était un peu plus de 20 heures quand elle les a rattrapés. Dès qu'ils ont entendu la sirène, pareille à celle qui prévenait nos anciens d'un bombardement imminent durant la Seconde Guerre mondiale, ils ont tenté d'aller s'abriter au sous-sol. Mais la frappe les a devancés. Le missile Lora, de fabrication israélienne, a percuté le toit et entièrement détruit le dernier étage du bâtiment. La façade a tenu, mais à l'intérieur ce n'est plus qu'un chaos de débris, de morceaux de verre et d'objets épars. Soufflée par l'explosion, Alina, 58 ans, est tombée du troisième étage pour venir s'écraser aux pieds d'Arthur.

Depuis le 2 octobre, les bombardements s'intensifient et les habitants de Stepanakert passent désormais le plus clair de leurs journées terrés dans les sous-sols, où ils ont amassé un peu de nourriture et de quoi dormir. La plupart des enfants ont déjà été évacués vers la capitale arménienne, envoyés en lieu sûr chez des parents ou des amis. La ville est déserte et les rares voitures qui circulent roulent à fond de train. Partout apparaissent les stigmates des frappes qui s'intensifient. Vitres brisées, façades éventrées ou criblées des trous creusés par les billes d'acier que dispersent autour d'elles les roquettes à sous-munitions antipersonnel.

En moins de 48 heures, la capitale du Haut-Karabakh est devenue une ville fantôme, comme l'était déjà sa voisine Martouni, située à une vingtaine de

kilomètres de la ligne de front. Dans le village tout proche de Berdashen, Youra, 65 ans, tâche de récupérer ce qu'il peut dans les ruines de la maison où il a toujours vécu. Entre les gravats, près de la voiture de son fils entièrement brûlée, il ramasse quelques photos de famille. Des images d'un temps révolu, miraculeusement intactes. Certaines sont à lui, d'autres à ses voisins. Quatre familles vivaient ici, côte à côte, avant qu'une bombe ne vienne tout saccager. « Chaque matin, ils tirent de la colline en face », explique-t-il. La guerre, Youra la connaît bien. Le vigneron s'est battu dans le conflit qui avait déjà opposé les deux pays entre 1988 et 1994. « Mais là, dit-il, ça n'a rien à voir. A l'époque, c'était davantage une guerre entre soldats. Il n'y avait pas de bombardements aussi forts sur les civils, et les armes n'étaient pas les mêmes... Pas aussi modernes, avec toute cette technologie. »

Une nouvelle guerre, donc, pour cette région du Nagorno-Karabakh aussi appelée « Artsakh » par ses 150 000 habitants. Il faut rouler près de sept heures depuis Erevan, sur une route sinueuse, pour accéder à cette zone montagneuse dont le point culminant atteint 3 000 mètres d'altitude et qui n'est reliée à l'Arménie que par un étroit passage, le corridor de Latchin. Majoritairement peuplé d'Arméniens, le Haut-Karabakh a été rattaché à l'Azerbaïdjan au temps des Soviétiques, en 1921. En février 1988, le Parlement de l'enclave vote l'union avec l'Arménie. Une décision consolidée par un référendum populaire. Ce mouvement déclenche un conflit qui fera plus de 25 000 morts. A la chute de l'Empire soviétique, en 1991, les Karabakhtsis se prononcent pour l'indépendance. La guerre ne se terminera qu'en mai 1994 par une victoire de l'Arménie. L'Azerbaïdjan perd alors 13 % de son territoire.

Depuis 1992, le groupe de Minsk, coprésidé par la France, les Etats-Unis et la Russie, est chargé de trouver une issue au conflit. Mais en avril 2016, de nouveaux affrontements ont lieu : c'est la « guerre des quatre jours ». Aujourd'hui, la République du Haut-Karabakh a tous les attributs d'un Etat : une Constitution, un Parlement, un gouvernement, une armée... Mais cet Etat autoproclamé n'est pas reconnu par la communauté internationale, ni même par l'Arménie qui, pourtant, le soutient militairement et financièrement. Traversé de pipelines de pétrole et de gaz destinés à approvisionner le marché mondial, frontalier de l'Iran au sud, le Haut-Karabakh a acquis une importance stratégique qui n'a cessé de se développer ces vingt-cinq dernières années. En Azerbaïdjan, une grande partie des revenus du pétrole issu de la mer Caspienne, qui ont chuté avec la pandémie de Covid, est consacrée aux dépenses militaires. Selon l'Institut international d'études stratégiques (IIES), Bakou pourrait compter aujourd'hui sur 126 000 soldats, là où l'Arménie n'en alignerait que 51 000 et le Haut-Karabakh, 20 000.

Liée militairement à l'Arménie chrétienne, via l'Organisation du traité de sécurité collective, la Russie a longtemps joué double jeu en armant les deux belligérants. L'Azerbaïdjan, turcophone et majoritairement peuplé de musulmans chiites, a signé en 2012 un contrat de vente d'armes d'un montant de 1,2

milliard d'euros avec Israël, qui lui a notamment fourni des drones. Le pays est soutenu par [la Turquie](#), accusée d'avoir recruté plusieurs centaines de mercenaires djihadistes en Syrie. Face à eux, dans les rangs des combattants karabakhtsis, se trouvent des Yézidis, accueillis par l'Arménie après avoir fui l'Irak et le génocide commis contre eux par Daech en 2014. Le peuple arménien avait lui aussi subi un génocide, en 1915, perpétré par la Turquie, devenue l'ennemi héréditaire.

Dans ce conflit, l'Arménie peut compter sur le soutien de sa diaspora. Venus de tous les pays du monde, ses membres sont nombreux à s'être portés volontaires pour aider ou se battre. Guevorg, 30 ans, a laissé sa femme, ses deux enfants et sa petite entreprise de toiture, près de Nantes, pour rallier l'armée. Pendant la précédente guerre, déjà, son père s'était engagé. Il en était revenu blessé au genou et handicapé. Mais cela n'a pas découragé le jeune homme, qui n'a pas fait son service militaire et n'a suivi qu'un entraînement de trois mois, il y a trois ans, lors d'un court séjour dans son pays d'origine. Sans expérience, lui qui aimerait « pouvoir se battre » va sécuriser des villages. « Nous devons frapper vite et fort, déclare-t-il, sinon ce conflit ne finira jamais et nous en reprendrons pour vingt ans. »

Aux urgences, la plupart des médecins et des infirmières, qui travaillent jour et nuit sans dormir ou presque, vivent sur place

Armen Hagopjanian, 50 ans, a débarqué de Los Angeles pour soigner les blessés. Lui aussi a laissé derrière lui sa famille, une femme et trois enfants. Ce chirurgien spécialiste des chevilles est arrivé le matin même à l'hôpital civil de Stepanakert, où sont amenés les blessés des bombardements mais aussi les soldats ne pouvant pas être pris en charge à l'hôpital militaire, déjà saturé. « En tant que médecin, affirme-t-il, ton devoir est d'être ici. Particulièrement quand les victimes sont de ton propre sang. Quand les collègues comme les amis t'appellent pour te demander du soutien, qu'ils te parlent des morts et des blessés, tu ne te poses aucune question, tu achètes ton billet d'avion et tu pars. »

Aux urgences, la plupart des médecins et des infirmières, qui travaillent jour et nuit sans dormir ou presque, vivent sur place. Tous ont un frère, un fils ou un cousin au front. Et malgré le bruit des sirènes annonçant un bombardement imminent, devant l'ampleur de la tâche, la peur se dissipe. Plusieurs fois, ils ont été capables de déménager en moins de cinq minutes patients et matériel dans le bunker tout équipé, au sous-sol du bâtiment, à travers des couloirs bondés. La veille, le 2 octobre, ils ont accueilli plus de cent blessés. La plupart sont stabilisés là avant d'être évacués vers les hôpitaux d'Erevan pour laisser la place à d'autres.

La solidarité dans l'adversité fait que chaque personne autour de toi devient ta famille

« La technologie utilisée par l'Azerbaïdjan est incroyable : depuis que je suis ici, je n'ai pas vu une seule blessure par balle », raconte David, un chirurgien de 29 ans originaire d'Erevan et mobilisé volontaire depuis le début des affrontements, le 27 septembre. Il y en a pourtant. Dans une des salles où trois soldats viennent d'être amenés, Taron, âgé de seulement 18 ans, regarde, presque incrédule, comme sonné, un médecin extraire de sa jambe anesthésiée une balle de plusieurs centimètres. Puis il la prend et l'observe attentivement avant de la fourrer dans la poche de sa veste déchirée, comme un trophée. A peine le projectile ôté, on évacue le blessé au sous-sol où se trouvent plusieurs patients en réanimation, atteints à la tête. « Ils sont nombreux, explique Elmira Grigorian, une infirmière de 58 ans. Mais beaucoup d'autres sont aussi touchés à l'abdomen et on a pratiqué pas mal d'amputations. »

Epuisée, elle ne peut se retenir de pleurer lorsqu'elle évoque cette première guerre lors de laquelle son mari a été blessé : « Nous n'avions pas encore récupéré et voilà que ça recommence ! » Ces souvenirs-là, Armen Hagopjanian, le médecin américain qui vivait alors en Arménie et avait des proches sur le front, a préféré les oublier. De cette période, il ne veut se rappeler que la reconstruction après le chaos, cette solidarité dans l'adversité « qui fait que chaque personne autour de toi devient ta famille ». « Le pire dans la guerre, dit-il, c'est quand les gens finissent par s'habituer et qu'ils arrêtent même de pleurer. »

<https://www.parismatch.com/Actu/International/Sous-les-bombes-avec-les-separatistes-armeniens-1707698>

VIDEO. Haut-Karabakh : Israël fournit bien des drones à l'Azerbaïdjan pour frapper des cibles arméniennes

franceinfo

L-L Dao; T. Werkmeister, J-P. Tarani

franceinfo – France Télévisions

Mis à jour le 17/10/2020 | 09:41 – publié le 17/10/2020 | 09:41

Franceinfo a enquêté pour vérifier cette affirmation des autorités arméniennes : des drones israéliens seraient utilisés par Bakou contre des cibles arméniennes dans le conflit armé au Haut-Karabakh. Voici ce que nos journalistes ont pu mettre en évidence, notamment en analysant des images amateur.

Depuis fin septembre, la guerre [dans le Haut-Karabakh](#) a repris. Ce territoire enclavé, situé en [Azerbaïdjan](#), est une république autoproclamée dont

l'Azerbaïdjan et l'Arménie se disputent le contrôle. Dans ce conflit, les drones donnent un avantage redoutable à l'armée azérie. L'Arménie affirme qu'[Israël](#) les a fournis à Bakou.

L'accusation est particulièrement embarrassante pour l'Etat hébreu, allié de l'Occident qui aurait aidé un pays autocratique musulman en guerre contre un pays démocratique et chrétien. Pour savoir si ces accusations étaient fondées, franceinfo a mené une enquête. Des images amateur de frappes aériennes, qui ont inondé les réseaux sociaux, constituent le point de départ.

Le drone d'une entreprise israélienne identifié

La vidéo ci-dessous montre ainsi un homme tenir dans ses mains un drone. Franceinfo a analysé les images de cet appareil avec un expert. Il s'agit d'un Orbiter 1K, dont la forme est clairement reconnaissable. Il est produit par l'entreprise israélienne Aeronautics.

À deux autres reprises, dans une vidéo amateur et une vidéo du ministère de la Défense azéri, le même drone peut être identifié en action.

Provenance et fabrication

L'Orbiter 1K est un drone kamikaze qui transporte une charge explosive. Une fois sa cible identifiée, il la détruit en plongeant dessus.

Dans un [inventaire indépendant](#) (*PDF en anglais*) compilant les modèles utilisés par chaque pays, on peut constater que les Azéris ont acheté beaucoup de drones israéliens, et ce, depuis presque 10 ans. Une usine de production de drones israéliens a même été construite dans le pays. Franceinfo a pu retrouver les images du président azéri en visite dans cette usine en 2011 et 2016.

Toujours en 2016, le pays a signé un contrat de près de 5 milliards de dollars avec des entreprises israéliennes, dont IAI (pour Israel Aerospace Industries), un autre fabricant de drones. Dès le mois d'avril, des Harop, drones d'IAI, ont été utilisés sur des cibles arméniennes.

Secret de polichinelle

L'achat et l'utilisation de ces drones ont été publiquement reconnus par le conseiller en affaires étrangères du président azéri. Un enregistrement obtenu par franceinfo auprès de [Walla! News](#), une publication israélienne, le confirme.

Toutefois, Israël a-t-il suspendu les exportations d'armes vers son client à l'approche du conflit ? Franceinfo a pu noter l'existence de plusieurs liaisons aériennes suspectes peu avant le début de conflit, des vols qui peuvent avoir transporté de l'armement.

Ainsi, selon les données de Flight Radar, le 24 et le 30 septembre 2020, il semble y avoir eu quatre vols entre Bakou et la base militaire d'Ovda, en Israël. Il s'agit de trois avions-cargos de la compagnie Silk Way Airlines, ainsi que d'un appareil affrété par le ministère de la Défense. Les combats ont commencé seulement trois jours après le début de ces rotations.

Echange de bons procédés

Au final, cette entente est moins étonnante qu'elle n'y paraît. Le conflit, plus nationaliste que religieux, cache surtout des enjeux économiques et géopolitiques.

Bakou fournit à Israël environ 40% de ses besoins en pétrole. En retour, son allié lui envoie armes, missiles et équipements de défense. De plus, l'Azerbaïdjan possède une longue frontière avec l'Iran, une zone qui intéresse particulièrement les services de renseignement israéliens. Les deux pays ont en commun de vouloir réduire l'influence de Téhéran dans la région.

Face à la violence du conflit dans le Haut-Karabakh, il est difficile pour les Israéliens d'assumer une telle alliance. *"L'Etat hébreu entretient des relations de longue date avec l'Azerbaïdjan, et la coopération entre les deux pays n'est dirigée contre aucune partie"*, a déclaré, le 5 octobre, le président Reuven Rivlin à son homologue arménien.

Aussi embarrassant soit-il, Israël ne semble néanmoins pas prêt, pour l'instant, à renoncer à un allié important.

https://mobile.francetvinfo.fr/monde/israel/video-haut-karabakh-israel-fournit-bien-des-drones-a-lazerbaidjan-pour-frapper-des-cibles-armeniennes_4144151.html#xtref=acc_dir&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/israel/video-haut-karabakh-israel-fournit-bien-des-drones-a-lazerbaidjan-pour-frapper-des-cibles-armeniennes_4144151.html

ARTSAKH/MOBILISATION

INTERVIEW D'ANNE HIDALGO - « Je suis favorable à l'autodétermination [...] il faut soutenir l'Arménie »

19/10/2020

NAM

Nouvelles d'Arménie Magazine : Dans votre dernière interview à Nouvelles d'Arménie, vous aviez déclaré à propos de l'Artsakh : « Il faut absolument aider

ce bout de terre arménienne constamment menacé par des voisins surarmés et pratiquant le blocus. Cela sera un des premiers chantiers de mon action internationale ». Comment réagissez-vous à l'offensive massive lancée le 27 septembre par l'Azerbaïdjan, avec l'implication de la Turquie, contre l'Artsakh ?

Anne Hidalgo : Je pourrais tenir aujourd'hui exactement les mêmes propos. J'ajouterais que je suis d'abord très préoccupée. Ce que je découvre chaque jour sur la violence des combats, le non-respect de la Convention de Genève, la violence à l'égard des civils, la volonté d'effacer la présence arménienne sur ce « bout de terre » est inacceptable, tout comme l'implication manifeste et assumée de la Turquie dans ce conflit. En fournissant à l'Azerbaïdjan un soutien politique, militaire et médiatique, la Turquie a profondément modifié l'équilibre régional. Elle déstabilise toute la région. Si la Turquie souhaite assumer un rôle de puissance régionale, elle doit contribuer par son action à la stabilité, à la recherche de solutions négociées et à la prospérité de la région. Et au préalable, reconnaître le génocide arménien de 1915. On en est loin ! J'ajoute qu'elle pratique un jeu très dangereux notamment en ouvrant la possibilité à des djihadistes de rejoindre l'Azerbaïdjan et de participer aux combats.

NAM : Cette attaque, sous-tendue par une volonté de nettoyage ethnique, ne délégitime-t-elle pas les prétentions du régime Aliiev à placer ce territoire sous sa tutelle ?

AH : Bakou est clairement l'agresseur dans ce conflit, avec le soutien de la Turquie. Son régime porte donc une très grande responsabilité. C'est au groupe de Minsk réunissant Français, Américains et Russes de déterminer quel sera l'avenir du Karabagh et de son peuple, qui devra être appelé à se prononcer. Je souhaite au plus vite qu'il puisse mettre fin au conflit et débiter des pourparlers en vue d'une paix durable et juste dans la région. Je constate d'ailleurs que ce week-end il a obtenu une trêve humanitaire que j'espère plus suivie que le cessez-le-feu de la semaine dernière, violé à de nombreuses reprises. La guerre n'est jamais une solution et dans le cas du haut Karabagh, elle réveille des souvenirs douloureux vieux d'un siècle.

NAM : Comment qualifier l'implication ouverte du régime d'Erdogan dans cette offensive contre des Arméniens, 100 ans après le génocide ?

AH : Il est très clair que le régime du président Erdogan joue sur la fibre nationaliste. Il nie la réalité du génocide arménien et il semble encourager les populations du Haut Karabagh à effectuer des pratiques de nettoyage ethnique. Chaque fois que je me suis rendu à Erevan j'ai voulu rendre hommage à la mémoire du million de victimes, et à chaque fois je me suis interrogée sur les mécanismes qui permettaient à des hommes de planifier et d'exécuter de tels crimes contre l'Humanité. On croit pouvoir attribuer une partie de ces mécanismes à l'époque. Mais à chaque génocide - et j'ai été la contemporaine de deux d'entre eux (Cambodge et Rwanda) - ce sont les mêmes mécanismes infernaux qui se mettent en place : négation de l'autre, volonté d'exterminer de

manière systématique, sentiment d'impunité et détournement de la vérité au nom d'une idéologie mortifère. Nous n'en sommes pas encore là dans le conflit du haut Karabagh mais on pourrait y arriver, et j'y suis particulièrement vigilante. L'implication de la Turquie dans un conflit avec les Arméniens réveille malheureusement la mémoire du génocide tant en Arménie qu'au sein de la diaspora.

NAM : Un groupe de 22 parlementaires français, venant de divers bancs, ont demandé jeudi que l'Assemblée nationale vote une résolution pour la reconnaissance « sans délai » par la France de la république d'Artsakh. Que pensez-vous de cette initiative et comment vous positionnez-vous personnellement par rapport à cette revendication sur la reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh ?

AH : Je comprends naturellement la démarche de ces parlementaires. Si l'unique solution au conflit actuel était la reconnaissance du haut Karabagh, il ne faudrait pas hésiter. Mais le Ministère des affaires étrangères estime que seul le groupe de Minsk peut permettre le retour à la paix et à la sécurité. Je ne veux donc pas entraver ou gêner les efforts de la France pour trouver une solution pacifique. Je suis en contact très régulier avec le Quai d'Orsay qui œuvre de manière énergique et pragmatique pour mettre fin au conflit. L'objectif est que les Arméniens puissent vivre de manière durable et sûre au haut Karabagh comme en Arménie. Je partage les priorités du Gouvernement français qui cherche, avec le groupe de Minsk, la fin des affrontements et le retour des négociations. Je suis favorable à l'autodétermination, à titre individuel, il faut soutenir l'Arménie dans cette épreuve et ce combat.

NAM : Peut-on espérer que le Conseil de Paris, à l'instar de la ville de Genève, et d'autres villes et institutions en Europe, reconnaisse l'indépendance de l'Artsakh ou, du moins, demande à la France de reconnaître cette indépendance ?

AH : J'ai effectivement observé que Genève et Milan avaient pris des positions très claires en faveur de la reconnaissance du Haut Karabagh ou du droit à son autodétermination. Le Conseil de Paris ne peut pas le faire car le droit des collectivités locales n'autorise pas les municipalités à reconnaître ou à signer un accord avec une entité qui n'est pas reconnue par la France. Mais la Ville peut conduire d'autres initiatives. J'ai été informée que l'UGAB Europe souhaitait envoyer de jeunes ressortissants européens comme observateurs. Je trouve cette initiative excellente. J'ai proposé qu'à leur retour ils puissent venir témoigner de ce qu'ils ont vu en y associant les maires européens qui le souhaitent. Cette restitution devrait avoir lieu mi-novembre.

NAM : Comment la ville de Paris peut-elle exprimer sa solidarité envers l'Artsakh et l'Arménie, tous deux gravement atteints par cette attaque ?

AH : Je préside l'association internationale des maires francophones (AIMF) dont, naturellement, Erevan est membre. J'ai demandé que l'AIMF développe immédiatement une aide d'urgence de 50.000 € pour aider à l'accueil des

réfugiés et faire face à la crise sanitaire. C'est un premier pas. J'ai également reçu Marie-Lou Papazian, la présidente de TUMO, qui vous le savez a également une antenne à Stepanakert, et nous avons évoqué ensemble les liens que nous pourrions développer entre les différents TUMO. Mon adjoint en charge des relations internationales, Arnaud Ngatcha, est en contact permanent avec l'Ambassadrice d'Arménie à Paris comme avec les deux co-présidents du CCAF.

J'ai par ailleurs l'intention de me rendre à Erevan au début de l'année 2021 avec une délégation du Conseil de Paris afin de lui témoigner notre solidarité et voir comment renforcer encore nos liens.

par [Ara Toranian](#) le lundi 19 octobre 2020

© armenews.com 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70337&utm_source=dlvr.it&utm_medium=facebook

Arménie : le soutien des parlementaires

La Provence

Par L.M.

dimanche 18/10/2020 à 13h34

Outre la gestion de l'aide humanitaire, c'est aussi désormais à un travail de lobbying que s'attelle le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF) Sud, avec pour objectif *"la signature d'une charte d'amitié entre les collectivités et la République de l'Artsakh et la sensibilisation des parlementaires à la reconnaissance de cet État"*, explique Julien Harounyan, son responsable.

Dès le 29 septembre, le député PCF des Bouches-du- Rhône Jérémie Bacchi condamnait dans un tweet l'offensive militaire des Azéris, et apportait son *"soutien au peuple arménien"*.

Mardi, une manifestation pour la reconnaissance internationale de la République a rassemblé quelque 7 000 personnes devant l'Assemblée nationale. À leurs côtés, des parlementaires comme la députée LREM des Yvelines Aurore Berger, le député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), celui des Pyrénées-Atlantiques Jean Lassalle ou encore la sénatrice LR des

Bouches-du-Rhône Valérie Boyer, ont apporté leur soutien à la cause. Présente également sur place, la députée LREM des Bouches-du-Rhône Alexandra Louis déclarait dans un tweet que *"l'Artsakh ne doit pas devenir le théâtre d'une déstabilisation régionale orchestrée par la Turquie"*. Le lendemain, Valérie Boyer posait dans l'hémicycle une question au gouvernement, lui demandant de ne pas rester neutre dans ce conflit et de reconnaître la République : *"Un nouveau génocide est en place et on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. Une partie de l'histoire de l'humanité est en train de s'écrire, faisons en sorte que cette histoire ne s'écrive pas sans l'Europe et sans la France."*

Alors qu'hier, le député LR des Bouches-du-Rhône Guy Teissier manifestait à son tour son soutien dans un tweet - *"C'est un drame humain qui se joue au Haut-Karabakh, il faut que cela cesse ! Face à une menace d'un tel ordre, il en va de la responsabilité de la France et de l'ensemble des États membres de l'Onu de reconnaître la République du Haut-Karabakh !"* - un nouvel appel à manifester devant l'Assemblée nationale était lancé pour ce dimanche à 15 h, par les organisations représentant les Arméniens de France.

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6151004/armenie-l-e-soutien-des-parlementaires.html>

Arménie : les people s'engagent sur les réseaux

La Provence

dimanche 18/10/2020 à 13h09

Par L.M.

Tribunes, appels aux dons, soutiens. Le conflit du Haut-Karabakh mobilise les stars. Dans sa story Instagram, les photos du baptême arménien de ses enfants à Erevan sont barrées de quatre mots *"Armenia needs our help"* (*"L'Arménie a besoin de notre aide"*). Comme ses sœurs Khloé (122 millions d'abonnés) et Kim (190 millions), Kourtney Kardashian (102 millions) n'a pas tardé à afficher son soutien aux Arméniens, sensibilisant ses abonnés à leur cause et les appelant à faire un don.

Une aide financière que Kim, la plus célèbre des sœurs Kardashian, a largement amorcée la semaine dernière en faisant un don d'un million de dollars au Fonds arménien pour venir en aide aux victimes du conflit du Haut-Karabakh.

"J'adresse mes pensées et prières aux courageux hommes, femmes et enfants."

Je veux que chacun se souvienne que malgré la distance qui nous sépare, nous ne sommes pas limités par des frontières et que nous sommes ensemble une nation globale arménienne", a-t-elle déclaré dans un message vidéo posté sur Facebook.

Hollywood, Robert Guédiguian,

André Manoukian, Simon Abkarian

En quelques jours, des dizaines de milliers de comptes anonymes se sont parés des couleurs rouge bleu orange du drapeau arménien. Des hashtags comme #PeaceForArmenians ou #Arstakhstrong et des aplats de couleur rouge ou orange ont fleuri sous les messages, articles et vidéos, postés et partagés de façon virale. Dans ce flux ininterrompu, les personnalités d'origine arménienne (ou pas) ont rapidement usé de leur notoriété pour mettre l'accent sur le drame qui se joue dans la petite région montagneuse du Caucase. Parmi eux, les acteurs américains Jack Black et Michael B. Jordan, la chanteuse Cher, le chanteur britannique Elton John (avant de supprimer son post, assailli de commentaires), mais aussi les artistes français Pascal Légitimus ou Hélène Ségara.

La lettre à Erdogan écrite par le musicien André Manoukian a été partagée plus d'un millier de fois sur Twitter depuis le 5 octobre ; le texte révolté publié le lendemain par le cinéaste marseillais Robert Guédiguian sur Facebook l'a été plus de 2 000 fois. *"Non, nous ne sommes pas des séparatistes, nous sommes nos fleuves, nos rivières, nos plaines, nos forêts et nos montagnes et voulons vivre en paix",* a rappelé le comédien Simon Abkarian dans *"Mon festival de théâtre en Arménie"*, vibrant texte qui tourne depuis dix jours sur les réseaux sociaux. *"Je n'ai aucune haine contre le peuple turc, aucune haine contre le peuple azéri,* ajoute l'écrivaine aux origines arméniennes Sophie Fontanel sur son compte Twitter. *Des fous nous poussent à la haine. Toujours, des fous nous poussent à la haine."*

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6151001/armenie-les-people-sengagent-sur-les-reseaux.html>

Pour la reconnaissance de l'Artsakh, contre les dictatures et le djihadisme ! Le Drian démission !

NAM

Près de 20000 participants ont défilé dimanche 18 octobre à l'appel du CCAF depuis les Invalides jusqu'à l'ambassade d'Azerbaïdjan en passant place du Canada, où est érigée la statue du Révérend Père Komitas. Une foule immense qui a porté haut les drapeaux arménien, artsakhiote et français, et brandi de nombreuses pancartes ou banderoles demandant la reconnaissance de l'Artsakh tout en dénonçant l'inaction de la communauté internationale.

Après avoir chanté les hymnes français et arménien, des applaudissements nourris ont salué l'héroïsme des soldats qui défendent les Artsakh. Une minute de silence a été observée en hommage à Samuel Paty, le professeur assassiné vendredi soir en région parisienne, lui aussi victime du terrorisme.

Les coprésidents du CCAF – en contact quotidien avec l'Elysée - ont successivement pris la parole pour exposer la situation :

Mourad Papazian a rappelé que personne ne bouge pour stopper l'offensive alors même que l'Azerbaïdjan n'a respecté aucun des cessez-le feu laborieusement conclus. Il a demandé le départ de Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires Etrangères, devenu indigne de représenter la France en mettant en avant son souci de neutralité. Il a aussi renouvelé au président Macron sa demande d'intervention pour défendre l'Arménie et l'Artsakh

Ara Toranian a souligné que l'existence même du peuple arménien se joue en ce moment. Défendre l'Arménie, c'est défendre la civilisation, contre les jihadistes tchetchènes, afghans, pakistanais venus en nombre combattre contre l'Artsakh. Il a également rappelé que le but ultime de la Turquie est de fédérer les peuples turcs en une alliance allant des rivages de la Méditerranée à la muraille de Chine. La reconnaissance de l'Artsakh est indispensable, et pour cela le soutien de la France est primordial, y compris pour expliquer à ses alliés qu'il faut cesser de soutenir ces deux dictatures.

Durant tout le cortège, de nombreuses prises de paroles d'élus et de personnalités ont alterné avec des slogans, insistant sur l'urgence de la reconnaissance de l'Artsakh et d'une intervention pour stopper les combats, afin d'éviter un nouveau génocide.

François Pupponi, député du Val d'Oise a déposé une résolution pour demander la reconnaissance de l'Artsakh avec Guy Tessier, président du groupe d'amitié. Trois raisons ont motivé sa démarche :

Officialiser le combat des Artsakhiotes

Éliminer l'argument juridique prétendant que l'Artsakh est azéri

La France, pays des droits de l'homme, doit prendre ses responsabilités (cf le scandale des chartes d'amitiés)

L'avocat Arno Klarsfeld a rappelé son engagement et celui de sa famille auprès des Arméniens. Il s'est notamment impliqué pour la reconnaissance du génocide et l'extension de la loi Gayssot. On ne peut pas être neutre quand il s'agit de lutter contre les jihadistes.

Patrick Karam, vice-président du Conseil Régional d'Ile de France a rappelé la barbarie des Azéris et des jihadistes. Il a fait un parallèle avec Alep où les Chrétiens ont été massacrés avec le soutien de la Turquie. La neutralité revient à être complice du génocide qui se déroule sous les yeux du monde entier.

Berivan Firat, porte parole du Conseil Démocratique Kurde a assuré de sa pleine solidarité dans une allocution très applaudie : les Arméniens respectent la laïcité, défendent les droits de l'homme et les droits des femmes ce qui n'est pas le cas des jihadistes contre lesquels luttent également les Kurdes. S'ils ne se sont pas montrés capables de défendre les Arméniens en 1915, ils sont maintenant alliés et partagent les mêmes combats.

Pascal Torre, membre de la commission internationale du PCF (qui a reconnu l'Artsakh en 2019) a exprimé sa pensée pour les populations bombardées. Il demande d'arrêter de parler de séparatisme : l'Artsakh est arménien et les combattants se battent pour la démocratie alors qu'Erdogan ne fait que semer la guerre.

Le champion du monde de boxe Arsen Goulamirian, fils d'un héros de la guerre d'Indépendance, a apporté une note d'espoir : la victoire est au bout du combat, car les Arméniens se battent avec le cœur.

Evagoras Mavrommatis, président de la communauté chypriote a exprimé son indignation face aux exactions de la Turquie, qui a récemment occupé Famagouste dans l'indifférence générale. Erdogan doit reconnaître le génocide et libérer Chypre. Il a évoqué une belle phrase de Patrick Devedjian : « la cause chypriote c'est aussi la notre » et a plaidé pour des actions communes, notamment pour faire bouger le conseil de l'Europe.

Une prière commune a été conduite par un prêtre en mémoire de ceux qui sont tombés.

Plusieurs élus se sont à nouveau succédés pour réaffirmer leur soutien :

Denis Larghero, qui a insisté sur l'engagement des Hauts de Seine

Jean Didier Berger, maire de Clamart a annoncé que le drapeau de l'Artsakh flotte sur sa commune

Arthur Khandjian, adjoint d'André Santini (également présent) à Issy les Moulineaux a regretté que tous les Arméniens d'Ile de France ne soient pas présents, tout le monde devant être responsable de la cause arménienne. Nous devons être dignes de ces enfants qui donnent leur vie sur le front.

Mesrob Altounian, adjoint d'Arnouville a annoncé que sa commune allait demander l'indépendance de l'Artsakh.

A l'arrivée à proximité de l'Ambassade, der Agopian, président de l'Association de Soutien à l'Artsakh a également apporté son éclairage sur les situation.

par [Näiri](#) le lundi 19 octobre 2020

© armenews.com 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70330

Le Parlement flamand vote une résolution pour un cessez-le-feu immédiat

NAM

Jeudi, sur présentation du sénateur Belge et membre du gouvernement Flamand, Karl Vanlouwe, le Parlement flamand a voté une résolution approuvée à l'unanimité sur l'Artsakh.

« Pendant la crise internationale du Corona, l'Azerbaïdjan et la Turquie ont déclenché une nouvelle guerre contre la population du Haut-Karabakh et de l'Arménie. Les cibles civiles et des hôpitaux sont attaqués. Et même des rebelles djihadistes syriens sont déployés par la Turquie. Le conflit prend une direction totalement inacceptable. Nous avons donc appelé le Parlement flamand à voter un cessez-le-feu immédiat et au lancement de négociations de paix durables. Le peuple du Haut-Karabakh mérite notre soutien continu !! »

par [Jean Eckian](#) le samedi 17 octobre 2020

© armenews.com 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70143

«Cette guerre est comme un deuxième génocide»

Tribune de Genève

La communauté arménienne a défilé à Genève contre la guerre dans le Haut-Karabakh.

Antoine Grosjean

Publié: 16.10.2020, 21h55

Des flambeaux fouettés par la bise et des masques sanitaires aux couleurs du drapeau arménien. C'est ainsi équipées que plus de 500 personnes ont défilé ce vendredi soir du Palais Wilson à la place des Nations pour réclamer la fin des hostilités dans le Haut-Karabakh. Les manifestants sont pour l'essentiel des membres de la communauté arménienne de Genève, de France voisine et de Suisse romande.

«Que le cessez-le-feu soit respecté»

«Oui à l'autodétermination de l'Artsakh», peut-on lire sur une pancarte. L'Artsakh est le nom arménien du Haut-Karabakh, région sécessionniste au cœur du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. «Nous demandons que le cessez-le-feu signé le 9 octobre soit respecté, explique Marie-Eugénie Nichanian, venue de Vevey pour manifester. Il a été violé à peine cinq minutes après son entrée en vigueur. Les frappes azéries n'ont jamais cessé. Moi qui n'ai jamais vécu en Arménie, je me suis demandé s'il ne fallait pas que j'aille là-bas pour défendre le pays que mes grands-parents ont fui suite au génocide.»

Les slogans visent aussi à la Turquie d'Erdogan, accusée de soutenir militairement l'Azerbaïdjan. «Les Arméniens ne veulent que la paix, assure Ani Ghazaryan-Drissi, une Arménienne de Genève. Nous voulons aussi que la communauté internationale reconnaisse l'autonomie de l'Artsakh. Cette guerre est comme un deuxième génocide.»

Publié: 16.10.2020, 21h55

<https://www.tdg.ch/cette-guerre-est-comme-un-deuxieme-genocide-742742525102>

Genève: Marche aux flambeaux en soutien à l'Arménie

20minutes

16.10.2020 à 21:22

Plus de 500 personnes ont manifesté en silence leur soutien à l'Arménie vendredi soir entre le Palais Wilson et la place des Nations.

A l'appel de la communauté arménienne de Suisse, plus de 500 personnes ont manifesté leur soutien à l'Arménie vendredi soir à Genève. Elles demandent l'arrêt des combats au Haut-Karabakh et le droit à l'autodétermination de la population.

La manifestation, qui a eu lieu à la lumière de flambeaux, a reçu le soutien d'une trentaine de partis et d'organisations genevoises, dont le PDC, la gauche et la Ligue suisse des droits de l'homme. Après avoir constitué une chaîne humaine le long du quai, en face au Palais Wilson, siège du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, les participants ont marché jusqu'à la place des Nations.

L'action a été entièrement silencieuse. De nombreuses banderoles et masques de protection reproduisant le drapeau arménien étaient visibles. «Nos territoires ne sont pas à négocier», «L'Arménie veut la paix – l'Azerbaïdjan, la guerre», «Stop à l'agression Turco-Azérie contre l'Arménie» ou encore «Evitons un 2e génocide du peuple arménien!", pouvait-on lire sur les rares pancartes.

Vendredi matin à l'heure de pointe, quelque 300 manifestants pro-arméniens ont bloqué la douane de Bardonnex, côté français. Dénonçant les attaques qui durent depuis le 27 septembre, ils demandaient la reconnaissance du Haut-Karabakh par l'Europe et l'OTAN.

Frappes sur Nagorny Karabakh

La capitale de la région séparatiste du Nagorny Karabakh était à nouveau vendredi la cible de bombardements, tandis que de violents combats font rage sur le front et que l'Azerbaïdjan a revendiqué la prise de nouveaux territoires.

Une série d'explosions a été entendue dans la nuit de vendredi à samedi à Stepanakert, ainsi que des alertes anti-aériennes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Un haut-représentant du Nagorny Karabakh, Artak Beglarian, a lui affirmé vendredi soir sur Twitter que Stepanakert avait été frappée par «des missiles lourds».

(ats/nxp)

https://www.20min.ch/fr/story/marche-aux-flambeaux-en-soutien-a-larmenie-323816303261?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1602876496

Haut-Karabakh : le conseil municipal de Limonest vote pour l'indépendance de l'enclave

France 3

Fatima Bouyablane

Lors du conseil municipal de Limonest le 15 octobre 2020, les élus souhaitent que la France reconnaisse l'indépendance de l'Artsakh. C'est la deuxième municipalité de France, et la première en région Auvergne-Rhône-Alpes, à en faire le vœu.

Publié le 16/10/2020 à 13h49 • Mis à jour le 17/10/2020 à 00h33

Le conseil municipal de Limonest (Métropole de Lyon) a formulé, le jeudi 15 octobre 2020, le vœu suivant : *"la reconnaissance par la France de la République d'Artsakh, gage de sécurité pour ses populations, de stabilité régionale et mondiale"*. Ce vœu a été voté à l'unanimité par les 27 conseillers municipaux, y compris ceux de l'opposition.

Cet été, le 12 juillet 2020, Arthur Nighoghossian, conseiller municipal délégué de Limonest avait écrit au président de la République, Emmanuel Macron, lui demandant de *"condamner les attaques de l'Azerbaïdjan dans le Haut Karabakh"*. Son courrier est soutenu par de nombreux députés du Rhône, maires et autres élus de la région.

"La France doit imposer la paix"

L'Artsakh (nom arménien du Haut-Karabakh) est une enclave située entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Sa population est à 95%

arménienne. Gelé depuis 1994, le conflit au Haut-Karabakh s'est de nouveau embrasé. L'Azerbaïdjan veut récupérer ce territoire. Dans ce combat, le pays est soutenu par l'Iran et la Turquie. La Russie, elle, soutient l'Arménie. Des soutiens qui font craindre une internationalisation du conflit.

Joint par téléphone, Arthur Nighoghossian regrette que la France s'en tienne à son impartialité. Pour lui, *"la France et l'Europe doivent imposer la paix là-bas. Trop de civils sont tués, dont beaucoup de jeunes. On ne peut plus être neutre"*.

"On est en situation de catastrophe humanitaire"

Pour le journaliste drômois Krikor Amirzayan, qui était l'invité de notre émission [Entre deux](#) ce mercredi 13 octobre sur France 3 Rhône-Alpes, *"on est en situation de catastrophe humanitaire, dans le Haut-Karabakh"*, explique-t-il. *"Et au regard de ce péril, seule la reconnaissance de l'Artsakh, et son rattachement à l'Arménie, peut garantir la protection du peuple arménien du Karabakh"*.

En 1921, l'enclave était rattachée à l'Azerbaïdjan. Mais depuis la chute de l'URSS, elle avait auto-proclamé son indépendance en 1991. Une indépendance non reconnue par la communauté internationale, et donc non reconnue par la France.

Des soutiens français sous pression diplomatique

A Bourg-lès-Valence, 15% de la population est d'origine arménienne. La maire (LR) de la ville, Marlène Mourier, multiplie les prises de position en faveur de l'indépendance de l'Artsakh.

Dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, elle avait signé une charte d'amitié avec Chouchi, la capitale historique du Haut-Karabagh. Mais comme la France n'a jamais reconnu l'Etat autoproclamé, le Tribunal administratif de Grenoble a annulé cette charte. Par ailleurs, les autorités ont demandé à la maire d'enlever le drapeau de la République autoproclamée du Haut-Karabagh que la municipalité avait posé à l'entrée de la commune.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes vote une aide de 100.000 € pour aider les Arméniens

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a voté une aide humanitaire de 100.000 € pour aider les Arméniens dans leur conflit face aux Azéris. Cette aide a déjà permis d'acheminer 10 tonnes de matériel depuis l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry. Un autre avion est prévu.

Le président de la Région AURA Laurent Wauquiez ne veut pas "se dérober de nos responsabilités. Il faut prendre parti. Il y a des gens qui sont attaqués, il y a une population qui est attaquée" rapportent nos confrères du Progrès.

Fatima Bouyablane

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/haut-karabakh-conseil-municipal-limonest-vote-independance-1884996.html>

Niort. 150 manifestants pour l'Arménie

La Nouvelle République

Publié le 17/10/2020 à 19:42 | Mis à jour le 17/10/2020 à 19:57

A l'appel de deux associations, environ 150 personnes ont manifesté ce samedi après-midi à Niort pour l'Arménie et contre la Turquie.

Environ 150 personnes se sont retrouvées ce samedi après-midi au pied de l'hôtel de ville de Niort pour manifester pour l'Arménie et contre la politique turque. Ce rassemblement s'est tenu à l'appel d'Arménie 79 et de l'[Association sociale et culturelle arménienne](#), l'Asca.

Les manifestants ont notamment réclamé la reconnaissance de la République d'Artsakh, dans le Haut-Karabakh, accusant le président turc Erdogan d'y organiser un nettoyage ethnique.

Ils ont défilé dans les rues jusqu'à la place de la Brèche en scandant des slogans contre Erdogan.

<https://www.lanouvellerepublique.fr/niort/niort-150-manifestants-pour-l-armenie>

Gap : la communauté arménienne manifeste pour le Haut-Karabakh

Le Dauphine

Ils dénoncent le conflit qui fait rage depuis le 27 septembre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh.

Par Sandie BIRCAN – 17 octobre 2020 à 15:55 | mis à jour à 16:21

16 h 20 : Les manifestants sont arrivés devant l'hôtel du département où se dresse la stèle en hommage aux morts du génocide arménien.

15 h 30 : Ce samedi, ils sont près de [150 Arméniens ou sympathisants des Hautes-Alpes à défiler dans les rues de Gap](#). Ils demandent la reconnaissance de l'état du Haut-Karabakh et la mobilisation de la communauté internationale. Le cortège doit rejoindre l'esplanade de l'hôtel du Département.

Il est dans le centre ville et manifeste au son des « Reconnaissance » ou « Erdogan [le président turc, NDLR] terroriste ».

<https://www.ledauphine.com/defense-guerre-conflit/2020/10/17/gap-la-communaute-armenienne-manifeste-pour-le-haut-karabakh>

Strasbourg : les Arméniens bloquent le pont de l'Europe pour manifester contre la guerre au Haut-Karabakh

France 3

Ils étaient plus d'une centaine d'Arméniens de France et d'Allemagne, ce vendredi 16 octobre 2020 au matin, à bloquer le pont de l'Europe, pour manifester contre la guerre au Haut-Karabakh. Le pont qui relie Kehl à Strasbourg a été bloqué de 7h30 à 9h.

Publié le 16/10/2020 à 12h03 • Mis à jour le 16/10/2020 à 12h33

Drapeaux rouge-bleu-orange aux couleurs de l'Arménie, une banderole blanche "stop la guerre". Les Arméniens de Strasbourg ont voulu alerter l'opinion publique en bloquant la circulation sur le pont de l'Europe.

Ils étaient plus d'une centaine pour dire leur opposition à la guerre qui se déroule au Haut-Karabakh, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Armen Khatchatouryan habite à Strasbourg depuis 15 ans, il porte le drapeau arménien autour du cou. "Aujourd'hui, on voulait parler de cette guerre, pour que l'Europe regarde ce qui se passe, parce qu'on tue des gens au Haut-Karabakh."

Armen vient de Russie, mais il a de la famille en Arménie. Il impute la faute à la Turquie et à l'Azerbaïdjan. "La France a toujours été aux côtés de l'Arménie, c'est une bonne chose et nous en sommes reconnaissants. Mais il faut que l'Europe prenne position sur ce conflit", ajoute-t-il.

À côté de lui, Arakelyan Karapet ajoute : "je voudrais que l'Europe reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh. C'est la seule chose que nous voulons."

Le conflit au Haut-Karabakh a repris [en septembre 2020 après plus de 25 ans de conflit gelé](#).

Florence Grandon

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/strasbourg-armeniens-bloquent-pont-europe-manifester-contre-guerre-haut-karabakh-1884988.html>

A Londres des centaines d'Arméniens dénoncent la partialité de la BBC sur la diffusion des informations du conflit de l'Artsakh

NAM

Des centaines d'Arméniens ont manifesté devant le siège de la télévision BBC à Londres pour demander un traitement partial de l'information au sujet de l'agression de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan et la Turquie. Les manifestants scandaient et affichaient des panneaux sur lesquels on pouvait lire « Honte à la BBC ! », « Arrêtez de diffuser les mensonges azéris et turcs » ou « BBC raconte la réalité ! ». Les manifestants chantant des chansons patriotiques arméniennes et affichant les drapeaux de l'Arménie et de l'Artsakh ont interpellé l'opinion publique britannique afin que la BBC arrête de cacher la vérité concernant l'agression de l'Azerbaïdjan sur l'Artsakh. Ils exhibaient également des panneaux sur lesquels étaient inscrits « Reconnaissez l'Artsakh ! », « Fin à l'agression ! », « votre silence tue la population civile ! ». Il est vrai que l'Angleterre a des intérêts financiers importants dans l'industrie du pétrole azéri...

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le samedi 17 octobre 2020

© armenews.com 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70231

Le Haut-Karabakh a paralysé l'A3

16/10/2020 - Jean-François COLIN - Luxemburger Wort

Une manifestation de membres de la diaspora arménienne a bloqué ce vendredi matin dans les deux sens l'autoroute à hauteur de la frontière franco-luxembourgeoise. Un bouchon de plus de dix kilomètres s'est formé en pleine heure de pointe.

Une mauvaise surprise attendait les travailleurs frontaliers français ce vendredi matin sur le chemin du Grand-Duché. A bord d'une centaine de véhicules, quelque 500 membres de la diaspora arménienne avaient en effet décidé d'organiser une opération escargot sur l'A31. Objectif de la manifestation: sensibiliser sur le conflit armé en cours au Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. **Vers 8h30**, le Cita annonçait que l'A31 était complètement bloquée dans les deux sens au niveau de la frontière, et que donc, plus aucun véhicule ne pouvait passer. **Peu après 10 heures**, l'autoroute était à nouveau libre.

Résultat: un bouchon de plus de dix kilomètres s'est rapidement formé en pleine heure de pointe matinale. Les manifestants se sont regroupés tôt dans la matinée, et c'est peu avant 7 heures qu'ils sont passés à l'action. Une bonne centaine de manifestants ont également bloqué la N52 entre Longwy et la Belgique, paralysant là aussi complètement le trafic dès 7 heures du matin. **Vers 8h30** cependant, la route était rouverte à la circulation, mais seulement dans le sens Belgique-Longwy et la circulation s'est effectuée au compte-gouttes.

Direction les institutions européennes?

Une double opération qui fait suite à celle menée au matin du 5 octobre dernier au rond-point «Pôle de l'Europe», qui relie Longwy, Aubange et Rodange, et qui avait ce jour-là également causé de nombreux embarras de circulation sur cet axe très fréquenté.

«Nous lèverons le blocage durant la matinée», affirme **Ishkhan Hovhannisyan**, l'un des 2.000 Arméniens d'origine habitant dans le Grand Est. «Peut-être allons-nous alors décider de monter à Luxembourg afin de poursuivre notre action au plus près des autorités européennes», poursuit le membre du collectif.

Un conflit meurtrier

Les membres de la diaspora arménienne cherchent à sensibiliser au conflit meurtrier qui oppose actuellement l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh, un territoire contesté entre les deux pays. «Nous cherchons à obtenir l'arrêt de cette guerre financée par le président turc Erdogan et la reconnaissance du Haut-Karabakh comme territoire arménien», précise celui qui est présent ce matin sur l'A31.

Depuis le début des hostilités le 27 septembre, des bilans partiels communiqués font état de 242 morts: 209 soldats du Karabakh, 14 civils arméniens, et 19 civils azerbaïdjanais, Bakou ne communiquant pas ses pertes militaires. Mais le bilan pourrait être bien plus lourd, Erevan assurant que 3.000 soldats azerbaïdjanais sont morts et Bakou disant avoir tué 2.300 militaires arméniens.

<https://www.wort.lu/fr/luxembourg/le-haut-karabakh-a-paralyse-l-a31-5f8946b6de135b9236deac8f>

ISRAEL

Des Azerbaïdjanais attaquent des Arméniens pacifiques en Israël avec des bâtons et des pierres

NAM

Près de 20 Azerbaïdjanais ont attaqué des manifestants pacifiques arméniens avec des bâtons et des pierres en Israël alors qu'ils organisaient un convoi motorisé avec les drapeaux de l'Arménie et de l'Artsakh contre la coopération militaire entre Israël et l'Azerbaïdjan, a déclaré le représentant du Patriarcat arménien de Jérusalem le père Tiran.

"Pendant la course automobile, près de 20 Azerbaïdjanais avec 3-4 voitures ont bloqué la route de nos manifestants, ont commencé à casser les voitures avec des pierres et des bâtons, et ont frappé les Arméniens dans les voitures. Des affrontements ont commencé entre nos manifestants et eux, au cours desquels 4 à 5 jeunes Arméniens ont été légèrement blessés, tandis qu'un arménien âgé a perdu connaissance, qui a été hospitalisé. Pour le moment, tout le monde se sent bien ", a déclaré le père Tiran.

Il a noté que lors de l'incident, les Azerbaïdjanais ont causé des dommages matériels de 5 000 à 10 000 dollars.

Le père Tiran a ajouté que la police israélienne était arrivée sur les lieux et avait arrêté certains des Azerbaïdjanais, qui avaient provoqué l'incident.

Les assaillants avaient des drapeaux azerbaïdjanais avec eux.

par [Stéphane](#) le samedi 17 octobre 2020

© armenews.com 2020

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70252

TURQUIE

La guerre du Karabakh laisse présager un nouvel exode des arméniens de Turquie

NAM

Asia Times Financial

[Laura-Maï Gaveriaux](#) 15 Octobre 2020

ISTANBUL - Elen se sent mal à l'aise de se déplacer dans l'Istanbul natale de son père depuis que la guerre a éclaté dans l'enclave ethnique arménienne du Haut-Karabakh le 27 septembre.

Née d'une mère française et d'un père turco-arménien, elle a grandi entre les deux pays, a fait ses études en Turquie et a été profondément influencée par la culture arménienne de son père. En tant qu'architecte consultante dans un

bureau multinational à Istanbul, elle n'avait pas été pleinement confrontée à un sentiment de conflit de loyauté - jusqu'à présent.

Au début, lorsque les combats ont commencé, Elen a espéré qu'il s'agissait d'une petite escarmouche frontalière, intermittente depuis que les Arméniens du Haut-Karabakh ont pris l'autonomie après l'éclatement de l'Union soviétique il y a trois décennies.

« Les premiers jours on ne savait presque rien, on attendait, pensant que c'était peut-être un épisode de plus où chacun provoquait l'autre, comme en 2016, voire l'été dernier. Cela deviendrait difficile, puis redescendrait bientôt », a déclaré la jeune femme à Asia Times.

Mais il est rapidement devenu clair qu'il s'agissait d'une offensive azerbaïdjanaise majeure, visant à reprendre un territoire autrefois abritant une minorité azerbaïdjanaise et que les Nations Unies reconnaissent comme faisant partie des frontières délimitées par les Soviétiques de l'Azerbaïdjan.

Lorsque les quartiers de Stepanakert, la plus grande ville du Haut-Karabakh, ont été bombardés dès la première semaine de la bataille, l'ambiance en Turquie - l'alliée sans vergogne de Bakou - s'est polarisée de plus en plus.

Les nationalistes turcs et azerbaïdjanais ont commencé à défiler dans les rues, avec des klaxons et des slogans belliqueux.

« Tous les Arméniens de Turquie ont ressenti le poids du conflit et je dois dire que cela m'a fait peur », a déclaré Elen.

La guerre de deux semaines et demie a déjà vu plus de 500 soldats arméniens tués, ce qui donne un indice sur les pertes militaires azerbaïdjanaises, qui sont strictement censurées. Des dizaines de civils auraient été tués de chaque côté.

Loups gris déchaînés

Dans la semaine du 5 octobre, qui a précédé les premières négociations de cessez-le-feu à Moscou sous le patronage russe, les tensions ethniques à Istanbul ont atteint leur paroxysme.

Marche des Loup gris - le groupe d'extrême droite turque qui attire régulièrement l'attention pour son implication dans l'agression contre les progressistes - s'est progressivement rapproché des quartiers arméniens historiques d'Istanbul.

Elen se souvient avoir paniqué lorsqu'elle les a entendus passer près de chez elle sur l'avenue Halaskârgazi une nuit à Osmanbey, un quartier traditionnellement arménien.

« J'ai pris mon chat, mon ordinateur portable et j'étais prêt à m'enfuir avec juste un pull par-dessus mon pyjama. Je me suis vraiment vu piégé, comme un rat.

C'était une fausse alerte. Mais c'était la première fois que je vivais une telle chose.

La situation des Arméniens en Turquie n'a jamais été complètement allégée, pas plus que celle de toutes les autres minorités de cet ancien empire, multiculturel par définition.

Alors que les communautés minoritaires musulmanes, telles que les Kurdes et les Alevis, sont intégrées de facto dans le groupe majoritaire, celles des autres confessions sont classées comme des minorités. Ceux-ci incluent les Arméniens, les orthodoxes grecs et la communauté juive. Cette situation les relègue souvent au rang d'une sorte d'ennemi domestique, dans un pays où le nationalisme est toujours par définition recouvert d'appartenance à l'islam.

« Il n'y a pas si longtemps, Hrant Dink, le rédacteur en chef du journal arménien *Agos*, a été tué en plein jour », a déclaré un ancien rédacteur en chef d'une chaîne de télévision indépendante qui avait été interdite dans la répression après le coup d'État manqué de 2016, qui souhaitait pour rester anonyme.

« C'était précisément sur l'avenue Halaskârgazi en 2007, à une époque où des groupes nationalistes étaient à l'origine d'une série d'assassinats. Les loups gris semblaient alors échapper au contrôle des autorités, même s'ils savent comment les utiliser lorsqu'il s'agit de faire pression sur des manifestations d'opposition.

Propriété laissée pour compte

Que les choses dégénèrent en Turquie, c'est ce qui effraie Gasbar, un Turco-Arménien de 40 ans qui est récemment revenu de Londres pour faire sortir sa mère de Turquie.

« Je ne pense pas que le gouvernement orchestrerait ou autoriserait les pogroms », a-t-il déclaré à *Asia Times*. « Mais la rue est autre chose, les fascistes sont réchauffés par des années de discours agressifs aux plus hauts niveaux de la classe politique. »

Sa famille devait déménager cette année à Erevan, la capitale de l'Arménie, où tout résident arménien peut obtenir la citoyenneté.

« Nous attendions de pouvoir vendre la maison, mais en raison de la situation économique et du prix de la lire, pour le moment elle ne vaut rien. Alors, nous allons et espérons qu'il n'y aura pas de saisies pour ceux qui sont partis, si du jour au lendemain nous sommes déclarés ennemis de la sécurité de l'Etat. Cela s'est déjà produit dans l'histoire.

Les pogroms d'Istanbul de septembre 1955 ont vu un déchaînement de deux jours par des foules nationalistes ciblant des propriétés appartenant à des Grecs, qui ont fait plus d'une douzaine de vies et déclenché un nouvel exode de Grecs. L'événement a également affecté la communauté arménienne.

Les Arméniens de Turquie, concentrés à Istanbul et qui ne sont aujourd'hui que 60 000 environ, constituaient autrefois un tiers de la population de l'Anatolie. La Turquie nie à ce jour que 1,5 million de citoyens arméniens de l'ancien Empire ottoman aient fait l'objet d'un génocide, et soutient que les massacres et les déportations doivent être considérés dans le contexte de la Première Guerre mondiale.

Le leader islamiste turc Recep Tayyip Erdogan a par le passé cherché à lier le nettoyage des minorités de la république à ses prédécesseurs laïques. Mais alors que sa star politique a sombré au milieu de la crise économique, il est revenu à une position résolument nationaliste en contradiction avec les communautés minoritaires de Turquie.

La mère de Gasbar était seule depuis que d'autres jeunes hommes de sa famille sont partis pour l'Arménie avec l'intention de se battre pour le Karabakh, connu par les Arméniens sous le nom d'Artsakh.

Pour les Arméniens qui restent, la méfiance entre les communautés devient insupportable.

« Au bureau, j'avais l'habitude de déjeuner avec un collègue azerbaïdjanais. Les bombardements ayant également touché des zones civiles de son côté, je n'ose même plus le saluer », raconte Elen, qui s'apprêtait à quitter la Turquie pendant de bonnes heures après avoir été interviewé par Asia Times.

À la suite de l'effondrement rapide du cessez-le-feu négocié par Moscou le 10 octobre, elle craint que le conflit du Karabakh s'enlise pendant des années comme il l'a été en Ukraine.

« Après ces dernières semaines, alors que je ne me suis jamais senti aussi mal à cause de ce que je suis, je ne veux plus vivre dans un environnement multiculturel », a déclaré Elen à Asia Times.

Elle envisage maintenant de se faire une vie en Arménie.

Asia Times Financial

par [Stéphane](#) le samedi 17 octobre 2020

© armenews.com 2020

L'article original :

<https://asiatimes.com/2020/10/karabakh-war-portends-new-turkish-armenian-exodus/>

Comment les aventures militaires de la Turquie réduisent les libertés intérieures

NAM

Le député turc d'origine arménienne Garo Paylan a publié dans l'édition du 15 octobre du New York Times une tribune dédiée au conflit arméno-azéri dans laquelle il dénonce la politique belliqueuse de la Turquie. Une prise de position courageuse de la part de ce député membre du parti démocratique des peuples (HDP, opposition pro-kurde), dont beaucoup de ses représentants ont payé de leur liberté leurs critiques du régime d'Erdogan. Nous en publions ici la traduction de cet article paru en anglais.

ISTANBUL - Une procession de voitures pleines d'hommes agitant le drapeau de l'Azerbaïdjan, klaxonnant et sifflant a traversé le district de Kumkapi à Istanbul, qui abrite le patriarcat arménien d'Istanbul et de nombreuses familles arméniennes. Ce cortège automobile, le 28 septembre, était une provocation, une menace, qui ont empli ma communauté, la petite communauté arménienne - 60 000 individus sur 83 millions - en Turquie de peur.

Après une trêve précaire de plusieurs décennies, le conflit sur le statut du Haut-Karabagh - une enclave arménienne « séparatiste » en Azerbaïdjan - entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a repris le mois dernier, entraînant un déploiement militaire important, la destruction de centres civils et des milliers de victimes.

Dans cette guerre, la Turquie soutient fermement l'Azerbaïdjan, avec lequel elle partage des liens ethniques, et le président Recep Tayyip Erdogan a rejeté les appels mondiaux à un cessez-le-feu. Il a soutenu l'Azerbaïdjan avec des équipements militaires, des drones et outils de propagande.

Cette stratégie est conforme à la décision du gouvernement de M. Erdogan d'accroître l'emprise militaire de notre pays à l'étranger - Syrie, Libye et Méditerranée orientale - pour renforcer la position de la Turquie en tant que puissance régionale.

Mais il y existe aussi un lien direct entre la volonté du gouvernement turc de se lancer dans des conflits à l'extérieur et la fermeture de l'espace démocratique intérieur turc.

J'en ai été témoin et l'ai vécu moi-même, en tant qu'Arménien de Turquie et en tant que membre du Parlement turc, représentant, pour la ville à majorité kurde de Diyarbakir, du Parti démocratique des peuples, ou HDP, une formation qui

rassemble les Kurdes du pays, des citoyens de gauche, des écologistes, féministes et minorités dans l'opposition au Parti de la justice et du développement de M. Erdogan, ou AKP, et à son règne.

L'implication de la Turquie dans les conflits régionaux a attisé la ferveur nationaliste, anéanti l'espace réservé aux défenseurs de la paix et de la démocratie et accentué un sentiment de peur et de vulnérabilité parmi les populations minoritaires.

Au cours des dernières semaines, les réseaux de télévision turcs contrôlés par le gouvernement et les quotidiens pro-gouvernementaux ont adopté un ton ultranationaliste, décrivant l'Arménie comme l'ennemi, et diffusant et imprimant ad nauseam des images de cibles arméniennes détruites par des drones turcs. Un mois environ plus tôt, le gouvernement turc s'est heurté à la Grèce et à Chypre au sujet du partage des ressources énergétiques de la Méditerranée orientale. Durant quelques semaines, c'était la Grèce qui était l'ennemi.

Dès le 27 septembre, j'ai dénoncé le bellicisme de la Turquie dans le conflit du Haut-Karabagh sur Twitter, affirmant qu'Ankara devrait cesser de jeter de l'huile sur ce feu, car il n'y aura pas de gagnants dans cette guerre : les Arméniens et les Azéris seront perdants. J'ai exhorté mes compatriotes : « Nous devons faire tout notre possible pour un cessez-le-feu.

Le tournant autoritaire de mon pays, mes antécédents et mes opinions politiques suffisent à faire de moi une cible. Le 5 octobre, l'Institut Eurasie des affaires stratégiques, un média nationaliste, a publié une annonce d'une page entière en faveur de l'Azerbaïdjan à Sabah, un journal lié à la famille Erdogan. Il a été signé par les anciens et actuels membres de l'AKP au Parlement turc.

Sabah m'a accusé d'être pro-arménien et d'être coupable de trahison, appelant la justice turque et le Parlement à « remplir leur devoir ». Dans le climat politique turc actuel, cela ressemblait à un appel à lever mon immunité - les parlementaires en Turquie jouissent de l'immunité- afin que je puisse être jugé pour mes prises de position pacifiques. Néanmoins, j'ai déposé plainte contre les auteurs de ces déclarations et j'ai continué de plaider en faveur de la paix dans le Caucase.

En tant qu'Arménien de Turquie et descendant de rescapés du génocide, je connais très bien le sens de ce message. En 2007, Hrant Dink, un célèbre journaliste arménien d'Istanbul, qui dirigeait le journal Agos, a été assassiné par un nationaliste turc au cours d'une période similaire de nationalisme exacerbé. M. Dink avait dit un jour de la minorité arménienne de Turquie qu'elle « vivait avec les craintes d'une colombe ».

L'obscurité où s'est engouffrée la Turquie semble se creuser chaque jour davantage. Au cours des dernières semaines, des dizaines de mes amis du HDP, dont Ayhan Bilgen, le maire élu de Kars, à la frontière avec l'Arménie, ont été arrêtés sur de fausses accusations de terrorisme, notamment pour avoir

organisé des manifestations en 2014 à travers le pays. Ces manifestations étaient une réponse à l'indifférence du gouvernement face au siège de la ville kurde syrienne de Kobane par l'État islamique.

Un acte d'accusation vise sept parlementaires du HDP -dont moi-même- pour « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel », et un procureur s'apprête à demander au Parlement de lever notre immunité, ce qui permettra ensuite à la police de venir nous arrêter. C'est le sort qu'ont connu Selahattin Demirtas, ancien coprésident du HDP, et des milliers d'autres membres et représentants du HDP, qui sont actuellement en prison. On comprend aisément les intentions politiques de telles mesures, qui visent à paralyser notre parti - le troisième de Turquie - et à affaiblir l'opposition.

Malgré ces nouvelles menaces, j'ai obtenu les encouragements de milliers de personnes qui m'appelaient, m'écrivaient et recueillaient des signatures pour m'exprimer leur soutien. L'autre jour encore, un employé municipal qui nettoyait les rues m'a apostrophé en ces termes : « Mon député, s'ils vous emmènent un jour et que vous ne pouvez plus nous voir, sachez que nous sommes ici ! »

Vous vous demandez peut-être pourquoi nous continuons de lutter pour la démocratie dans ce pays. Tout n'a pas toujours été aussi sombre en Turquie. Il y a dix ans, la Turquie se présentait comme une démocratie relativement prometteuse, en voie d'adhésion à l'Union européenne et appelant à la paix régionale. Elle exaltait la politique du « zéro problème avec les voisins », et à un certain moment, nous étions même sur la voie d'une normalisation des relations avec l'Arménie.

Nous avons fondé le HDP dans cette période d'espoir en 2012. Notre mission était de soutenir le processus de paix avec les Kurdes et d'introduire une voix pluraliste sur la scène politique étouffante de notre pays. Je suis entré au Parlement en 2015, exactement un siècle après que mon arrière-grand-père a été tué dans le génocide arménien. Mon objectif était d'aider à construire une démocratie assez forte et ouverte pour que les Turcs, les Kurdes, les Arméniens, les Alevis, les autres minorités et les femmes puissent vivre sans aucune crainte, en tant que citoyens égaux.

J'ai aspiré à la réconciliation turco-arménienne et œuvré en ce sens. Lorsque j'ai rencontré des Arméniens lors de mes voyages à l'étranger, j'ai fait valoir que cette lutte pour le cœur et l'âme de la Turquie était importante parce que seule une Turquie démocratique pouvait faire face à son passé - et alors seulement notre guérison collective pourrait commencer.

Mais la Turquie a pris la voie de l'autoritarisme après 2015, et nos droits civils fondamentaux sont suspendus actuellement. Le président Erdogan, autrefois partisan des réformes menées à l'initiative de l'Union européenne et d'un processus de paix avec les Kurdes, a instauré au cours de la dernière décennie le régime d'un seul homme, s'est éloigné de la démocratie et est entré dans une

coalition avec des nationalistes turcs de droite. Un plus grand militarisme s'en est suivi.

Le nationalisme et l'autoritarisme ne peuvent ni résoudre nos problèmes intérieurs ni apaiser la région. Le meilleur choix pour mon pays sera toujours de rechercher la paix régionale et de tisser des liens amicaux avec nos voisins. La Turquie doit encourager l'Arménie et l'Azerbaïdjan à reprendre les pourparlers de paix et à faciliter un règlement durable du problème du Haut-Karabakh.

Samedi [10 octobre], la Russie, qui est liée par un accord de défense avec l'Arménie et a de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan, a amené les deux pays à conclure un cessez-le-feu. Cela a mis en évidence le rôle de la Russie dans la région et a laissé la Turquie hors du jeu diplomatique. Si le président Erdogan veut être pertinent, il devrait cesser d'exacerber les tensions dans le Caucase et soutenir le cessez-le-feu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Mais je ne suis pas naïf et je sais qu'au-delà, seule une Turquie démocratique peut aider à stabiliser sa région et agir en tant que membre responsable de la communauté internationale. C'est pourquoi je ne resterai pas silencieux face aux menaces et continuerai de lutter pour la démocratie ici et la paix à l'étranger.

Garó Paylan, membre du HDP au Parlement turc

par [Garó Ulubeyan](#) le samedi 17 octobre 2020

© armenews.com 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=70147

« La Turquie représente une menace systémique » pour le vice-président de la commission européenne

Public Sénat Le 17 oct 2020

Par Ici l'Europe

5mn

Caroline de Camaret : la Turquie continue à narguer les Européens, en envoyant des navires en Méditerranée. Avez-vous l'impression que des sanctions sont inéluctables ?

Margarítis Schinás : Là aussi, je pense qu'il y a un consensus émergeant au sein du conseil européen, que la Turquie représente un problème, et une menace systémique. Ce n'est pas que la question de l'instabilité en Méditerranée orientale, ici, il y a un comportement systémique qui commence en Libye et qui continue en Syrie, au Kurdistan et maintenant au Haut-Karabagh, et en Méditerranée orientale.

Les amis turcs doivent décider avec qui ils veulent être dans ce monde. S'ils veulent être avec nous, ou proches de nous, en tant que membre de l'OTAN, un pays candidat à l'adhésion, ça a un coût ! Il faut un certain comportement. Si par contre ils préfèrent l'Iran, Téhéran ou le Hamas, là c'est un autre choix. Et je pense que tôt ou tard nos amis turcs devront faire ce choix stratégique et l'Europe agira en fonction de cette décision.

Publié le : 17/10/2020 à 17:00 - Mis à jour le : 17/10/2020 à 17:00

<https://www.publicsenat.fr/article/politique/la-turquie-represente-une-menace-systemique-pour-le-vice-president-de-la>

Miliciens, drones : la tactique militaire bien rodée de la Turquie

Courrier International [Il Foglio - Milan](#)

Publié le 17/10/2020 - 10:38

De la Libye au Haut-Karabakh, le président turc s'engage militairement sur de plus en plus de terrains étrangers. Et pour peser, il utilise toujours la même méthode, analyse ce journaliste italien.

La Turquie est presque omniprésente dans les nouvelles qui nous parviennent de l'étranger, étant au cœur de nombreuses crises. [Elle joue un rôle de premier plan à Tripoli, en Libye](#), où une démonstration de force a mis un terme à la guerre civile [en juin, après avoir été en grande difficulté face aux forces du maréchal Haftar, les soldats du Gouvernement d'union nationale ont repoussé leurs adversaires et regagné du terrain grâce à l'aide turque].

[Elle est impliquée dans la guerre qui vient de reprendre dans le Haut-Karabakh](#) entre Arméniens et Azéris. [Elle est engagée dans un bras de fer diplomatique](#) à haut risque avec la Grèce et Chypre. Elle est également intervenue en Somalie, où les services secrets turcs ont joué un rôle clé dans [la libération de \[l'humanitaire italienne\] Silvia Romano \[en mai\]](#).

Pour comprendre la Turquie, il est bon d'avoir deux ou trois éléments à l'esprit. Le premier est qu'Erdogan a créé un tandem très efficace composé de supplétifs syriens et de drones qu'il déploie aujourd'hui où bon lui semble pour ses opérations militaires.

Miliciens syriens envoyés à l'étranger

[Les supplétifs syriens](#) sont des anciens rebelles anti-Assad du nord de la Syrie qui, ces dernières années, sont devenus des forces militaires pro-turques – ce qui est aussi une manière pour eux de survivre. Ankara les a utilisés pour des campagnes de plus en plus éloignées de leurs bases, d'abord [contre l'État islamique dans la région d'Alep](#) et contre les Kurdes dans le canton d'Afrine [nord-ouest de la Syrie]. Ces régions font aujourd'hui partie de facto de la Turquie : elles sont raccordées au réseau électrique turc, ont comme monnaie la lire turque, se servent des services postaux turcs, les écoliers y chantent l'hymne turc. Mais, officiellement, elles ne sont pas encore turques.

Puis Ankara les a envoyés faire la guerre aux Kurdes de Syrie dans les cantons frontaliers, beaucoup plus à l'est, avec la bénédiction du gouvernement de Donald Trump. La Turquie s'est ainsi arrogé un autre bout de Syrie. Puis elle les a dépêchés en Libye, où ils ont eu pour mission de [défendre la capitale face à l'avancée du général Khalifa Haftar](#). Aujourd'hui, des témoignages crédibles portent à croire que la Turquie est en train de s'en servir encore une fois, aux côtés des Azéris, dans le conflit contre les Arméniens dans la région du Haut-Karabakh.

Des drones par dizaines

L'autre moitié de ce tandem, [ce sont les drones](#) : une centaine environ de drones Bayraktar – un nom qui devrait devenir aussi célèbre que celui des Predator américains, au vu de leur omniprésence – qui sont devenus le fer de lance de la politique étrangère turque. À coups de missiles, les drones turcs ont ménagé une zone tampon de 15 kilomètres dans le nord de l'Irak, où les Kurdes du PKK ne peuvent plus mettre un pied – c'est un épisode qui a été peu relayé, mais qui a servi de test grandeur nature.

En février, les drones ont stoppé une offensive d'Assad dans la région d'Idlib, incendiant des dizaines de véhicules militaires. Même chose à Tripoli. Aujourd'hui, les Bayraktar fournis par la Turquie [aux Azéris sont en train de détruire des dizaines de cibles arméniennes](#) parmi les collines dénudées du

Haut-Karabakh. Les supplétifs syriens et les drones sont devenus le choix par défaut de la Turquie pour asseoir sa domination dans la région.

La défense des mers

L'autre élément à connaître est la stratégie turque de la "patrie bleue", "*mavi vatan*" [en turc], qui consiste à considérer certaines zones maritimes comme faisant partie intégrante du territoire national – et donc à les défendre à tout prix, sans discussion. Le problème, c'est que les frontières de la "patrie bleue" ne sont pas aussi légitimes que les frontières terrestres, ce qui pose des problèmes de taille avec Chypre, la Grèce et l'Europe.

[L'idée de la "patrie bleue"](#) est née en 2006 dans l'esprit de deux anciens officiers de la marine turque qui n'ont rien à voir avec le camp d'Erdogan, au contraire : ce sont des nationalistes militaires opposés depuis toujours à la Turquie musulmane. Mais, à la suite d'une série de revirements politiques, les deux hommes se sont retrouvés du côté d'Erdogan, et leur proposition mi-technique, mi-idéologique – selon laquelle la Turquie doit s'emparer de vastes zones maritimes pour assurer ses arrières et asseoir sa supériorité naturelle sur l'ensemble de la région – a trouvé en Erdogan une oreille très attentive.

Daniele Raineri

<https://www.courrierinternational.com/article/combat-miliciens-drones-l-a-tactique-militaire-bien-rodee-de-la-turquie>

ATTENTAT A CONFLANS/LIBERTE D'EXPRESSION

Attentat à Conflans : Les enseignants face au risque de l'autocensure pour se protéger des contestations de cours

20 Minutes

EDUCATION La mort du professeur d'histoire décapité vendredi près de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) repose la question de la remise en cause des valeurs républicaines au sein des classes

[Delphine Bancaud](#)

Publié le 17/10/20 à 16h37 — Mis à jour le 17/10/20 à 21h24

- La communauté éducative est sous le choc après la mort d'un professeur d'histoire décapité vendredi près de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines).
- Selon les premiers éléments de l'enquête, il avait montré à ses élèves la semaine dernière une caricature de Mahomet, ce qui lui aurait été reproché par quelques élèves et leurs parents.
- Un drame qui remet en lumière les cas de contestations de certains enseignements par des élèves.

Comment les enseignants vont-ils concevoir leurs cours après un tel drame ? [Un professeur d'histoire a été décapité](#) vendredi près de son collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Selon les premiers éléments de l'enquête, il avait montré à ses élèves la semaine dernière une caricature de Mahomet, dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression. Selon Rodrigo Arenas, coprésident de la FCPE, il avait « invité les élèves musulmans à sortir de la classe » avant de montrer un dessin du prophète. D'après l'AFP, l'enseignant était visé depuis la semaine dernière par la plainte d'un parent d'élève indigné. Le professeur avait, quelques jours plus tard, porté plainte à son tour pour diffamation.

Un drame qui remet en lumière les cas de contestations de certains enseignements par des élèves. Selon les derniers chiffres de l'Education nationale, entre les mois de septembre 2019 et mars 2020, 935 cas d'atteinte à la laïcité ont été constatés à l'école. Et les contestations d'enseignement, le fait de désapprouver le contenu d'un programme par exemple, représentaient 15 % des cas. « Ce n'est donc pas un phénomène massif, même s'il existe. On se rappelle aussi qu'en 2015, après l'attentat de [Charlie Hebdo](#), [200 cas de perturbations](#) lors de la minute de silence avaient été signalés », indique Ismaïl Ferhat, maître de conférences à l'Université de Picardie Jules Verne, spécialiste de la laïcité scolaire et membre de l'Observatoire de l'éducation de la fondation Jean Jaurès.

Des contestations de cours en Français, Histoire, SVT...

Christine Guimonnet, professeure d'histoire-géographie au lycée de Pontoise (Val-d'Oise), et secrétaire générale de l'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) témoigne aussi de ce phénomène : « Dans notre société, les irruptions identitaires sont de plus en plus fortes. Les gens ont du mal à se décentrer. Et les réseaux sociaux leur donnent une énorme caisse de résonance. Certains élèves arrivent avec leurs croyances familiales et n'hésitent pas à affronter leurs camarades ou leurs enseignants. Ils sont abreuvés d'informations et ont du mal à faire la part des choses ».

Certaines matières sont plus à risques, comme l'observe Ismaïl Ferhat : « C'est le cas de l'Histoire, du Français, des Sciences de la vie et de la terre. Et ce, parce qu'elles abordent des questions socialement plus explosives. Certains élèves ne veulent pas qu'on évoque le génocide arménien ou bien l'évolution, d'autres

trouvent que la question palestinienne n'est pas assez abordée, d'autres bondissent lors des cours d'éducation sexuelle. Et l'on soupçonne très fortement que certaines élèves sont empêchées d'aller à la piscine pour ne pas apparaître en maillot et obtiennent des certificats médicaux de complaisance. »

Certains parents d'élèves sont parfois agressifs

Par ailleurs, si de tout temps, des groupes religieux ont manifesté leur hostilité à l'égard de certains contenus scolaires, l'école est devenue purement une cible selon Ismaïl Ferhat : « Pour les mouvements sunnites radicaux, l'école occidentale est maléfique. Leur détestation de l'Education nationale est théorisée et infuse chez les élèves les plus conservateurs qui sont hostiles à toute critique du religieux ». Le contexte social du moment en rajoute une louche selon lui : « On assiste à un phénomène de montée de la violence vis-à-vis des fonctionnaires, comme le montrent les attaques très violentes contre les chauffeurs de bus, les policiers, les directeurs d'école... "Casser du fonctionnaire" est devenu légitime pour une frange minoritaire de la société ».

Certains parents d'élèves sont aussi pleinement acteurs dans ces contestations d'enseignement : « Ils se permettent de demander la démission d'un enseignant ou d'agresser verbalement un chef d'établissement », observe Christine Guimonnet.

« Le risque serait que les enseignants en viennent à négocier avec les programmes »

Dans ce contexte, le drame de Conflans pourrait-il conduire les enseignants à s'autocensurer ? « Le risque serait que les enseignants en viennent à négocier avec les programmes, adaptent leurs cours en fonction des pratiques culturelles ou religieuses d'une classe, ce qui conduirait à une ghettoïsation de l'éducation. Dans certains établissements, on aborderait tous les sujets et dans d'autres, on en éviterait certains », analyse Ismaïl Ferhat.

Quels enseignants oseront encore montrer les caricatures de Mahomet à leurs élèves ? « Cela fait partie de la liberté pédagogique. Lorsqu'ils le font, il les recontextualisent et expliquent bien aux élèves la différence entre le savoir et les opinions. Ils leur expliquent qu'ils ont le droit d'avoir des opinions à condition de les argumenter, mais pas d'asséner des vérités. Et que le blasphème n'existe pas dans un Etat laïc ». Mais selon Ismaïl Ferhat, l'utilisation des caricatures quelle qu'elles soient dans un cours, n'a rien d'évident : « Les élèves les prennent souvent au premier degré et il faut un énorme travail pour les aider à analyser l'intention derrière l'image ».

Pour tenter de rassurer les enseignants dans l'exercice de leur métier, autant que faire se peut, Jean-Michel Blanquer s'est exprimé ce samedi : « Je serai, et notre pays sera à vos côtés pour vous protéger, vous permettre de faire votre métier

qui est le métier le plus essentiel, transmettre à nos enfants les savoirs et les valeurs qui sont notre bien commun », a-t-il déclaré. Une parole de poids indispensable, selon Ismaïl Ferhat. « Il faut qu'il y ait une réponse publique forte et ne laisser passer aucune entorse à la laïcité dans les classes, car dans le cas contraire le seuil de tolérance des élèves les plus conservateurs s'amenuise encore », estime-t-il. « Il faut aussi que l'institution scolaire aille à la rencontre des parents pour éviter l'hypersensibilité à la chose religieuse. Et qu'elle forme les enseignants dans les INSPE ([Institut national supérieur du professorat et de l'éducation](https://www.20minutes.fr/societe/2887455-20201017-attentat-conflans-enseignants-face-risque-autocensure-protoger-contestations-cours)) à affronter les contestations dans leurs cours. Afin qu'ils ne se sentent plus jamais comme des coupables isolées, alors qu'ils ne sont coupables de rien », insiste Christine Guimonnet.

<https://www.20minutes.fr/societe/2887455-20201017-attentat-conflans-enseignants-face-risque-autocensure-protoger-contestations-cours>

«Mort pour la liberté d'enseigner»

RFI

Publié le : 18/10/2020 - 09:23

Johanne Burgell

« *Mort pour la liberté d'enseigner* ». C'est le titre en Une du *Journal du Dimanche*, qui publie la photo de Samuel Paty, ce professeur d'histoire décapité vendredi pour avoir montré des caricatures de Mahomet durant un cours sur la liberté d'expression. Le *JDD* nous dresse le portrait de l'enseignant de 47 ans, père d'un petit garçon de 5 ans : « *Tous ses élèves s'accordent à dire que c'était un prof sympa, pédagogue.* »

Léna, une ancienne élève, raconte « *C'était un prof très calme, attentif. J'avais eu des soucis de santé et il a toujours été compréhensif.* » Lors d'un cours sur la Seconde Guerre mondiale, un élève avait tenu des propos antisémites ajoute-t-elle, « *Il n'avait pas du tout été cassant, au contraire, il avait su trouver les mots. En 2015, année de l'attentat de Charlie Hebdo, on avait pris beaucoup de temps pour en parler. Il avait eu une vraie démarche pédagogique* », conclut Léna dans le *JDD*.

Un effroyable engrenage

Le lundi 5 octobre, Samuel Paty, durant un cours sur la liberté d'expression avec ses élèves de 4e, montre deux caricatures du prophète Mahomet, publié par *Charlie Hebdo*. Le journal *Aujourd'hui en France* explique : deux semaines plus tard, un Tchétchène de 18 ans, « *qui ne le*

connaît pas, s'est déplacé exprès d'Evreux pour l'assassiner » raconte Aujourd'hui. Sont entrés en scène « un parent d'élève qui a lancé une polémique après ce cours, et un agitateur islamiste qui a tenté d'instrumentaliser le débat ». D'abord, le parent d'élève, qui publie, quelques jours plus tard, « un appel à la mobilisation contre l'enseignant » sur Facebook. « Cet homme de 48 ans, est reçu par la principale et dénonce une offense d'un sacré. » Dans une autre vidéo, il donnera le nom du professeur Samuel Paty. Dans ses démarches, il est accompagné par Abdelhakim Sefrioui, « un personnage sulfureux, fiché S » nous dit Aujourd'hui. « Ce dernier diffusera une vidéo appelant à la suspension de l'enseignant. Le terroriste aurait eu vent de la polémique à travers ces vidéos. Peut-on dès lors établir une complicité ou une responsabilité morale ? Les deux hommes sont toujours en garde à vue. »

La présidentielle américaine du 3 novembre

Les hebdomadaires se penchent sur la personnalité de Joe Biden. « Pourquoi cet homme va vous surprendre » C'est toute la promesse de L'Express. « S'il l'emporte, le candidat démocrate devra réconcilier une Amérique, qui dans son histoire, a rarement été aussi divisée » prévient L'Express dans un éditorial. Et « la tâche s'annonce dantesque, tant la fracture laissée par Trump le pyromane est profonde ». « Joe Biden, initialement plutôt conservateur et classé à droite du parti démocrate, ce catholique pratiquant est devenu centriste. Il a assoupli certaines de ses positions, notamment sur l'avortement ou, plus récemment, sur le mariage pour tous. »

Et L'Express ajoute : « Joe Biden a fait un travail de reconquête considérable auprès des femmes et des Afro-Américains, peu mobilisés il y a quatre ans. Sa colistière, Kamala Harris, fédère ces deux électors. »

Le duo Biden-Harris

Un duo qui représente la dernière chance pour la démocratie. C'est en tout cas le parti pris de L'Obs. « Ce n'est pas une équipe de rêve » nous dit L'Obs, « mais un tandem ambitieux qui porte les espoirs de ceux qui veulent empêcher Donald Trump de détruire la démocratie. »

Un duo improbable « Un ticket bizarre, quand on y réfléchit : l'Amérique démocrate mise le tapis sur un candidat qui a raté ses deux dernières campagnes présidentielles et une colistière qui a coulé à pic pendant les primaires. »

Mais c'est un tandem aidé par les circonstances : à savoir, nous dit *L'Obs*, « le ratage sidérant de Trump face au coronavirus, tout comme l'économie en détresse. Les seniors, premières victimes du virus et électeurs actifs, n'apprécient pas l'incompétence de leur président. »

Le conflit dans le Haut-Karabakh

Le Point a rencontré des familles arméniennes endeuillées par le conflit qui oppose l'Azerbaïdjan à des séparatistes soutenus par l'Arménie. Il nous propose un reportage au cimetière militaire d'Erablur, à Erevan. « Le cercueil apparaît en haut des marches. Une boîte pas très longue et pas très épaisse. En retrait, un soldat tient le portrait du défunt. C'est celui d'Ovanes, 19 ans, un appelé fauché quatre jours plus tôt par un obus, dans le sud du Haut-Karabakh. On a récupéré son corps sans tête ni bras. »

Des mots durs pour montrer la réalité de la guerre. *Le Point* poursuit : « Ainsi se succèdent les morts au cimetière militaire. Une hécatombe dont on masque les chiffres, mais bien loin des quelque 300 victimes officiellement recensées par les autorités arméniennes. Un choc sanglant pour un bout de terre grand comme le Luxembourg. »

Le rôle de la Turquie

Le magazine *Marianne* choisit de mettre en Une le visage du président turc Recep Tayyip Erdogan : « Les guerres qu'ils provoquent, les réseaux qui s'installent ici. Le dirigeant turc qui s'ingénie à déstabiliser des régions proches ou éloignées de son aire naturelle. »

Selon le témoignage d'une habitante du Haut-Karabakh « Des mercenaires syriens d'Erdogan sont entrés. Ils ont tué des civils et beaucoup de nos soldats ». En 1922, l'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont déjà affrontés pour l'indépendance du Haut-Karabakh... *Marianne* qui ajoute « au nom de leur fraternité culturelle et linguistique, la Turquie soutenait déjà les revendications territoriales azéries. » Une implication turque régulièrement dénoncée par Erevan.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201018-%C3%A0-la-une-mort-la-libert%C3%A9-denseigner>

Terrorisme. Entre tristesse et colère, la République se rassemble

L'Humanité

Lundi 19 Octobre 2020

[Thomas Lemahieu](#)

[Diego Chauvet](#)

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont envahi, dimanche après-midi, la grande place parisienne, deux jours après l'assassinat de Samuel Paty, professeur de collège à Conflans-Sainte-Honorine. Beaucoup d'enseignants rechignent à se ranger derrière une « union sacrée » avec le gouvernement.

Plus la foule se masse, moins le brouhaha s'installe. Les longues salves d'applaudissements qui, à intervalles réguliers, partent d'un côté à l'autre de la place de la République, à Paris, ce dimanche après-midi, deux jours après l'assassinat de Samuel Paty, enseignant d'histoire-géo au collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), découpent un manteau de silence pour le temps du rassemblement. Un silence qui va bien au-delà de la minute officielle, déclenchée depuis la tribune par Dominique Sopo, le président de SOS Racisme, co-organisateur de la manifestation avec les syndicats d'enseignants. Même *la Marseillaise*, entonnée dans la foulée, paraît murmurée, avec cet effet de canon entre les chœurs multiples sur la place... Quelques instants plus tôt, quand, d'un cortège de voitures officielles, débarquent le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale, une prof les repère et se met à les huer, elle est vite rabrouée par ses collègues : « *Non, non, faut pas faire ça, on l'ignore, Blanquer, on va se le faire une autre fois !* » Un peu plus loin, des militants des Stylos rouges, un collectif d'enseignants en colère né dans le sillage des gilets jaunes, fustigent un « *sinistre qui détruit l'école* », mais choisissent ostensiblement de l'ignorer, eux aussi.

« L'école pleure, mais n'a pas peur »

Sur la place de la République, les enseignants sont très nombreux. Beaucoup se tiennent un peu à l'écart du parvis où Bernard-Henri Lévy, Raphaël Enthoven ou encore Manuel Valls jouent des coudes pour poser aux côtés d'une partie de la rédaction de *Charlie Hebdo*. Sur leurs pancartes, les adjectifs

Cet article est réservé aux abonnés

<https://www.humanite.fr/terrorisme-entre-tristesse-et-colere-la-republique-se-rassemble-695055?fbclid=IwAR3JHV2OA5ZXUigM-eTgUaG80sy1NtuvJpiqQVsoq9W0bvKzGv9omBuoauE>

DAECH/LES CHRETIENS D'IRAK

«Dans les régions passées sous le contrôle de Daech, toutes les églises ont été vandalisées»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le photographe Pascal Maguesyan a dirigé la publication d'un album photo montrant la richesse du patrimoine chrétien en Mésopotamie, et l'ampleur des destructions commises par Daech. Certains de ces monuments sont déjà en reconstruction.

Par [Paul Sugy](#)

Publié le 16 octobre 2020 à 21:31, mis à jour le 16 octobre 2020 à 21:32

FIGAROVOX.- La présence chrétienne en Irak est menacée. Par ce livre, vous avez voulu retracer l'histoire qui lie les chrétiens à la Mésopotamie depuis les premiers temps de l'Eglise: le patrimoine chrétien est une part essentielle de la richesse culturelle de cette région?

Pascal MAGUESYAN.- Le christianisme s'est implanté en Mésopotamie au premier siècle, c'est-à-dire au siècle de Jésus-Christ! Notamment sous l'impulsion de l'un des douze apôtres, Thomas, qui est parti en mission jusqu'en Inde en traversant toute la Mésopotamie. C'est lui le premier à avoir sensibilisé les communautés de la région à la parole chrétienne, et autour de lui se sont constituées les premiers groupes de chrétiens.

L'Eglise qui aujourd'hui revendique la paternité de Saint Thomas est l'Eglise apostolique assyrienne de l'Orient, qu'on appelle parfois, tout simplement, Eglise de l'Orient, ou encore Eglise nestorienne, du nom du patriarche Nestorius qui fut jugé hérétique par Rome. Renvoyé dans son monastère à Antioche, puis exilé en Haute Égypte, sa théologie imprégna l'Eglise de l'Orient en Mésopotamie. Cette Eglise fut, jusqu'au temps des croisades, la plus répandue du monde puisqu'elle est allée évangéliser jusqu'en Chine! Les plus curieux pourront lire les travaux de l'historien Sébastien de Courtois, qui est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire de cette communauté chrétienne. Paradoxalement, aujourd'hui, ce n'est plus qu'une petite communauté chrétienne. Elle est autocéphale et possède son propre patriarche.

On compte 400 000 chrétiens d'Irak environ alors qu'ils étaient probablement 1,5 million encore en 1991.

Le reste des chrétiens d'Irak (on en compte 400 000 environ, toutes confessions confondues, alors qu'ils étaient probablement 1,5 million encore en 1991) forme un paysage assez complexe. Il y a l'Eglise chaldéenne, née au XVI^e siècle d'un schisme: ce sont des chrétiens de l'Eglise d'Orient qui ont choisi de rejoindre Rome. Ils sont les plus nombreux. Il y a aussi l'Eglise syriaque orthodoxe, qui est une église antiochienne répartie également entre la Syrie et la Turquie. Puis l'Eglise arménienne, qui n'est pas autochtone car ses fidèles ne sont pas natifs d'Irak et ne parlent pas le syriaque mais l'arménien. On les trouve

essentiellement à Bagdad, et dans quelques villages du Kurdistan irakien. Enfin, quelques petites églises viennent s'ajouter au tableau: grecque orthodoxe, copte, et quelques évangéliques.

Mais parmi les minorités religieuses de la région, il faut dire un mot aussi des Yézidis, qui sont particulièrement menacés depuis le XIXe siècle. Ils étaient peut-être 800 000 en Irak avant le début de ces catastrophes, aujourd'hui leur nombre a diminué de moitié. Ils ont fait l'objet d'une violence particulière, un véritable génocide de la part de Daech. Les djihadistes ont investi en très peu de temps notamment le massif montagneux de Sinjar où ils vivaient et se sont livrés à des massacres de type génocidaire: on retrouve encore aujourd'hui des charniers, des associations recensent les témoignages de ce génocide. Plusieurs milliers de jeunes femmes yézidies (peut-être 3 000) ont été kidnappées et se retrouvent aujourd'hui esclaves sexuelles dans des clans islamistes en Irak et dans des pays voisins. On essaie depuis la victoire militaire contre Daech en juillet 2017 de les racheter...

Il faut aussi souligner que leur patrimoine a été systématiquement détruit à l'explosif. Les Yézidis ont toujours été considérés comme des «adorateurs du diable», et particulièrement par les islamistes. Leurs vergers d'oliviers à Baashiq et Bahzani, dans la plaine de Ninive, avec 90 000 arbres, grâce auxquels ils produisaient l'huile sacrée, ont été incendiés par Daech. La barbarie à leur endroit n'a connu aucune limite.

Quelle est l'ampleur des destructions causées par Daech sur le patrimoine religieux de cette région?

C'est très simple: dans toutes les régions passées sous le contrôle de Daech, toutes les églises ont été vandalisées, pillées voire brûlées. 100 % d'entre elles ont été profanées. Certaines ont été en partie détruites. Cela concerne la plaine de Ninive et Mossoul en particulier, où les destructions ont été très importantes. C'est là que se concentrait, dans la vieille ville, la plupart du patrimoine de ces églises. L'intention de Daech, au-delà des pillages, était de détruire le plus possible. Mais il n'a pas eu le temps d'arriver au bout de son projet, heureusement. Par exemple, l'église syriaque-catholique Mar Tuma à Mossoul devait être détruite à l'explosif mais les djihadistes n'ont pas eu le temps de passer à l'acte.

Un tiers seulement des ces chrétiens sont revenus.

Quelles impressions vous sont venues, tout au long de ce reportage, à la vue de tant de ruines?

Plusieurs mêlés, sans les hiérarchiser. D'abord un état de choc devant l'ampleur des destructions. Ensuite la conscience intime que Daech, dans le fond, ne voulait pas simplement détruire des communautés, ou les contraindre à l'exode ou les soumettre, mais aussi détruire jusqu'au fondement même de leur identité, en annihilant leur patrimoine et tout ce qui permet à ces communautés de

s'enraciner dans une histoire profonde et lointaine. Cela a été un choc de constater que le but était de détruire une civilisation. J'ai été impressionné aussi de voir à quel point les Irakiens sont amoureux de leur patrimoine. Ils sont pris conscience de sa valeur, précisément parce que Daech s'y est attaqué. C'est beau de voir à quel point les églises locales y sont désormais attachées, à quel point les chrétiens sont fiers et heureux de nous montrer les édifices dans lesquels ils prient, malgré l'ampleur du vandalisme commis.

Les chrétiens aspirent à présent à la stabilité.

On est émerveillé, à la vue de vos photos, par le sens de la fête et la beauté de la liturgie chez ces communautés...

Oui, c'est l'une de leurs grandes forces: la pudeur face à la catastrophe, et leur capacité à surmonter ces drames. Malgré l'exode et les pertes patrimoniales, malgré les autodafés de livres c'est fascinant de voir à quel point ces communautés, même exilées, parviennent à reconstituer et à revivifier leur essence culturelle et spirituelle.

Mais un tiers seulement des ces chrétiens sont revenus, et un autre tiers vit encore dans le Kurdistan d'Irak, sous un statut de déplacé, et le dernier tiers s'est exilé à l'étranger.

Le patrimoine n'a pas entièrement été restauré mais une partie déjà l'a été. Si ces communautés ne parviennent pas à retrouver les sources économiques de leur survie, alors ils ne pourront pas rester. Le travail de restauration du patrimoine permettra de stabiliser les communautés, qui doivent refaire souche.

Il faudra parfois du temps: à Mossoul, seule une cinquantaine de familles sont revenues. Il faut que les efforts politiques et économiques convergent de manière positive pour que les chrétiens reviennent en toute tranquillité. Ils ont besoin d'un cadre sécuritaire, car plus que toute autre communauté, ils sont minoritaires et donc fragiles. Ils ne sont pas agressifs, ils n'aiment pas prendre les armes même si parfois ils y ont été contraints. Mais ils aspirent à présent à la stabilité.

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/dans-les-regions-passees-sous-le-control-de-daech-toutes-les-eglises-ont-ete-vandalisees-20201016>

RUBRIQUE EN ANGLAIS

Nagorno-Karabakh: Statement by the High Representative/Vice President Josep Borrell

Brussels, 18/10/2020 - 18:24, UNIQUE ID: 201018_4

Statements by the HR/VP

The European Union welcomes the joint announcement of a humanitarian ceasefire by Armenia and Azerbaijan, scheduled to start at 00.00 hrs (local time) last night, following the mediation efforts by the President of France, Emmanuel Macron, in coordination with the other OSCE Minsk Group Co-Chairs. The EU deplores that, unfortunately, violations continue, with reported fighting in and around Nagorno Karabakh. This leads to more civilian suffering. It aggravates the conflict between States and respective societies, rendering the healing of wounds even more difficult. The population in Nagorno Karabakh has already experienced excessive suffering. Overall, the conflict has led to extensive and unacceptable civilian casualties. The EU strongly condemns all such attacks irrespective of their origin.

I have just called the ministers of foreign affairs of Armenia and Azerbaijan to impress upon them that the ceasefire should be unconditional and strictly respected by the two sides. I have also underlined that attacks on civilians should stop immediately. They cannot be justified. I have reiterated that the EU remains ready to support the parties and the OSCE in a long-term solution to the conflict.

The EU will continue to monitor the situation.

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/87158/nagorno-karabakh-statement-high-representativevice-president-josep-borrell_en?fbclid=IwAR1Im1BnuHNRniYQzL2dDr1IzCwzWciqgoCY_RUIW1huklsqkt7R2PQv_XQ

Turkey's Erdogan Is Fueling Aggression Against Armenia

[National Interest](#)

What can be done to rein in Turkey and bring peace to the South Caucasus?

by David L. Phillips October 16, 2020

The spiral of deadly violence in the South Caucasus is intensifying. While conflict between Azerbaijan and Armenians has simmered for at least the past thirty years, recent violence escalated when Azerbaijani forces attacked Nagorno-Karabakh, an ethnic Armenian enclave in the southwest

of Azerbaijan, on September 27. The current war is more deadly and intractable because of Turkey's extensive involvement.

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan is both directly stoking violence and undermining diplomacy aimed at achieving a ceasefire. Turkey has fueled conflict since 1993 when it imposed a [blockade of Armenia](#). Erdogan scuttled the 2009 protocols to open the border and establish diplomatic relations with Armenia, which were negotiated by Turkish diplomats.

Erdogan has encouraged Azerbaijan's recent aggression. In the Turkish leader's [own words](#), "Turkey stands with and will continue to stand with friendly and brotherly Azerbaijan with all our means" in its "great operation...to liberate the occupied Karabakh." Confronted with joint Turkish-Azerbaijani efforts, he says, "[Armenia] has encountered an unexpected end."

These words are accompanied by substantive support. At the conclusion of [joint military exercises](#) between Turkey and Azerbaijan last month, Turkey provided Azerbaijan with sophisticated weapons that are being used in the current fighting. According to a [report](#) by Reuters, Turkish arms sales to Azerbaijan surged from under \$1 million in July to \$33 million in August and \$77 million in September.

Today Turkish troops are also engaged on the battlefield. Credible sources indicate that around 150 Turkish Special Forces are on the front lines commanding Azeri battalions. Private contractors hired by Turkey have also been deployed.

https://nationalinterest.org/blog/buzz/turkey%E2%80%99s-erdogan-fuelinq-aggression-against-armenia-170763?fbclid=IwAR1ip2WZ-QTaAp68SmrpSzAN14VUx3_cNq7-aXvYpKtNfQ8pbvH6fX4uNCY

Armenian Human Rights Defender Says It Has Proof That Azerbaijan Forces Beheaded Armenian Soldier

Hetq.am

10:16 PM, 18 Oct 2020

Armenia's Human Rights Defender Arman Tatoyan issued the following statement today.

Today, the Human Rights Defender received an alarming call certifying that Azerbaijani military forces beheaded an Armenian soldier several days ago.

The initiated proceedings have revealed the following data:

On 16 October, at around 1PM a member of the Azerbaijani armed forces called the brother of an Armenian soldier and said that his brother is with them; they beheaded him and were going to post his photo on the Internet. Afterwards, several hours later, the brother found the photo of on his killed brother's social media page.

The conviction is that these were members of Azerbaijani army who posted the Armenian soldier's photo on his social media page. There were two phone calls with Azerbaijani soldiers who used hate speech with intention to humiliate the Armenian killed soldier's brother. As the latter informed the Human Rights Defender, the calls were made from the Armenian soldier's phone number.

These are cruel and terroristic methods. The Human Rights Defender of Armenia has recorded other cases of torture and atrocities; these activities are ongoing.

All data is duly documented and will be presented to relevant international bodies.

Perpetrators of such criminal actions should be punished by all means of international criminal law.

<https://hetq.am/en/article/123265>

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala !

**Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour
#OsmanKavala !** <http://www.collectifvan.org/article.php?r=3&id=97568>

Nota CVAN :

Liberté pour #OsmanKavala en cliquant sur le bandeau animé (colonne de gauche, en-haut des petits bandeaux animés). Le [bandeau #FreeOsmanKavala](#), situé sous chaque visuel de notre site, est un appel du Collectif VAN à libérer Osman Kavala, injustement incarcéré en Turquie depuis le 1er novembre 2017.

RUBRIQUE AGENDA

RASSEMBLEMENTS-COLLOQUES-EXPOSITIONS- SPECTACLES-PARUTIONS

Agenda - Parution : « Si je reviens un jour », les derniers mots de Louise Pikovsky

Agenda - Parution : « Si je reviens un jour », les derniers mots de Louise Pikovsky – Collectif VAN - www.collectifvan.org – La BD « Si je reviens un jour », fruit du travail de la journaliste Stéphanie Trouillard et du dessinateur Thibaut Lambert, redonne vie à l'histoire poignante de la jeune Louise Pikovsky. En 2010, lors d'un déménagement au sein du lycée Jean-de-La-Fontaine, dans le 16^e arrondissement de Paris, des lettres et des photographies ont été trouvées par hasard dans une vieille armoire. Enfouis là depuis des dizaines d'années, ces documents appartenaient à une ancienne élève, Louise Pikovsky. Plusieurs mois durant, cette jeune lycéenne avait correspondu avec sa professeure de lettres. Son dernier courrier date du 22 janvier 1944, jour où elle est arrêtée avec sa famille. Internés à Drancy, le père, la mère et les quatre enfants ont été déportés à Auschwitz. Ils n'en reviendront pas. Sortie aux éditions @Desronds dans le 11 mars 2020 alors que la France s'enfermait pour un long confinement, cette bande dessinée relate un destin singulier et émouvant qui a une portée universelle.

Publié le 25 mai 2020

Desronds dans le

Si je reviens un jour...

Les lettres retrouvées de Louise Pikovsky

de Stéphanie Trouillard et Thibaut Lambert

Shoah - Témoignage - Devoir de mémoire

20,00 €

Histoire complète

En 2010, lors d'un déménagement au sein du lycée Jean de La Fontaine, dans le 16e arrondissement de Paris, des lettres et des photographies ont été trouvées dans une vieille armoire. Enfouis là depuis des dizaines d'années, ces documents appartenaient à une ancienne élève, Louise Pikovsky. Plusieurs mois durant, cette jeune lycéenne a correspondu avec sa professeure de lettres. Son dernier courrier date du 22 janvier 1944, jour où elle est arrêtée avec sa famille.

Bande dessinée tout public

Collection Histoire

Parution : 11 mars 2020

112 pages couleur

Format cartonné dos rond : 19,5 x 26,5 cm

EAN : 9782374180847

À voir également, le web-documentaire :

Si je reviens un jour : les lettres retrouvées de Louise Pikovsky - [FRANCE 24](#)

TÉLÉCHARGER :

[Visuel - Si je reviens un jour : les lettres retrouvées de Louise Pikovsky](#)

<http://www.collectifvan.org/pdf/01-13-28-25-05-20.pdf>

<http://www.desrondsanslo.com/SiJeReviensUnJour.html>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101843>

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions – Collectif VAN - www.collectifvan.org – Collectif VAN – www.collectifvan.org – Vient de paraître le livre de Taner Akçam "Ordres de tuer. Arménie 1915" aux éditions du CNRS. Taner Akçam est un sociologue et historien turc, professeur au Centre pour l'étude de l'Holocauste et des génocides de l'université du Minnesota, aux Etats-Unis, et auteur de plusieurs livres importants sur l'histoire turque contemporaine, en particulier Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque (Denoël, 2008). "Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier. En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent."

Publié le 30 janvier 2020

CNRS Editions

Taner Akçam

Ordres de tuer. Arménie 1915

24,00€

[\(Disponible en numérique\)](#)

Discipline : Histoire

EAN : 9782271127174

Date de parution : 09/01/2020

Pagination : 328

Format : 15 x 23 cm

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Préface d'Annette Becker

Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier.

En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent. En comparant les systèmes de codage de ces câbles avec ceux employés dans d'autres documents conservés dans les Archives ottomanes, en étudiant le papier utilisé et la datation de ces pièces à conviction, en regardant de près les signatures, et en confrontant les événements mentionnés par Naïm Efendi avec d'autres sources, Taner Akçam parvient à démontrer qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité de ces « ordres de tuer ».

Apportant ainsi de nouvelles preuves quant aux plans d'extermination de la population arménienne, ce livre rend aussi manifeste la politique de destruction systématique par le gouvernement ottoman de toutes traces relatives à ces atrocités.

Revue de presse

« En s'appuyant sur l'exploitation de sources inédites, l'historien Taner Akçam porte un coup sévère au discours révisionniste des autorités turques. »

Clément Daniez, **L'Express**, 24 décembre 2019

« Pour faire silence sur l'Histoire, la Turquie a tissé une vaste toile d'allégations qu'Akçam détricote. [...] Akçam a écrit un grand livre, exigeant, sur la vérité et l'Histoire.

François-Guillaume Lorrain, **Le Point**, 2 janvier 2020

Taner Akçam accordait un entretien à Gaïdz Minassian pour **Le Monde des livres**, 9 janvier 2020.

Lire aussi :

[Génocide arménien : le déni dynamité \(L'Express\)](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html)

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html

[Taner Akçam, auteur d'« Ordres de tuer. Arménie 1915 » : « Le déni du génocide des Arméniens est une politique d'Etat » \(Le Monde\)](https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html

[Arménie 1915 : les preuves écrites du génocide, enfin \(Le Point\)](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php

URL :

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/ordres-de-tuer-armenie-1915/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101393>

Agenda - Le Monde diplomatique : "1920-2020 - Le combat kurde"

Agenda - Le Monde diplomatique : "1920-2020 - Le combat kurde" – Collectif VAN – www.collectifvan.org – La revue "Manière de voir", éditée par Le Monde diplomatique, consacre son n°169 de février-mars 2020, au combat kurde depuis 100 ans : "Voilà un siècle que les Kurdes se battent pour obtenir, à défaut d'un État, la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels ; un siècle qu'ils se heurtent aux intérêts des pays où ils vivent - Irak, Iran, Syrie et Turquie -, dans une lutte jalonnée de guerres, de trahisons, de divisions, de massacres, mais aussi d'espérances, de résistances et de quelques victoires... Retour sur une épopée." Numéro coordonné par Akram Belkaïd.

Publié le 23 janvier 2020

Le Monde diplomatique

1920-2020

Le combat kurde

Manière de voir n°169, Février-mars 2020

Voilà un siècle que les Kurdes se battent pour obtenir, à défaut d'un État, la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels ; un siècle qu'ils se heurtent aux intérêts des pays où ils vivent - Irak, Iran, Syrie et Turquie -, dans une lutte jalonnée de guerres, de trahisons, de divisions, de massacres, mais aussi d'espérances, de résistances et de quelques victoires... Retour sur une épopée.

Disponible en kiosques et sur notre boutique [en ligne](#)

Numéro coordonné par Akram Belkaïd

Édition : Olivier Pironet

Conception graphique : Boris Séméniako

Iconographie : Laetitia Guillemin

Photogravure : Patrick Puech-Wilhem

Cartographie : Cécile Marin

Correction : Xavier Monthéard et Florent Paillery

Remerciements à Olivier Piot et Claire Pilidjian

L'allié que l'on sacrifie ///// Akram Belkaïd

Introduction

Un grand peuple sans État ///// Cécile Marin

La course sans fin du soleil kurde ///// Olivier Piot

I. Le temps des défaites

Le 24 juillet 1923, le traité de Lausanne remettait en cause la création d'un État kurde pourtant promise par le traité de Sèvres (10 août 1920) conclu après la première guerre mondiale. Ce revers d'importance n'empêcha pas les Kurdes de tenter d'obtenir gain de cause au cours des décennies qui suivirent. Dans un Proche-Orient miné par les crises, leurs rares victoires ne furent jamais pérennes.

Les dures leçons de l'histoire ///// Kendal Nezan

Ouverture à Bagdad, inquiétude à Ankara et Téhéran ///// Éric Rouleau

Les principales organisations kurdes ///// Claire Pilidjian

L'apaisement puis encore la guerre ///// Kamuran Bédir-Khan

Naissance et chute de la République de Mahabad ///// Thomas Bois

Divisions, alliances et revirements ///// Elizabeth Picard

Répression ordinaire en Iran ///// Jan Piruz

II. Résurgences et résistances

À partir des années 1980, la question kurde se duplique en deux conflits majeurs. Le premier, en Irak, n'est que la continuation de décennies faites d'alternance entre répression armée et tentatives de règlement pacifique. Le second, en Turquie, signe l'avènement d'un nouvel acteur décidé à arracher par les armes des concessions à Ankara : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Quand le PKK prend les armes ///// Christiane More

Gazage à grande échelle ///// Kendal Nezan

Enlèvement turc au Kurdistan ///// Alain Gresh

Une bien incertaine autonomie ///// Michel Verrier

« Un frère tue son frère » ///// Akram Belkaïd

Plongée dans un pays en guerre ///// Olivier Piot

Le cinéma face au conflit en Anatolie///// Nicolas Monceau

III. Espérances et nouvelle donne

L'autonomie du Kurdistan irakien, l'ouverture de négociations de paix entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ainsi que l'expérience de communalisme démocratique dans le nord-est de la Syrie ouvrent de nouvelles perspectives aux Kurdes. Mais l'émergence de l'Organisation de l'État islamique (OEI) et les tensions entre le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et le pouvoir irakien font renaître les logiques de guerre.

L'année où tout parut possible ///// Vicken Cheterian

Kirkouk la disputée ///// Shahinez Dawood

Les héros de Kobané ///// Dora Serwud

Émancipation féminine au Kurdistan irakien ///// Nadia Maucourant

Les ombres de Sanandaj ///// Airin Bahmani et Bruno Jäntti

La sale guerre du président Erdoğan ///// Selahattin Demirtaş

Voyage au cœur d'une utopie libertaire ///// Mireille Court et Chris Den Hond

Un référendum pour rien ? ///// Laurent Perpigna Iban

Le long chemin de la gauche kurde///// Jean-Michel Morel

L'incertitude règne au Rojava ///// Mireille Court et Chris Den Hond

Liberté d'expression en danger ///// Sylvain Mercadier

Les combats des femmes kurdes ///// Nazand Begikhani

L'erreur tactique du PKK ///// Akram Belkaïd

Voix de faits

Cartographie, chiffres-clés, citations...

- Population kurde dans le monde (carte)
- De la Médie au Rojava (chronologie)

Perspectives

Perspectives incertaines ///// Gérard Chaliand

Iconographie

Les images accompagnant ce numéro sont de :

- Mathias Depardon, Christophe Petit-Tesson, Emilien Urbano, Ako Goran.
- Goran Tomasevic, de l'agence Reuters.
- les archives Ali Qazi, Saman Barzinji, Homer Dizeyee, Mullazem Omar et les photographes Francois-Xavier Lovat, Chris Kutschera de The Photolibrary of Kurdistan
- Bruno Barbey, Thomas Dworzak, Nikos Economopoulos, Susan Meiselas, Lorenzo Meloni, Emin Ozmen, Gilles Peress, Moises Saman, de l'agence Magnum.

Jalons

Un drapeau emblématique

Saladin, héros kurde du monde arabe

Moustapha Barzani, chef absolu

Fantômes arméniens, reconnaissance kurde

Le neveu de Moussa Bey de Mokhtan

La bataille de Tchaldirane

Les intellectuels turcs et la « sale guerre »

Un chef charismatique

Peshmergas

Mehmed Uzun, le pionnier

Ode à l'union pour peuple en révolte

La « ceinture arabe »

Newroz

Une délégation

L'heure kurde

Saz

Le penseur du communalisme

L'égérie de la « voie démocratique »

Bande dessinée

Coordonné par Guillaume Barou

Kobane Calling ///// Zerocalcare

Documentation

Olivier Pironet

Bibliographie

Sur la Toile

<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/169/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101363>

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Vient de paraître « Déconstruction », le roman d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée qui lève le voile sur la Turquie, est disponible dès à présent en librairie. Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Publié le 24 octobre 2019

Éditions Thaddée

Déconstruction

Auteur :Erol Özkoray

ISBN :978 2919131747

Prix : 20,00€

Format : 15 x 21cm, 164 pages

Éditions Thaddée

Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure

de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Dans cette découverte de la Turquie par sa « déconstruction », le lecteur aura pour guide Cem Aren, un jeune journaliste turc formé à l'école française. Il n'aura de cesse de démasquer ces mensonges d'Etat et de lutter pour faire triompher la vérité et la justice. Dans ses tribulations romanesques entre deux villes cardinales, Istanbul et Paris, il nous replonge dans les bouillonnantes années 1970 et 1980, et nous livre toute une série de révélations : la genèse du coup d'Etat de 1980, le nettoyage de toutes les mentions du génocide des Arméniens dans les archives ottomanes, l'affaire iranienne, les « passeports Mitterrand »...

Erol Özkoray, journaliste politique auprès des grands médias turcs et français, auteur de nombreux essais, lutte depuis 30 ans pour la défense des libertés en Turquie. Il est aussi l'un des tous premiers intellectuels turcs à avoir milité pour la reconnaissance du génocide des Arméniens. Élève du lycée francophone Galatasaray, il étudie ensuite à Sciences Po Paris. Harcelé par les tribunaux en Turquie, il réside à Paris et Stockholm.

Avec Déconstruction, il se lance dans un nouveau genre, le roman.

http://www.editionsthaddee.com/livres_41.html

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101059>

Agenda - Parution/Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde

Agenda - Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Actes Sud publie pour cette rentrée littéraire le récit de prison du journaliste et écrivain turc Ahmet Altan "Je ne reverrai plus le monde". Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara

suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans. Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Actes Sud

Je ne reverrai plus le monde

Textes de prison

Ahmet ALTAN

Hors collection

Septembre 2019 / 10,0 x 19,0 / 224 pages

traduit du turc par : Julien LAPEYRE DE CABANES ISBN 978-2-330-12566-0

prix indicatif : 18, 50€

Genre : Mémoires, témoignages et autobiographies

Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans.

Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Un livre de résilience exemplaire.

"Je peux écrire n'importe où, le bruit et l'agitation ne m'ont jamais dérangé. D'ailleurs, une fois que je suis plongé dans l'écriture, tout ce qui m'entoure disparaît. Je romps le contact avec le monde extérieur et m'enferme dans une pièce invisible où personne ne peut entrer que moi.

J'oublie absolument tout en dehors du sujet qui m'occupe.

L'une des plus grandes libertés qui puissent être accordées à l'homme : oublier. Prison, cellule, murs, portes, verrous, questions, hommes – tout et tous s'effacent au seuil de cette frontière qu'il leur est strictement défendu de franchir." Ahmet Altan

[Juillet 2019] La Cour Suprême turque casse sa condamnation à perpétuité

Vendredi 5 juillet 2019, la Cour Suprême de Turquie a rendu un nouveau verdict et a annulé en appel les jugements des tribunaux inférieurs. La Cour Suprême a acquitté Mehmet Altan, le frère d'Ahmet, accusé aussi d'avoir participé au putsch, en estimant qu'il n'existait pas de preuves de sa culpabilité.

Elle a cassé les condamnations à perpétuité d'Ahmet Altan, Mehmet Altan et de Nazli Ilicak. Elle a conclu qu'Ahmet Altan et Nazli Ilicak n'avaient pas commis l'infraction de "violation de la Constitution", et n'a retenu contre eux que celle d'"aide à un groupe terroriste sans être membre".

Pour autant, la Cour a rejeté les demandes de remise en liberté d'Ahmet Altan et de Nazli Ilicak.

L'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour Pénale d'Istanbul.

[Septembre 2018] Hommage à Ahmet Altan : rencontre avec Asli Erdogan

"À vous tous qui êtes rassemblés ici ce soir. Je vous remercie infiniment pour votre amitié.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de la force extraordinaire que vous possédez, ainsi réunis, tous ensemble. Une force qui donne à l'homme que je suis, assis dans sa cellule de prison, à des milliers de kilomètres de chacun de vous, une confiance immense, une détermination totale. Celle de résister. Celle de croire à l'espoir. Votre amitié est mon bouclier. Aucune tyrannie ne saura le perforer. Votre amitié me protège.

Soyez certain que je connais la valeur d'un tel cadeau.

Paris me manque. Ses lumières, ses rues, ses sons, ses couleurs. Je ne suis pas certain de revoir Paris.

Alors, si ce soir, en sortant, vous passez près d'un bistro, buvez un verre, pour moi aussi.

Je vous embrasse avec tendresse." Ahmet Altan

La Gazette des Nouveaux Dissidents #25

L'association Les Nouveaux Dissidents organisait le 17 septembre 2019, en hommage à Ahmet Altan, une rencontre exceptionnelle avec Asli Erdogan (écrivaine et journaliste), Aysegul Sert (journaliste, reporter au New York Times), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez Actes Sud).

[Février 2018] Le romancier et journaliste turc, Ahmet Altan, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 alors qu'il ne fait que dénoncer, depuis plusieurs décennies, toutes les atteintes du pouvoir à la démocratie, Ahmet Altan était incarcéré depuis septembre 2016 à la prison de Silivri (à 70 kms d'Istanbul). Vendredi 16 février 2018, il a été reconnu coupable ainsi que cinq autres personnes dont son frère, le journaliste Mehmet Altan,

d'avoir tenté de « renverser l'ordre prévu par la Constitution de la République de Turquie ou de le remplacer par un autre ordre ou d'avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ».

Il a été condamné à la réclusion à perpétuité le vendredi 16 février 2018, par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

[Juin 2019] 1000e jour de prison

"Après le coup d'état manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce !

J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés." Asli Erdoğan, écrivaine et journaliste turque, arrêtée et emprisonnée pendant cinq mois en 2016.

Ahmet Altan, né en 1950, est un des journalistes les plus renommés de Turquie, son œuvre de romancier a par ailleurs connu un grand succès, traduite en de nombreuses langues (anglais, allemand, italien, grec...). Deux de ses romans sont parus en français, chez Actes Sud : Comme une blessure de sabre (2000) et L'Amour au temps des révoltes (2008).

Son père, le journaliste Çetin Altan, fait partie des 17 députés socialistes qui entrent au Parlement turc en 1967. Pour ses articles, il sera condamné à près de 2 000 ans de prison. En 1974, dans le contexte de « L'Opération de maintien de la paix » (invasion de la partie nord de Chypre par les forces militaires turques), Ahmet Altan s'engage dans le journalisme : très vite, il commence à être connu pour ses articles en faveur de la démocratie. Il publie en 1982 son premier roman (vendu à 20 000 exemplaires) puis devient, en 1985, le rédacteur en chef du journal Günes. Il publie son deuxième roman qui est condamné pour atteinte aux bonnes mœurs et fait l'objet d'un autodafé.

1990 : Devenu journaliste à la télévision, il condamne la guerre et les deux camps, en dénonçant les crimes du PKK Günes et de l'armée turque.

1995 : Il devient rédacteur en chef du journal Milliyet (l'un des plus importants du pays). Sous la pression de l'état-major, le journal le licencie. À la suite d'un article satirique, il est condamné à 20 mois de prison avec sursis. Il est accusé de soutenir la création d'un Kurdistan indépendant.

1996 : Son quatrième roman est un vrai phénomène de librairie, il y aborde les assassinats sans suite judiciaire.

1999 : Avec Orhan Pamuk et Yachar Kemal, il rédige une déclaration pour les droits de l'homme (et des droits culturels des Kurdes) et de la démocratie en Turquie, elle sera signée par Elie Wiesel, Günter Grass, Umberto Eco...

2007 : Il crée le journal d'opposition Taraf, dont il est rédacteur en chef jusqu'à sa démission en 2012.

2008 : Il publie un article, « Oh, Mon Frère » dédié aux victimes du Génocide arménien et se voit inculpé d'insulte à la Nation turque.

2011 : Il reçoit le prix Hrant Dink de la Paix (Hrant Dink est un journaliste arménien assassiné en 2007).

2016 : Il est arrêté en septembre, accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet.

2018 : Il est condamné à la perpétuité aggravée le 16 février par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

2019 : Sa condamnation est confirmée en appel par la Cour Constitutionnelle le 3 mai. Le 5 juillet, la Cour Suprême casse sa condamnation à perpétuité mais rejette sa demande de remise en liberté.

Esprit critique et très en prise avec la société turque, il a été arrêté le 10 septembre 2016 ainsi que son frère Mehmet Altan, également journaliste, accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016. Douze jours plus tard, il est mis en liberté provisoire, mais vingt-quatre heures plus tard, il est de nouveau incarcéré, inculpé « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « tentative de renversement de la République de Turquie ».

Ahmet ALTAN

<https://www.actes-sud.fr/catalogue/litterature/je-ne-reverrai-plus-le-monde>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=100885>

DOSSIERS PERMANENTS

Observatoire du Négationnisme du Collectif VAN

Récapitulatif des principaux faits et articles négationnistes relevés depuis 2006.

SOMMAIRE : <http://www.collectifvan.org/article.php?id=21105>

Ephémérides

La rubrique "Ephéméride" du Collectif VAN a été lancée le 6 décembre 2010. Elle recense la liste d'événements survenus à une date donnée, à différentes époques de l'Histoire, sur les thématiques que l'association suit au quotidien. L'éphéméride du Collectif VAN repose sur des informations en ligne sur de nombreux sites (les sources sont spécifiées sous chaque entrée).

[Les éphémérides du Collectif VAN \(1ère partie\)](#)

[Les éphémérides du Collectif VAN \(2ème partie\)](#)

SITES INTERESSANTS

Visitez notre page de liens : <http://www.collectifvan.org/liens.php?r=7>

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SITE DU COLLECTIF VAN

Rubrique Info Collectif VAN

Retrouvez toutes les traductions de la presse anglophone ou turcophone dans notre rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Le Collectif VAN met en ligne régulièrement des traductions de la presse anglophone et turcophone. Oeuvres de militants, de sympathisants du Collectif VAN et de prestataires, ou émanant de sites externes (tel celui de la FEAJD), ces

traductions visent à mettre à la disposition du plus grand nombre, les informations essentielles à la bonne compréhension de l'actualité.

Vous retrouverez également dans la **Rubrique Info Collectif VAN** :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

- nos informations ou communiqués de presse, ainsi que ceux de certaines organisations externes.
- le sommaire bi-quotidien de notre Revue de Presse du jour.
- la Revue de la presse turque en français (ni traduite ni commentée de notre part).
- la Revue de la presse arménienne préparée par l'Ambassade de France en Arménie.

Rappel :

Vous avez en haut de page, un module Recherche pour retrouver un article. Attention, le champ de saisie ne doit comporter qu'un seul mot. Essayer de cibler en choisissant plutôt des noms propres, pour éviter un trop grand nombre d'occurrences.

Appel aux dons :

Aidez-nous à poursuivre notre mission d'information et de vigilance !

Envoyez vos dons :

Par chèque bancaire à l'ordre du "Collectif VAN"

A adresser à : Collectif VAN - BP 20083 - 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Votre avantage fiscal :

Si vous êtes imposable, 66% du montant de votre don sont déductibles de vos impôts sur le revenu (de l'année suivante), dans la limite de 20% de vos revenus imposables. Un don de 100€ ne vous coûtera en réalité que 34 €.

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Utilisez au mieux le site du Collectif VAN

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le site du Collectif VAN met à jour quotidiennement des dizaines d'articles. Sachez naviguer dans les rubriques !

Rubrique News

Depuis le 20 octobre 2015, la page [News](#) du site www.collectifvan.org a cessé d'être alimentée mais elle constitue une source d'archives pour les informations quotidiennes qui y ont été postées depuis le lancement du site en mars 2006. La revue de presse - collectée 5 jours par semaine par la webmaster du **Collectif VAN** à partir des médias en ligne francophones - est donc à suivre uniquement dans la [Veille-Média](#) du Collectif VAN et sur les réseaux sociaux de notre association très active sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Info Collectif VAN

Toutes les traductions, résumés, informations propres au Collectif VAN sont en ligne à l'accueil dans la Rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Tout sur VAN

Mieux connaître le Collectif VAN : rendez vous à la rubrique Tout sur VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=1&page=1>

Tout sur VAN : vous y trouverez également les courriers des lecteurs

Les courriers des sympathisants du Collectif VAN nous font chaud au cœur et nous confortent dans la certitude que notre approche du combat que nous

menons, est juste. Et comme ça fait toujours du bien de relire de temps en temps leurs encouragements et dans la mesure du possible, nous mettons en ligne les mails reçus, du plus récent au plus ancien (en ne gardant que les initiales des sympathisants) :

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=6137>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=2203>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=538>

Salle de Presse

Tous les articles de la presse française rendant compte des actions réalisées par le Collectif VAN sont en ligne dans la rubrique Salle de presse.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=2&page=1>

Communiqués

Les Communiqués du Collectif VAN se trouvent dans la rubrique Communiqués.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=9>

Actions VAN

Tous les articles présentant les actions organisées et réalisées par le Collectif VAN sont mis en ligne dans la rubrique Actions VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=3&page=1>

Agenda

Les annonces parlant des événements culturels à venir (réunions publiques, manifestations, conférences, concerts, projections de films, expositions, parution d'ouvrages, etc.), sont mises en ligne dans la rubrique Agenda.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=5&page=1>

Photothèque

De nombreux photos-reportages sont disponibles en ligne dans la rubrique Photothèque

http://collectifvan.org/rubrique_photo.php?r=6

Veille-Media

Toutes les Veilles-Media à télécharger sur :

http://www.collectifvan.org/rubrique_veille.php?r=9&page=1

MEDIAS

Quelques émissions TV & radios où les citoyens peuvent intervenir

Soyez un citoyen actif et participez aux débats dans les médias.

Quelques coordonnées :

TF1 - 1, quai du point-du-jour 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 12 34 / 0803 809 810 — Fax : 01 41 41 28 40

Internet : www.tf1.fr

France 2 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 98 74

Internet : www.france2.fr

Email : mediateurinfo@france2.fr

France 3 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 75 02

Internet : www.france3.fr

Email : com@france3.fr

mediateurinfo@france3.fr

Canal + - 85-89 quai André Citroën 75711 Paris cedex 15

Tel : 01 44 25 10 00 Fax : 01 44 25 12 34

Internet : www.cplus.fr

France 5 - 8, rue Marceau 92785 Issy-les-Moulineaux cedex 9

Tel : 01 55 00 74 74 — Fax : 01 55 00 77 00

Internet : <http://www.france5.fr/>

Email : <http://www.france5.fr/contact/>

Ecrivez à Alain Le Garrec, médiateur des programmes sur :

<http://www.france5.fr/contact/W00069/2/71909.cfm>

Arte - 2a rue de la Fonderie 67080 Strasbourg cedex

Tel : 03 88 14 22 55 — Fax : 03 88 14 22 00

Internet : www.arte-tv.com

Email : communication@arte-tv.com

M6 - 89, av. Charles de Gaulle 92575 Neuilly/Seine cedex

Tel : 0825 06 66 66 - Fax : 01 41 92 66 10

Internet : www.m6.fr

CNEWS - 6 allée de la Deuxième DB 75015 Paris

Tel : 01 53 91 50 00— Fax : 01 53 91 50 01

Internet : www.itelevision.fr

LCI - 54 av. de la Voie Lactée 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 23 45— Fax : 01 41 41 38 50

Internet : www.lci.fr

Quelques émissions Radio :

France Inter www.radiofrance.fr

Le téléphone sonne

En semaine de 19h20 à 20h00

Si vous voulez poser une question, témoigner et/ou intervenir à l'antenne...

- le téléphone 01.45.24.70.00 dès 17h
- Internet, en utilisant le formulaire de la page "Pour intervenir".
- le SMS+ pour réagir pendant l'émission, de 19h20 à 20h : sur votre téléphone mobile, saisir le code " TEL " suivi d'un espace, votre question puis valider et envoyer au 6 20 30. (0.35€ par message plus le prix du sms)

Le lundi, mardi, jeudi et vendredi à 19h20, nous vous invitons à réagir sur un thème de l'actualité, à poser vos questions aux invités du téléphone sonne. Vous pouvez également, après la diffusion, réécouter l'émission dans son intégralité.

RMCwww.rmcfinfo.fr

BOURDIN & Co Le 1er show radio d'info

Du lundi au vendredi de 6h à 10h.

Découvrez une nouvelle façon de traiter l'info du matin avec "Bourdin &Co" !
Finis les journaux austères et redondants. Voilà enfin un espace de liberté où
auditeurs, politiques et journalistes sont logés à la même enseigne.

Jean-Jacques Bourdin agite, provoque, polémique, et vos réactions ne se font
jamais attendre! Un ton débridé et sincère pour des échanges parfois musclés
mais toujours respectueux. Pour intervenir : Appelez le 3216 (0,34€/min).

=====

L'association des auditeurs de France Culture

L'association des Auditeurs de France Culture (aaFc), créée en 1984, rassemble
les personnes qui veulent manifester leur intérêt pour cette chaîne de radio dont
les émissions sont écoutées et appréciées au delà de nos frontières.

L'objet de l'association est de regrouper les auditeurs de France Culture pour
favoriser des rencontres et coordonner les actions visant à :

- l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité ;
- la préservation de son identité et de sa spécificité ;
- l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute ;
- son ouverture aux différents aspects de la culture ;

- son rayonnement et développement de son influence ;

- sa pérennité.

L'Association se déclare attachée au caractère de service public de France Culture et ne saurait en aucun cas se substituer à lui. Elle se veut pluraliste et indépendante de tout engagement politique, confessionnel, syndical et philosophique.

Association des auditeurs de France Culture

83 boulevard Beaumarchais

75003 Paris

Téléphone : 01 42 09 03 67

Courriel : aafc@free.fr

=====

Collectif VAN

[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

BP 20083, 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Boîte vocale : +33 1 77 62 70 77 - Email: contact@collectifvan.org

<http://www.collectifvan.org>

Les Infos Collectif VAN sur :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=0>

